





Le Monde

# idées

## Un rôle pour la France

par AMINE MAALOUF (\*)

### Proche-Orient

Au-delà du problème du départ de Tripoli de M. Arafat, dont Mohammad Tarbush est convaincu qu'il n'est pas un homme « fini », se pose celui de l'avenir de la région, et pour commencer du Liban. Amine Maalouf pense que la France a un rôle irremplaçable à y jouer. François Puaux préconise une réunion à quatre avec les Américains, les Soviétiques et les Britanniques, tandis qu'Annie Laurent dénonce les responsabilités d'Israël dans l'armement des druzes. Enfin, Tahar Ben Jelloun rend compte d'un livre consacré au dieu commun des peuples de la région.

**M** AINTENANT que les passions suscitées par les attentats de Beyrouth et le raid de Baalbek se sont quelque peu apaisées, il serait utile de se demander, à la lumière de l'histoire récente, comment éviter d'autres drames, dans les relations entre Paris et le monde arabe.

Que représente la France pour les Arabes ? Avant tout la possibilité d'échapper à l'alternative Washington ou Moscou. En effet, si les États-Unis sont, du fait de leur poids militaire, économique et politique, un partenaire privilégié pour de nombreux pays arabes, et si leurs rapports étroits avec Israël rendent inévitable leur participation à tout effort de solution, ces mêmes rapports constituent une source d'embarras pour leurs amis et une cause de méfiance profonde entre l'Occident et l'opinion arabe. S'agissant des Soviétiques, leur appui politique et militaire est souvent précieux, mais leur système effraie et leur capacité d'intervention économique, tant pour l'aide que pour l'apport technologique, est bien en deçà des besoins actuels du monde arabe.

Les limitations inhérentes aux rapports avec les deux superpuissances, qui expliquent bien des crises, bien des renversements d'alliances, permettent d'acquiescer, à contrario, le profit de la France tel que les Arabes le perçoivent. L'insouciance ou le sous-bâtiment d'une nation occidentale développée, disposant de technologies avancées exportables, mais qui ne suit pas les États-Unis dans leur appui inconditionnel à Israël ; d'une nation amie, capable de coopérer politiquement et, dans certaines conditions, militairement, avec des pays arabes sans

entraîner pour eux d'alignement sur l'un des blocs.

Cette vision est sans doute optimiste, mais elle n'est pas gratuite. De toutes les puissances moyennes, celle qui peut le mieux introduire un élément de raison dans le jeu de massacre dont le Proche-Orient est aujourd'hui le théâtre délabré, c'est incontestablement la France. Du fait de son engagement traditionnel, régulièrement renouvelé, à l'intérieur des aires culturelles qui l'enveloppent, du fait de ses institutions, qui confèrent à son président une autorité inégalée dans une nation pluraliste, du fait aussi des valeurs universelles qu'elle représente depuis des siècles, et qui acquiescent aujourd'hui une signification nouvelle pour les peuples opprimés.

Cette médaille a son revers : il suffit parfois d'un faux pas ou d'un malentendu pour que, en ce sens, elle devienne une source de désastre. C'est ce qui s'est passé, à l'époque de la guerre d'Algérie, l'expédition de Suez, sinon les Croisades. Amalgames agaçants, sans doute, pour un État qui cultive patiemment l'amitié de ceux qu'il avait jadis combattus. Mais compréhensibles pour une nation arabe qui se sent, aujourd'hui comme hier, agressée, bafouée, humiliée. Or l'hostilité de certains se traduit par des actes d'une rare violence.

N'en doutons pas, la France est ici victime. Victime de ceux qui contestent ses alliances et ses multiples engagements à l'étranger. Victime, aussi, de l'irresponsabilité des grandes puissances, qui ont laissé se développer le drame palestinien depuis trente-cinq ans, le drame libanais depuis plus de huit ans, la

guerre du Golfe depuis plus de trois ans ; cela fait trop de problèmes non résolus, et depuis trop longtemps.

Victime, surtout, d'une certaine image de l'Occident. Celle-ci est aujourd'hui détestée dans l'ensemble du monde arabe, et la France a besoin de s'en démarquer plus nettement qu'auparavant. Américains et Israéliens viennent de conclure une alliance stratégique qui ne peut être perçue par les Arabes que comme un acte hostile et insultant. Plus que jamais, l'Occident apparaît comme un ennemi, et sera traité comme tel. Ses amis en pâtiront, à terme, bien plus que ses adversaires.

Prise dans le tourbillon, la France peut-elle encore jouer le rôle intermédiaire qui, seul, préservera l'avenir de ses rapports avec le monde arabe ? C'est loin d'être facile, mais certaines voies sont moins hasardeuses que d'autres :

1) Éviter de se laisser entraîner dans des opérations militaires coordonnées avec Tel-Aviv, ou apparaître comme telles ;

2) Prendre nettement position en faveur d'une solution juste et pacifique au Proche-Orient, comprenant l'évacuation de tous les territoires occupés, la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, et la reconnaissance du droit de tous les États de la région, même les plus faibles, à vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

3) Intervenir fermement auprès des deux superpuissances pour qu'elles cessent un dialogue trop longtemps retardé, mais devenu le seul moyen d'éviter un affrontement suicidaire autour du Liban.

Une France courageuse, humaniste et responsable peut encore opérer, avant qu'il ne soit trop tard, le sauvetage qui s'impose.

(\*) Écrivain et journaliste libanais.

## Paix stratégique et paix politique

par FRANÇOIS PUAUX (\*)

**L** E Liban et la France, c'est une vieille et grande histoire », a dit très justement le président de la République le 16 novembre. Encore convient-il, si l'on veut continuer à écrire l'histoire de la France en dehors de son pré carré, de lui donner un sens.

Il ne semble pas que M. Mitterrand ait répondu à l'attente du pays, saisi d'une angoisse existentielle après le massacre du 23 octobre et la malheureuse opération de Baalbek, en expliquant dans la même émission que nos soldats sont des « infirmiers, des gardiens de la paix, qui aident les vieux et sauvent tous ces petits enfants qui ont vu courtir par eux ». Il y manquait je ne sais quel souffle épique.

Pourquoi cette pudeur devant la vérité ? La France aurait pu comprendre qu'au-delà d'une paix interconfessionnelle entièrement soumise aux injonctions extérieures et que nos soldats ne peuvent d'ailleurs pas assurer, — c'est l'indépendance même du Liban, ou de ce qu'il en reste, qu'ils défendent face aux visées d'une Syrie qui ne fait pas mystère de son irrédentisme. L'option doit savoir que, si la force multinationale quitte maintenant Beyrouth, c'en sera fait du Liban, que nous avons tenu sur les fonds baptismaux.

On ne peut se défendre de l'impression que Paris éprouve des difficultés à ordonner sa vision des choses d'Orient et agit par impulsions successives. Dès juin 1982, lors de la bataille de Beyrouth, la France, qui s'est toujours attachée à « dire le droit » en Orient, ne savait pas faire la distinction entre la légitimité de la cause de l'O.L.P. en Palestine et son illégitimité au Liban. Dans l'effort des Super-États, d'autre part, on a dit fréquemment qu'on ne cédait pas au chantage de l'imam Khomeini, alors qu'on cédait à celui de Saddam Hussein.

La suite était prévisible et on a vu à l'œuvre les héritiers des « hashshîn » chiites (les assassins) du « Vieux de la montagne ». Les services secrets syriens, qui ont déjà sur la conscience le meurtre de Louis Delamare, notre ambassadeur au Liban, se sont chargés d'assurer la logistique de cette sinistre industrie. Le sacrifice de nos soldats a réhabilité notre image chez les chrétiens libanais, encore que l'indistinct de la force multinationale ne vienne pas

de nous mériter des Américains, auxquels nous sommes joints précipitamment (cf. l'allocation télévisée impromptue de M. Mitterrand le 20 septembre 1982). Or si, à Beyrouth actuellement, nos vœux coïncident, les objectifs de la France et des États-Unis en Orient ne sont pas les mêmes. Washington cherche à établir une paix qu'on pourrait qualifier de « stratégique », une sorte d'armistice artificiel autour du dispositif militaire israélien. Nous avons toujours voulu, pour notre part, aider à l'établissement d'une paix « politique » entre tous les pays de la région.

### Imposer un règlement

Le général de Gaulle était convaincu qu'on ne parviendrait à cette paix véritable qu'en la faisant imposer par les puissances, y compris l'Union Soviétique, en dehors des « vaines négociations » de l'ONU. Il avait réussi à rallier Richard Nixon à cette idée. L'administration Reagan, embarrassée par l'extrême-gauche israélienne, après avoir tenté un accommodement avec Dames, a choisi, semble-t-il, l'affrontement. Moscou, pour sa part, n'a plus qu'une carte, la Syrie, mais entend la jouer avec détermination pour ne pas être éliminée d'un règlement en Orient. Les soldats des deux superpuissances sont arrivés à une dangereuse proximité de part et d'autre du Mont-Liban. Il est clair que Moscou et Washington devront tôt ou tard discuter. Maintenant qu'est passé le point proxémique de la crise des euro-missiles et que l'Occident a gagné la bataille des Pershing, tout devient possible, comme après Cuba.

Pourquoi la France ne proposerait-elle pas de renouveler l'expérience Nixon-de Gaulle, qui était parvenue aux Roméens à des résultats non négligeables avant que, en 1970, Kissinger torpille le plan Rogers ? Mettre autour d'une table les représentants des quatre membres permanents du Conseil de sécurité qui ont des forces au Levant, chercher un règlement encore lointain pour aboutir dans le présent à une détente régionale, pourquoi pas ?

(\*) Ancien directeur politique du Quai d'Orsay.

## Arafat n'est pas fini !

par MOHAMMAD TARBUSH (\*)

**L**ORS d'un voyage aux États-Unis, il y a quelques mois, j'ai été bouleversé mais peu surpris d'entendre des responsables américains dire, que, selon eux, le jeu, (il est arrivé à M. Reagan de qualifier ainsi le conflit du Moyen-Orient) était tout simple. Après Beyrouth et la dissidence au sein du Fath, on allait éliminer (write off) M. Arafat. C'est pourquoi le plan de paix, d'ailleurs tout à fait inadéquat, auquel le président des États-Unis avait donné son propre nom, n'a pas reçu la moindre priorité. Israël poursuivait sa politique d'implantation dans les territoires arabes occupés. Quand M. Arafat et le roi Hussein cherchaient un moyen de donner vie au plan Reagan, les États-Unis n'ont pas levé le doigt pour soutenir leurs efforts et atténuer les risques qu'ils étaient prêts à prendre.

M. Arafat était prêt à risquer jusqu'à sa vie, mais à condition de voir Washington reconnaître le droit naturel du peuple palestinien à l'autodétermination. Ses rangements décisifs du côté israélien, les Américains ont choisis d'ignorer le fond du conflit du Moyen-Orient, c'est-à-dire la question palestinienne, et de suivre une politique à court terme qui n'allait rien résoudre. Combien de sang a coulé depuis ! Combien d'orphelins, de veuves, de mères et de pères ont été brisés.

M. Arafat est-il « fini » en tant que leader de l'O.L.P. comme s'y

attendait le gouvernement américain ? Loin de là ! En tant que leader élu et donc légitime de l'O.L.P., il est en train de renforcer sa légitimité. Il bénéficie du soutien des Palestiniens des territoires occupés, de l'ensemble de la diaspora et de la majorité du Comité exécutif et du Conseil national. Il y a eu des manifestations populaires en sa faveur et aucune, même dans les camps sous leur contrôle, en faveur de ses adversaires.

L'organisation qu'il dirige connaît sans doute son apogée dans un proche avenir. Si les armées puissantes d'Israël et de Syrie n'ont pas réussi à la liquider, il serait futile pour d'autres d'essayer. Le feu endurcit ce qu'il ne détruit pas. Rappelons les redressements ou plutôt évolutions significatives de l'O.L.P. malgré les nombreuses tentatives de destruction : 1968 à Karameh, 1970 à Amman, 1976 à Tel-Aviv et, enfin, 1982 à Beyrouth. Évidemment, au cours de sa croissance, l'O.L.P. est devenue, comme toutes les organisations qui regroupent des milliers d'hommes, difficile à contrôler. Il y a eu des excès, même des abus ; ses leaders ont commis des imprudences et des erreurs.

Parfois, ni l'emploi du temps ni le comportement de ses émissaires à l'étranger n'étaient conformes à ce qu'on peut attendre d'un représen-

tant d'un mouvement révolutionnaire. Malgré cela, l'O.L.P. a réussi à créer des chemins démocratiques qui permettront d'envisager une évolution progressive. Ce sont ces chemins qu'auraient suivis les dissidents s'ils avaient représenté un courant vraiment authentique, un lieu de retour pour ceux qui, au lieu de retourner leurs canons contre leurs camarades palestiniens.

Des tentatives de conciliation à l'intérieur de l'O.L.P., puis l'envoi d'émissaires mandatés par le Comité exécutif auprès des dissidents, prouvent la volonté démocratique de Yasser Arafat. C'est en ce sens que les dissidents, en s'alliant aux Syriens, se sont exclus, de facto, de l'O.L.P. Celle-ci ne s'est pas transformée en instrument de répression, contrairement à l'opportuniste historique qui lui était offerte par ses ennemis, de refus de négocier et d'éliminer physiquement les dissidents.

Paradoxalement, l'O.L.P. est aujourd'hui victime de l'authenticité de ses structures démocratiques.

Quels enseignements tirer de ces derniers événements ? Contrairement aux pronostics qui se développent comme les mauvaises herbes, la tragédie de l'intervention syrienne appartient avant tout à l'histoire de la formation de la conscience nationale palestinienne. La Syrie ne peut être que la grande perdante de la partie d'échecs menée par Israël et les États-Unis. En tentant de placer le peuple palestinien sous son autorité, la Syrie perd toute crédibilité dans le monde arabe et, d'une certaine façon, auprès des pays non alignés. Elle alimente une opposition intérieure de plus en plus virulente ; ces éventualités ne peuvent qu'être exploitées par Israël et les États-Unis.

La convergence d'intérêts à court terme entre la Syrie et la coalition israélo-américaine s'effondrera lorsque la coalition en question le jugera bon. La Syrie reste avant tout l'ennemi d'Israël et de ses alliés, par-delà les alliances objectives temporaires en ce qui concerne le Liban. En définitive, Assad et Shamir ont donc au moins un point commun : ils pratiquent chacun une politique à très court terme aux conséquences dévastatrices.

Il ne faut pas être un génie pour comprendre que l'essence du conflit au Moyen-Orient depuis la création d'Israël ne change pas, à savoir la question palestinienne.

Les tentatives d'effacement de l'O.L.P. ne peuvent que conduire à la direction vers des attitudes plus radicales : d'où l'attente meurtrière de Jérusalem ! « Qui pourra contrôler nos militants si mes efforts diplomatiques pour un règlement juste échouent ? », m'a demandé M. Arafat, il y a déjà plusieurs mois.

Au lieu de s'embourber dans des digressions, d'accentuer son impérialisme archaïque, de faire miroiter un faux danger (U.R.S.S. et Syrie) qu'il a créé lui-même, Israël devrait mieux chercher à résoudre enfin la question des territoires occupés,

étape essentielle qui devra être abordée tôt ou tard sérieusement.

Mais une partie significative de la classe dirigeante israélienne reste fidèle aux dogmes de Vladimir Jabotinsky et ne cesse de rêver à la restauration du Grand Israël. Et M. Shamir est un disciple distingué de cette tendance.

Après avoir directement provoqué la destruction des quartiers chrétiens d'Aley en février 1983, les autorités israéliennes ont présenté au gouvernement libanais un projet de « canton druze » à été rejeté car, sans existence, le Liban n'aurait plus de raison d'être. Devenu le plus grand stratagème d'Israël, on choisit l'option militaire. Puisque Walid Joumblatt désirait la création de « son » État druze, on allait l'y aider. Lorsque Begin décida le retrait de son armée des montagnes du Chouf, ses représentants expliquèrent que l'armée libanaise n'était pas capable d'assurer la sécurité, que personne n'en voulait, qu'Israël avait tout tenté pour parvenir à un accord. Mais il n'y avait rien à faire : « Les Libanais ont voté à s'en-tuer », affirmèrent-ils.

C'est pourtant Israël qui a saboté les travaux de la commission militaire tripartite — États-Unis, Israël, Liban — chargée d'organiser la relève. Pendant des mois, Israël avait armé et entraîné chrétiens et druzes. Il assurait à présent au parti socialiste progressiste (druze) la supériorité militaire, laissait entrer dans le Chouf contrôlé par Tahar les centaines de combattants druzes venus de Syrie, Israël savait que, appuyés par l'armée syrienne, les dissidents palestiniens et des dizaines de mercenaires libyens et iraniens, les druzes vaincraient sans peine les chrétiens affaiblis par leurs divisions, la médiocrité de leurs chefs et leur solitude.

Tout s'est déroulé comme prévu. Tahar s'est retiré en hâte dans la nuit du 3 au 4 septembre. Aussitôt la bataille, les massacres, ont commencé. La terreur a fait fuir les chrétiens, et il leur est à jamais tombé trace chrétienne du Chouf, les druzes ont détruit systématiquement églises et couvents. De la sorte, les chrétiens — majoritaires dans la montagne et qui, au fil des siècles, avaient mis en valeur — se sont réfugiés dans les villages et les cités. Mais combien de temps pourront-ils résister, harcelés par les

## La fin des Églises d'Orient ?

par ANNIE LAURENT (\*)

frances-tireurs, la faim, le froid et l'angoisse ?

A Paris, on entendait d'ores et déjà le fait accompli de la « cantonalisation » du Liban comme un moindre mal. Pourtant, la responsabilité internationale est engagée. L'Occident en particulier n'aurait-il pas dû exiger sous sa garantie le retour des réfugiés chrétiens dans leurs foyers ? Triste parallèle : tandis que

(\*) Auteur, avec Antoine Besbes de *Une prose pour deux foyers* (Ed. Albin Michel, Beyrouth, 1983, et Syon, Paris).

le monde déploie d'immenses efforts pour assurer le départ « dans l'honneur » de Yasser Arafat — lui qui est pour partie responsable du sort des chrétiens —, ces derniers — nos coreligionnaires, l'avons-nous oublié ? — sont simplement abandonnés.

Il faut le savoir : le découpage du Liban, l'abolition de la coexistence islam-chrétienne, dans l'État du Proche-Orient, ce n'est pas le statut de *dhimmi* (1) qui est aboli, sonneront les glas des Églises d'Orient.

(1) NDRL : Statut de citoyen aux droits limités que la loi islamique entendait à la lettre assigner aux juifs et aux chrétiens.

## Des expériences différentes mais un même humanisme

« TROIS MESSAGERS POUR UN SEUL DIEU », de Roger Arnaldez

**P**ÉRIODIQUEMENT, on parle du dialogue entre juifs, chrétiens et musulmans. Voici un ouvrage des vœux multiples et riches pour l'établissement d'un humanisme monothéiste. Ce fut surtout en matière de philosophie théologique que les trois religions ont le mieux confronté et coordonné leur réflexion. Ainsi, au Moyen-Âge, Averroès, Maimonide et saint Thomas d'Aquin furent les symboles d'une rencontre heureuse et fructueuse des esprits. Moïse, Jésus et Mohammed sont trois prophètes, trois interprètes de la Parole divine. L'islam, dernière religion révélée, intervient comme une parole de clôture, de rectification et même d'abrogation : il enseigne une loi qui n'est pas celle de la Bible, ni celle des Évangiles. Avec fermeté, il apporte la dernière des lois, laquelle abroge celles qui l'ont précédée ; elle s'impose et l'ancienne loi ne sera jamais annulée.

Pour Roger Arnaldez, il y a dans les trois religions beaucoup d'éléments de convergence, mais aussi quelques choses de l'ordre de l'irréconciliable : « Il est évident que le Dieu de l'islam qui abroge la loi de Moïse et qui relativise l'Alliance avec Israël, ne saurait être le Dieu des juifs ; il ne peut être davantage le Dieu des chrétiens puisqu'il révèle l'erreur que constitue et doit constituer pour tout musulman la croyance en la Trinité et en l'incarnation hors de laquelle il n'y a pas de christianisme. » Cependant tous croient à la parole de Dieu dans le Livre. La question est simple : faut-il adhérer à une foi qui

excite les deux autres ? En fait, l'islam reconnaît les deux autres prophètes, mais apporte une mise au point grave, qui bouleverse les dogmes : le Coran rejette la Trinité et l'Incarnation, comme il nie la crucifixion de Jésus ainsi que la Rédemption.

Les juifs et les chrétiens seraient-ils les possesseurs exclusifs de la Vérité ? L'islam rappelle que la mission de Mohammed a été annoncée dans la Bible et dans l'Évangile. Son but est d'amener les gens du Livre à la foi islamique. Pour cela, il dit le sort que Dieu réserve aux infidèles, c'est-à-dire ceux qui associent Dieu à quelque autre élément.

La travail remarquable de Roger Arnaldez est de montrer, malgré les divergences entre les trois messages, qu'un accord profond unit les mystiques des trois religions. L'expérience mystique est certes différente chez les trois monothéismes, mais les voies empruntées pour dire l'amour de Dieu sont semblables. Ainsi le dialogue entre juifs, chrétiens et musulmans s'instaure plus aisément sur le terrain des valeurs spirituelles, lesquelles transcendent les idées d'un humanisme au-delà du dogmatisme religieux et des résistances culturelles. Ce dialogue, nous signale Arnaldez, se nourrit de très beaux textes tels que le Cantique des Cantiques ou le Divane d'Al-Halaj.

TAHAR BEN JELLOUN.  
« Trois messagers pour un seul Dieu », Albin Michel, 268 pages, 90 F.

offrez un livre  
dédiacé...

Le 22 décembre  
**MAREK HALTER**  
**JEAN-MARIE ROUART**  
PRIX RENAUDOT 1983

Le 23 décembre  
**FREDERICK TRISTAN**  
PRIX GONCOURT 1983  
**ANDRE CASTELOT**  
(de 17 h 30 à 19 h 30)

signeront leurs ouvrages à  
la Librairie LA PROCURE de 18 h à 20 h 30.

**LA PROCURE**  
3 rue de Valenciennes, 75001 Paris - tél. 544 20 26

(\*) Palestinien résidant à Paris.



# LE DÉPART DES PALESTINIENS DE TRIPOLI

## Sous la protection de la marine française

## Le temps des bilans

(Suite de la première page.)

Peu à peu, les officiels de Tripoli faisaient une grande cérémonie d'adieu à M. Yasser Arafat. A l'hôtel de ville, dont les accès étaient barrés par des Land-Rover camouflés sur lesquels étaient installés des canons antiaériens, presque toutes les personnalités de la cité étaient venues saluer le chef de l'O.L.P. avant son départ. Une quarantaine de militaires islamiques en armes, portant des masques noirs ne laissant apparaître que les yeux, avaient pris position peu avant l'arrivée de Cheikh Chabane, leur dirigeant, et chef du Mouvement de l'unification islamique Al Towhid. Derrière lui, le maire de la ville, un des principaux responsables du comité de coordination, le représentant du Comité islamique et des notables prenaient place dans une salle trop exigüe pour contenir tous les gardes du corps des chefs des milices.

Alors que l'on attendait le chef de l'O.L.P., les tins de D.C.A. illuminaient le ciel et les départs de louches ébranlaient la ville. Ce n'était, pas cette fois, une nouvelle riposte à une attaque israélienne, mais des manifestations de joie. Joie bruyante et simultanée des dissidents qui saluaient leur victoire et, au contraire, des loyalistes qui fêtaient leur chef.

### Les larmes aux yeux

Protégé par quatre voitures de gardes du corps, arrivés tous pensive, le chef de l'O.L.P. est accueilli sur le perron par son allié dans la « bataille de Tripoli », Cheikh Chabane, alors que les militaires islamiques scandent en chœur à l'adresse de M. Arafat : « Dieu est grand, tu vaincras ! ». A l'annonce par tous les notables de la ville de l'absence définitive du principal d'entre eux, M. Rachid

Karamé, qui s'est fait représenter par son frère - M. Yasser Arafat écoute, souriant mais l'air très las, les discours qui, tous, exaltent la résolution des Palestiniens de revenir à Jérusalem. « Vous nous quittez maintenant, mais nous espérons vous retrouver à Jérusalem », lui dit Cheikh Chabane avant de lui donner l'accolade en hommage à un « ami et invité généreux ». Des « Allah akbar » repris en chœur ponctuent le discours du dirigeant islamique.

Nerveux, les larmes aux yeux, tenant d'une main tremblante le texte de son discours, le chef de l'O.L.P. remercie tous ceux qui ont pris part à la défense de la ville. Dénonçant le « complot américain-israélien pour diviser les Arabes et le Liban », M. Arafat lance un nouvel appel : « Nos frères syriens vont ouvrir une nouvelle page dans la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Si nous ne nous unissons pas, nous serons de nouveau défaits (...) J'aurais bien voulu rester et continuer à combattre, mais je ne puis voir la Palestine au bout de mon chemin. » Il conclut en appelant à l'unité arabe « au nom de la Palestine, au nom des martyrs, au nom de Dieu, au nom de l'O.L.P. ».

Les grands absents de cette manifestation ont toutefois été les Tripolitains eux-mêmes, qui, dans leur quasi-totalité, souhaitent le départ des Palestiniens. Depuis le début du mois de novembre, ils souffrent des retombées d'une bataille à laquelle ils sont étrangers, et leur ville a subi des dégâts estimés à un milliard de livres libanaises. Certes, la généralité du roi Fahd d'Arabie Saoudite, qui a promis l'équivalent de cette somme à la ville, pourrait arranger bien des choses, mais beaucoup de particuliers savent qu'une fois plus ils devront se débrouiller tout seuls. De plus, les écoles sont fermées depuis près de deux mois, et la

destruction de la plupart des caves de la raffinerie de Tripoli provoque déjà une sérieuse augmentation du prix du carburant.

Le départ des combattants palestiniens ne peut qu'inquiéter quelque peu les milices islamiques, qui, quant à elles, sont armées par l'O.L.P. et qu'elles se sentent maintenant isolées. D'autant que l'annonce par M. Arafat de la remise des armes lourdes de l'O.L.P. à l'armée libanaise leur enlève l'espoir de se renforcer efficacement. En attendant, les milices islamiques aménagent leur dispositif de défense en divers points de la ville, et, en particulier près du port, jusque là chassée par les Palestiniens. Lundi après-midi, on pouvait voir des travailleurs palestiniens creuser des tranchées et remplir des sacs de sable à l'extrême sud du port, sous l'œil vigilant des combattants qui avaient pointé leurs mitrailleuses et leurs lance-roquettes vers la mer.

### La Syrie, comme Israël...

« Soirée d'adieu » de M. Yasser Arafat à Tripoli a aussi été marquée par une spectaculaire manifestation savamment orchestrée : trente-huit prisonniers loyalistes ont été échangés, dans l'après-midi de lundi, contre quarante-huit dissidents. Jusqu'à un camion les libérés ont été conduits jusqu'au quartier général de l'O.L.P. près du centre de la ville, où stationnaient, dans une rue étroite, une vingtaine de jeeps et de camions, bourrés de combattants armés. Le grand drapeau noir, blanc et rouge de l'O.L.P. a été hissé sur le camion. M. Arafat n'est pas sorti de son abri, mais les prisonniers ont scandé à son adresse pendant de longues minutes : « Notre cœur, notre sang, notre vie, nous les sacrifions pour toi, Yasser Arafat ! », avant de se répandre dans les rues pour de grandes scènes de retrouvailles. Ces

hommes, parfois détenus depuis plusieurs mois, ne semblaient pas en mauvaise forme, même si certains d'entre eux ont déclaré avoir été soumis à des tortures par les dissidents.

Eux, du moins, étaient contents de partir, ce qui est loin d'être le cas de tous. Le nouvel exode laisse une grande amertume chez beaucoup de combattants. Même si ceux-ci font le « V » traditionnel de la victoire, leur évacuation ne ressemble en rien à celle de Beyrouth, en août 1982. Cette fois, ce n'est pas l'ennemi irrécusable, Israël, qui chasse M. Yasser Arafat, mais bien une coalition arabe. « Il y a un problème entre la Palestine et les Arabes », nous disait, lundi soir, un combattant. La Syrie va entrer à Tripoli comme Israël à Beyrouth. C'est le bras droit d'Israël en Liban. « Il n'y aura jamais un homme qui défendra les Palestiniens comme Yasser Arafat », renchérit-il un autre, avant d'ajouter : « Le peuple palestinien est tout entier derrière lui. »

Ce mardi matin, alors qu'il se trouve le seul des dirigeants palestiniens à attendre sur les quais l'arrivée des bateaux grecs, M. Abou Jihad soupire : « Nous avons perdu une bataille. » Il ajoute, bien sûr : « Le combat politique continue. » Pourtant, qu'ils partent pour l'Algérie ou le Yémen du Nord, tous les combattants que nous rencontrons ont conscience de s'éloigner, définitivement peut-être, de leur champ de bataille et voient reculer soudain la « terre promise palestinienne ». Certains espèrent encore pouvoir revenir en Jordanie, mais sans grande illusion, et leur condamnation de l'attitude du monde arabe est sans appel. Sous le drapeau de l'ONU, escortés par des navires français, ils prennent le chemin d'un exil sans espoir.

FRANÇOISE CHEPAUX.

(Suite de la première page.)

Tout autant que d'autres responsables, M. El Hassan estime que M. Yasser Arafat a « commis une énorme erreur en se rendant à Tripoli, alors qu'il aurait dû rester hors du Liban pour exercer ses fonctions de chef politique ». Expulsé de Damas en juin, le président de l'O.L.P. était revenu clandestinement en septembre dans la métropole septentrionale du Liban avec l'intention louable de « partager, disait-il, le sort des combattants, menacés par les agents de puissances étrangères ». Son comportement a été cependant ressenti par le président Assad comme une intolérable provocation. Non seulement M. Arafat assimilaient la Syrie à Israël, accusant implicitement le président syrien de « vouloir achever l'œuvre de liquidation ébauchée par Begin et Sharon », mais il avait encore fait cause commune avec les « frères musulmans » du cheikh Chabane, les pires ennemis de la république basiste, afin de « défendre Tripoli contre l'armée d'occupation de Damas ».

### Condamné à l'immobilisme

Tout en partageant son souci de préserver l'autonomie de la résistance face aux « frères » arabes, les conseillers de M. Yasser Arafat lui reprochent son incohérence. S'il est vrai, soutiennent-ils, que la Syrie est malgré tout « l'indispensable allié stratégique » de l'O.L.P., comme il n'a cessé lui-même de le répéter, pourquoi l'a-t-il défilé au point de provoquer une rupture apparemment irréparable ?

Les adversaires de M. Yasser Arafat, mais aussi ses rivaux parmi ses proches, entendent tirer parti de ces « erreurs » pour exiger tout à la fois « la réforme et la démocratisation des institutions » et l'établissement d'une « ligne démocratique claire », revendications d'autant plus impératives qu'elles sont largement partagées au sein de l'opinion palestinienne. Une série de réunions au niveau de la direction du Fath et entre les chefs des diverses organisations de l'O.L.P. se tiendront, à cet effet, dans les prochaines semaines. Elles précéderont la convocation, prévue pour le printemps prochain, du Conseil national palestinien (C.N.P.), qui serait appelé à avaliser les réformes proposées.

Si les remaniements organisationnels ne devraient pas poser de problèmes insolubles, la définition d'une stratégie et d'une tactique précises demeurerait impossible aussi longtemps que la règle de l'unanimité serait appliquée par le C.N.P. Pour mettre un terme au « com-

sensus paralysant », certains dirigeants, tels M. Khaled el Hassan, proposent que les décisions soient désormais prises à la majorité des voix. Cependant, une telle procédure - qui « institutionnaliserait la dictature d'Arafat et de ses amis modérés » aux yeux de l'opposition « radicale » - ne manquerait pas de provoquer l'éclatement de l'O.L.P.

M. Yasser Arafat, assure-t-on, serait disposé à assumer ce risque, et d'autres encore, s'il était certain qu'un règlement négocié déboucherait sur la création, en Cisjordanie et à Gaza, d'un Etat palestinien confédéré à la Jordanie. Or, toutes les avenues pouvant conduire à une telle issue sont bouchées. Le plan de Fés, adopté à l'unanimité par les Etats arabes et l'O.L.P., et qui prévoit implicitement la reconnaissance de l'Etat d'Israël, a été rejeté par le gouvernement de Jérusalem, tout autant que le plan Reagan, qui confie pourtant au roi Hussein l'avenir du peuple palestinien. Cependant, le souverain hachémite - qui n'ignore pas l'interprétation très particulière que donnent les dirigeants israéliens aux accords de Camp David - doute fort qu'il obtiendrait la restitution des territoires occupés, dont l'absorption par les colons israéliens est d'ailleurs en bonne voie.

Le président de l'O.L.P. a, pour sa part, multiplié les appels, depuis la fin de l'été, en faveur de la convocation d'une « conférence internationale de la paix, à laquelle seraient parties en conflit seraient convites ». Il espérait ainsi contourner l'obstacle que pose la question de la reconnaissance formelle, et préalable, de l'Etat d'Israël par l'O.L.P. Si M. Yasser Arafat nourrissait-il y a peu quelques illusions à ce sujet, il est persuadé depuis la consolidation de l'alliance stratégique entre Jérusalem et Washington, il y a trois semaines, qu'il n'a désormais aucune chance d'ébranler la détermination de M. Reagan de ne pas exercer de pressions sur M. Shamir, ce dernier étant hostile au principe même d'une négociation avec l'O.L.P., même si celle-ci devait proclamer unilatéralement la reconnaissance d'Israël.

D'évidence, la conjoncture interdit à M. Yasser Arafat la voie de la négociation. Il ne peut non plus se lancer sur celle du terrorisme aveugle - comme l'y incitent nombre de cadres moyens du Fath - au risque d'entamer son crédit international. Condamné à l'immobilisme, il tentera de faire illusion en se livrant à des gesticulations diplomatiques, peut-être aussi militaires, en attendant des jours meilleurs.

ERIC ROULEAU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Australie

• DÉMISSION DU CHEF DES SERVICES SPÉCIAUX. - M. John Ryan, chef de l'ASIS (Australian Secret Intelligence Service), a démissionné de son poste, dimanche 18 décembre, à la suite du scandale causé par son exercice d'entraînement organisé par ses services, le 30 novembre dernier, dans un grand hôtel de Melbourne. Des agents armés de l'ASIS avaient pénétré de force dans l'établissement, défoué la porte d'une chambre, menacé des clients au cours d'une « mission » consistant à simuler le sauvetage d'un « otage » détenu par un « terroriste ».

### El Salvador

• ARRESTATION D'UN OFFICIER RESPONSABLE DU MEURTRE DE COOPÉRANTS AMÉRICAINS. - Pressés par les Etats-Unis de réprimer les activités des Escadrons de la mort, les autorités salvadoriennes ont arrêté, lundi 19 décembre, un capitaine accusé d'avoir tué, en 1981, de deux fonctionnaires américains et du responsable salvadorien d'un plan de réforme agraire. Deux soldats, qui ont avoué les avoir abattus, ont déclaré que le capitaine Ernesto Avila et un lieutenant leur avaient donné l'ordre d'exécuter ces trois personnes. Les Etats-Unis ont menacé de réduire leur aide au Salvador s'il n'était pas mis fin aux activités des Escadrons de la mort et si leurs liens avec les forces de sécurité n'étaient pas dénoncés. - (Reuters).

• LE FRONT FARABUNDO MARTI SOUTIEN LES ORTHODOXES DES FORCES POPULAIRES DE LIBÉRATION. - Le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.), a officiellement accordé son soutien aux Forces populaires de libération la composante la plus radicale du F.M.L.N.), après la scission survenue au sein de ce dernier mouvement, indiquant, lundi 19 décembre, un communiqué du Front. Un nouveau mouvement, le Mouvement ouvrier révolutionnaire Cayetano Carpio (MOR), est né de cette scission, la première au sein des F.P.L. Une enquête interne au sein des F.P.L. a permis de déterminer que Carpio (« commandante Marcial ») avait ordonné l'assassinat, en avril, à Managua, de Melida Anaya Montés (« commandante Ana Maria »), avant de se donner la mort. Les divisions sur les résultats de cette enquête avaient entraîné la scission au sein des F.P.L. le MOR demeurant fidèle à Carpio et les F.P.L. à la « commandante Ana Maria ». - (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

• FUITES. - La justice a ordonné, le 15 décembre, au Guardian de lui remettre un document secret sur le déploiement des missiles qu'il avait obtenu grâce à une fuite. Le journal avait publié en octobre un texte secret du ministre de la défense qui révélait la date d'arrivée des premiers missiles de croisière à Greenham Common et donnait des précisions sur la manière dont le gouvernement entendait présenter les choses à l'opinion. Le Guardian a fait appel. Il est prêt, en effet, à rendre le document, mais seulement après avoir effacé une marque qui permet d'identifier le haut fonctionnaire responsable de la fuite. - (A.F.P.)

### Iran

• EXÉCUTION DE TRAFICANTS DE DROGUE. - Radio-Téhéran a annoncé, lundi 19 décembre, l'exécution de dix-sept trafiquants de drogue. Les condamnations prononcées par les tribunaux islamiques provinciaux ont été confirmées par le tribunal supérieur de la révolution islamique. Depuis le 20 septembre dernier, deux cent neuf personnes auraient été exécutées en Iran pour trafic de drogue. - (A.F.P.)

### Jamaïque

• M. SEAGA CONSTITUE SON GOUVERNEMENT. - Vainqueur sans opposition des élections législatives du 15 décembre, M. Edward Seaga, dirigeant du parti travailliste jamaïcain (J.L.P., conservateur), a formé son gouvernement, qui a prêté serment le lundi 19 décembre. Les ministres de la précédente équipe en font partie, mais quelques postes ont changé de titulaire. M. Seaga lui-même abandonne le portefeuille des mines et de l'énergie, qu'il commutait avec la fonction de chef de gouvernement, mais prend en charge l'information. Le nouveau président de l'Assemblée est M. Alva Ross, qui a également rang de ministre. - (A.F.P.)

### Pérou

• ARRESTATION D'UN DIRIGEANT DU « SENTIER LUMINEUX ». - Un des principaux dirigeants du Sentier lumineux, Emilio Diaz Martínez, a été arrêté, a déclaré, lundi 19 décembre, le ministre péruvien de l'intérieur, M. Percovich. Emilio Diaz a été arrêté à Huaraz, capitale du département d'Ancash, à 400 kilomètres au nord-est de Lima. De source officielle, on affirme qu'il est « l'un des principaux dirigeants et idéologues » de l'organisation dirigée par Abimael Guzman. - (A.F.P.)

## Satisfaction mitigée à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. - « Les laissez-vous partir, ou on vous ? ». C'est justement ce qu'Arafat voudrait bien savoir. C'est échange de propos, lundi 19 décembre, à la Knesset, entre le ministre de la défense, M. Moshe Arens, et un député de l'opposition travailliste, rénové, bien la « stratégie du doute » qu'Israël aura obtenu pratiqué jusqu'au bout au sujet de l'évacuation de Tripoli des quatre mille loyalistes de l'O.L.P.

On ne cachait pas, lundi, dans les milieux officiels, être ravi de constater que cette attitude ambiguë avait attisé la nervosité de M. Arafat pendant deux semaines et incité les équipages des cargos grecs, affectés par les Palestiniens, à demander des assurances supplémentaires quant à leur sécurité, et ainsi l'opération de vingt-quatre heures.

A l'approche du dénouement, la stratégie israélienne a cependant atteint ses limites puisque nul n'imaginerait que la marine de l'Etat hébreu puisse ouvrir le feu sur des navires battant pavillon de l'ONU. Toutefois, on a tenu à répéter ici, lundi, qu'« Israël n'a pas donné et ne donnera pas la moindre garantie de non-intervention ».

La radio israélienne a annoncé, ce mardi, que Paris avait effectué une dernière visite à l'obtention d'informations de Jérusalem. Cette information a été catégoriquement démentie par l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, M. Jacques Dupont, qui a souligné que le gouvernement français n'avait demandé aucune garantie à Israël. Il lui avait seulement notifié ses intentions quant à son rôle dans l'opération d'évacuation. La France ne s'est pas non plus faite l'écho des inquiétudes grecques. Elle s'est contentée de rappeler à Jérusalem qu'elle agissait dans le cadre d'une décision de l'ONU.

Israël essaie, à l'évidence, de tirer la couverture à soi en faisant croire, ce qui n'est pas entièrement faux, que le sort de toute l'opération était entre ses mains. Il est gratifiant pour le gouvernement de Jérusalem de laisser entendre que Washington, Paris et Athènes attendaient de lui des « garanties » avant de donner leur feu vert à la poursuite de l'opération.

Le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai, a accusé Paris, lundi, d'avoir marchandé avec l'O.L.P. la fourniture de son escorte militaire en échange d'un engagement des Palestiniens d'épargner la France lors de futures actions « terroristes ». Le même ministre avait soutenu qu'Israël capture M. Arafat et le traduirait devant un tribunal pour « crimes de guerre ». Pour sa part, le vice-premier ministre, M. David Lévy, à son retour de France, lundi, a reproché à la communauté internationale de « redonner une nouvelle vie à une bande de terroristes ».

On ne faisait encore ici aucun commentaire, ce mardi matin, après l'appel lancé la veille à Israël par

Washington. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, les Etats-Unis ont demandé à Jérusalem, « dans les termes les plus explicites, de mettre un terme aux actions qui gênent l'évacuation des combattants de l'O.L.P. ».

Dernier détail relevé par la presse israélienne : l'un des cinq bateaux grecs est un ancien navire de plaisance utilisé par des touristes israéliens et à bord duquel les éphémères passagers palestiniens seront sans doute surpris de trouver... une synagogue.

J.-P. LANGELLIER.

Des heures de lecture inoubliables pour les fêtes. 2 grands romans.

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

NATALIA

ALBIN MICHEL

le plaisir de lire

## Fin des Eglises d'Orient ?

Des expériences différentes mais un même humanisme

P

Le Front Farabundo Martí soutient les orthodoxes des Forces Populaires de Libération. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.), a officiellement accordé son soutien aux Forces populaires de libération la composante la plus radicale du F.M.L.N.), après la scission survenue au sein de ce dernier mouvement, indiquant, lundi 19 décembre, un communiqué du Front. Un nouveau mouvement, le Mouvement ouvrier révolutionnaire Cayetano Carpio (MOR), est né de cette scission, la première au sein des F.P.L. Une enquête interne au sein des F.P.L. a permis de déterminer que Carpio (« commandante Marcial ») avait ordonné l'assassinat, en avril, à Managua, de Melida Anaya Montés (« commandante Ana Maria »), avant de se donner la mort. Les divisions sur les résultats de cette enquête avaient entraîné la scission au sein des F.P.L. le MOR demeurant fidèle à Carpio et les F.P.L. à la « commandante Ana Maria ». - (A.F.P.)



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE AU LIBAN

### Les pressions sur le président Reagan en faveur du retrait des « marines » s'accroissent

De notre correspondant

Washington. — Les autorités américaines ont à nouveau évoqué, lundi 19 décembre, la possibilité de rapatrier les « marines » de Beyrouth sans qu'il ait été remplie la mission d'aide pour que le Liban retrouve la paix et la souveraineté territoriale.

Cette possibilité avait été publiquement mentionnée pour la première fois mercredi dernier par M. Reagan, qui avait déclaré que les « marines » « pourraient » être retirés soit après le succès de cette mission, soit, « bien sûr, s'il se produisait un tel effondrement de l'ordre qu'il serait absolument certain qu'il n'y a plus de solution au problème et qu'il n'y aurait plus de raisons » à leur maintien (le Monde du 16 décembre).

Cette déclaration, faite au cours d'une conférence de presse convoquée à l'improviste, avait fait sensation : le président parvenait ainsi à indiquer à la Syrie qu'il lui suffisait de plonger le Liban dans l'anarchie pour que les Etats-Unis s'en retirent. Les autorités s'étaient empressées d'expliquer officiellement le propos, en expliquant que M. Reagan avait voulu par là faire pression sur le président Gemayel pour que le parti phalangiste se résolve aux concessions politiques permettant la formation d'un gouvernement d'union nationale.

De fait, c'est sur cet objectif inspié pour Washington qu'est revenu lundi le porte-parole de la Maison Blanche, en répondant à des

journalistes qu'un échec de M. Gemayel dans la relance du processus de réconciliation nationale constituerait bien cet « effondrement de l'ordre » dont avait parlé M. Reagan. « C'est notre position (...), oui, ce serait un scénario », pour le retrait des « marines », a déclaré M. Spokes, en ajoutant toutefois un peu plus tard : « Nous ne nous attendons pas que cet échec se produise. Nous pensons que c'est encore dans la direction opposée que vont les choses. »

Malgré cette affirmation de confiance, il est évident que cette nouvelle menace de retrait faisait suite à la rencontre infructueuse, à Damas, des ministres des affaires étrangères libanais, syrien et saoudien, qui s'étaient séparés en renvoyant au mois prochain la reprise de leurs négociations. La conférence interlibanaise à Genève, le mois dernier, avait été suspendue après que M. Gemayel eut reçu mandat d'obtenir l'appui des Etats-Unis pour la remise en cause de l'accord israélo-libanais du 17 mai dernier limitant le départ des troupes israéliennes à un retrait simultané des forces syriennes.

#### Des mises en garde au président Gemayel

Le président libanais s'était heurté, début décembre à Washington, à un refus catégorique de M. Reagan. M. Gemayel se trouve aujourd'hui dans la situation paradoxale d'être menacé d'abandon pour n'avoir pas réussi à obtenir de M. Assad ce que les bombardements américains ne lui ont pas arraché.

Les mises en garde répétées à M. Gemayel jettent un doute pro-

fond sur le degré de fermeté de l'engagement des Etats-Unis au Liban. Bien que beaucoup de commentateurs américains parmi les plus avertis soient certains que les « marines » seront, en tout état de cause, de retour avant l'été, ce n'est toutefois qu'un doute, car M. Reagan est personnellement très déterminé à ne pas reculer d'un pouce. Il l'a dit dès le lendemain de l'attentat de Beyrouth dans son discours du 27 octobre et n'a cessé de le redire depuis. C'est à ses yeux la stabilité d'une région « vitale » pour les Etats-Unis et le monde occidental, qui est en jeu. Et les Etats-Unis ne défendent pas, au Proche-Orient, « les intérêts de quelqu'un d'autre mais les leurs propres ». La stratégie déployée depuis un mois dans la région, sur les conseils prodigués depuis septembre par M. Shultz, doit donc être poursuivie, et, au demeurant, elle l'est, indiscutablement.

Les avions de reconnaissance américains survolent les positions syriennes pour affirmer la présence des Etats-Unis au Liban. Les tir qu'ils essuient sont « instantanément » suivis de bombardements de représailles. Le renforcement des liens avec Israël est plus que réel. Les protestations qu'il suscite dans les capitales arabes amies sont prises avec philosophie, car les nécessités de la pression contre la Syrie sont comprises et admises. L'Egypte, qui vient d'envoyer son ministre des affaires étrangères à Washington, a toutes chances de voir, comme Israël, transformée en don faide militaire massive qu'elle reçoit.

Mieux : l'envoyé spécial du président pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, s'est rendu lundi à Bagdad, où il devait rencontrer le président Saddam Hussein et manifester ainsi que, malgré une rupture des relations diplomatiques vieille de seize ans, les adversaires de la Syrie sont les amis des Etats-Unis. Ce geste, précédé de longs travaux d'approche, est très significatif, car il marque bien que les questions du Proche et du Moyen-Orient sont

désormais liées, et que, en face de la convergence des intérêts syriens, iraniens et soviétiques, se dessine une autre ligne de front, sur laquelle tendent à se retrouver, de fait, les Etats arabes pro-occidentaux, les Etats-Unis et Israël.

#### Un rapport sur les « négligences »

Ce n'est pas là une politique sans lendemain. Il n'en reste pas moins que, en un mois, le pourcentage des Américains favorables à un retrait des « marines » est passé de 39 % à 48 %. Sur le « front intérieur », la situation est délicate, et un nouvel attentat, surtout commis aux Etats-Unis mêmes, pourrait provoquer un très fort mouvement en faveur du désengagement.

L'entourage politique de M. Reagan en est tellement persuadé qu'il fait presque ouvertement campagne pour un retrait. Seul le département d'Etat tient ferme sur les positions prises.

Dans ces conditions, le Congrès, qui reprendra ses travaux en janvier, pourrait lancer une nouvelle offensive pour le retrait, en invoquant la loi sur les « pouvoirs de guerre ». Le sous-comité des forces armées de la Chambre des représentants (il la majorité démocrate, il est vrai) vient d'ailleurs de publier un rapport d'une extrême sévérité sur les « négligences » qui auraient permis le « succès » de l'attentat du 23 octobre à Beyrouth. Le détail des fautes dans le dispositif de sécurité est à lui seul un réquisitoire, mais ce sont les considérations politiques de ce rapport qui pèseront le plus lourd : « Le sous-comité, est-il écrit, doit demander des comptes à l'autorité politique supérieure qui a adopté et poursuivi une politique plaçant les unités militaires dans un dispositif dont la protection était inévitablement inadéquate (...). Le sous-comité appelle l'administration dans les termes les plus pressants à réexaminer la politique au Liban (...). L'absence de [ce] réexamen par l'administration (...) signifiera seulement qu'il [il] aura à être conduit par le Congrès. »

M. Reagan, sans à se décider contre l'avis de ses conseillers politiques à faire campagne sur la nécessité de « sacrifices » américains pour la paix, a besoin de rapides signes de succès au Liban. Pour ce faire, il doit menacer le gouvernement libanais de rappeler ses « marines » — ce n'est, certes, pas le meilleur moyen de convaincre Damas qu'il est : au contraire décidé à les maintenir autant qu'il faudra ou encore de faire mesurer à l'opinion américaine l'importance de leur mission.

BERNARD GUETTA.

● L'aide aux réfugiés de Deir-el-Kamar. — L'Association de bienfaisance pour les réfugiés libanais au peuple du Liban (Hajj Lebnon), qui a fourni la moitié des denrées transportées par la Croix-Rouge à Deir-el-Kamar, est la seule organisation à prendre les réfugiés chrétiens du Chouf en charge à leur arrivée à Beyrouth. Trois mille d'entre eux sont totalement démunis. Les dons peuvent être adressés à : Mme Christine François, B.P. 161, Paris-13, tél. : (1) 766-98-18.

### « Nous sommes condamnés à la convivialité avec les musulmans »

déclare l'archevêque grec-orthodoxe du Mont-Liban

On l'appelle « l'évêque des Arabes ». Né il y a soixante ans à Tripoli, où il exercera la profession d'avocat, Mgr Georges Khodr est aujourd'hui l'archevêque grec-orthodoxe (1) du Mont-Liban. Dans son diocèse — le Chouf — soixante-deux villages à majorité orthodoxe ont été gravement endommagés, et certains, dans la région d'Aley, complètement détruits. Les maronites le respectent mais ne l'aiment guère car il entretient de bons rapports avec les musulmans. Ces derniers l'estiment — il a été le principal conseiller des patriarches Elias IV et Ignace IV aux sommets islamiques de Lahore et Taïef — bien qu'il leur tienne le langage de la franchise.

Invité à Paris par le comité Franco-Jérusalem pour parler des problèmes de la Ville sainte, il souligne que l'actualité le conduit à mettre l'accent sur le drame des Libanais et des Palestiniens (2), « parce que, dit-il, je ne peux ignorer qu'ils font partie du destin des chrétiens d'Orient ». Et il constate que, actuellement, ces chrétiens arabes (le Monde des 18 et 19 septembre) sont pris entre le marteau israélien et l'enclume musulmane. Mais il souligne aussi les responsabilités de l'Occident et des Etats-Unis en particulier. « Adel Ismail, explique-t-il, ambassadeur du Liban au Maroc, un musulman sunnite, publie les lettres adressées par les consuls européens à leurs chancelleries depuis le dix-septième siècle. Il ressort de vingt-sept volumes déjà parus qu'il n'y a pas un événement important au Proche-Orient qui n'ait été connecté dans ces chancelleries. Aujourd'hui, le Proche-Orient est si faible qu'il est facile, mais très dangereux, de jouer sur la situation latente des masses. »

Il admet que les Israéliens respectent la liberté des cultes à Jérusalem, mais, dit-il, « encore faudrait-il qu'il reste des paroisses pour pratiquer ce culte ». Il poursuit : « S'ils voient le pays des Arabes, des Palestiniens et donc des chrétiens arabes — latins, grecs, melkites, grecs-orthodoxes, etc., de quelle liberté pourra-t-on parler ? Nous ne voulons pas être des archéologues gérant des lieux saints vides, transformés en musées. La vraie liberté de culte suppose que l'on respecte l'identité et la pérennité des chrétiens d'Orient. » A ce propos, il déplore aussi que les Etats arabes assistent passivement à l'effacement de l'O.L.P. « Je regrette, dit-il, qu'Israël n'ait pas proclamé un gouvernement en exil, comme je le lui avais conseillé il y a trois ans. Maintenant, il n'a plus que la carte jordanienne. »

Parlant de la Syrie, il note que, même sous le régime laïc du Baas, les chrétiens ne peuvent construire de nouvelles églises et doivent aménager des maisons en lieux de culte. Il souligne aussi que « Damas n'a jamais admis l'indépendance du Liban, comme l'attestent les procès verbaux de la réunion constitutive de la Ligue arabe. »

Mgr Khodr constate que l'idée d'une partition du Liban, envisagée un moment dans la communauté maronite « au nom du réalisme politique », a été abandonnée quand il est apparu qu'elle n'était pas viable. « On parle maintenant de cantonalisation, mais même des maronites considèrent que ce serait suicidaire. Nous sommes condamnés à la convivialité avec les musulmans ;

cette volonté s'affirme de plus en plus, mais elle est contrebalancée par la peur qu'inspirent les mouvements islamistes. Songez que des groupes ont proclamé une république musulmane à Baalbek ! »

Malgré ce constat pessimiste, Mgr Khodr ne désespère pas. « La lutte pour la liberté et pour plus de démocratie, dit-il, les chrétiens ne peuvent la mener seuls. Ils doivent la mener avec tous et pour tous. »

PAUL BALTA.

(1) Implantés en Cajeonnie, en Jordanie, au Liban, en Israël et en Syrie, les grecs-orthodoxes, au nombre de 600 000, forment la communauté la plus importante d'Orient après les coptes d'Egypte et les maronites du Liban.

(2) Il doit donner une conférence, mercredi 21 décembre, à 18 heures, à l'UNESCO, salle 2, sur le thème : « Les chrétiens d'Orient. Témoignages et avenir : réflexion sur le drame libanais ».

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU CONDAMNE LE RÉCENT « ACCORD STRATÉGIQUE » ENTRE ISRAËL ET LES ÉTATS-UNIS

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, lundi soir 19 décembre, une résolution condamnant le récent « accord stratégique » entre les Etats-Unis et Israël, ainsi que quatre autres résolutions sur la situation au Proche-Orient. Cette résolution, qui était varinée par les pays arabes (sauf l'Egypte), a été approuvée par 81 voix contre 27 (dont les Etats-Unis et Israël) et 29 abstentions.

Elle exprime la conviction de l'Assemblée que le mémorandum d'accord servira à accroître le potentiel de guerre d'Israël et d'intensifier sa politique « d'expansion et d'annexion ». Elle appelle tous les Etats, notamment les Etats-Unis, à s'abstenir de prendre toute mesure permettant à Israël de renforcer sa puissance et à revoir leurs accords militaires, économiques ou autres avec l'Etat hébreu.

Quatre autres résolutions ont également été adoptées. La première appelle à l'isolement international d'Israël pour sa « politique d'annexion » des territoires occupés. La seconde demande la restitution des biens culturels palestiniens saisis par Israël durant l'invasion du Liban. La troisième déclare illégale la proclamation faisant de Jérusalem la capitale d'Israël. La dernière, enfin, porte sur les conditions nécessaires au règlement du conflit au Proche-Orient. — (A.F.P.)

● M. Giscard d'Estaing attendu à Tel-Aviv. — L'ancien président de la République française se rendra en visite privée en Israël à partir du 28 décembre, à l'invitation de l'homme d'affaires français M. Jean Friedmann, apprené-on à Tel-Aviv. Au cours de son séjour, il rencontrera le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, le chef de l'Etat, M. Haim Herzog, et le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres. Une première visite prévue pour Pâques 1982 avait été ajournée pour des raisons non précisées. — (A.F.P.)

**LE GRAND CHINOIS**  
6, Av. de New York 18°  
723 98 21 (tél. lundi)  
**« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »**  
AN-FRANCE - ATLANT  
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL

**La Sierra Leone**  
A PARTIR DE : 4.810 FFR  
16 AV. BOCHE - PARIS 75008 256-14-73  
LIC. A 178

## 4 ANS D'OCCUPATION POURTANT

**Les Afghans aussi aiment La Paix**



## Soviétiques Hors d'Afghanistan

Soutenu par :

- M. F. LÉOTARD, député du Var, secrétaire général du P.R.
- Mme M.-M. FOURCADE, présidente du Comité d'action de la Résistance (40-45)
- M. J.-M. DAILLET, président de l'association parlementaire « Les Amis de l'Afghanistan », député de la Manche, vice-président du C.D.S.
- L'association européenne « Les Amis de l'Afghanistan »
- L'AM.A.F.A.F., association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan, créée en septembre 79, AVANT l'intervention soviétique en Afghanistan.

#### AIDEZ-LES

- J'envoie un chèque de ..... à l'Association parlementaire Les Amis de l'Afghanistan, Assemblée nationale, n° 101, rue de l'Université, 75355 PARIS SP, Cedex 07. Vos dons sont déductibles du revenu imposable dans les limites définies par la loi.
- J'envoie des médicaments à AM.A.F.A.F., impasse Pierre-Lanvin, n° 6, 21000 DIJON — Tél. (80) 31.51.28.
- Je commande des cartes de vœux 35 F 1 paquet de 10 + 7 F pour frais d'envoi.
- Je commande des affichettes : les Afghans aiment la paix : 5 F pièce.

Facultatif : désire recevoir des documents sur les activités de l'AM.A.F.A.F.

NOM : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Code postal : .....

ORCHIDÉES

16, rue Royale

**LACHAVME**







# AFRIQUE

## Algérie

### A L'OUVERTURE DU V<sup>e</sup> CONGRÈS DU F.L.N.

#### Le président Chadli se place sous le signe de la continuité et de la légitimité

De notre correspondant

Alger. — Seul à une immense tribune, le président Chadli, secrétaire général du F.L.N., a ouvert, lundi 19 décembre, le cinquième congrès du parti, sous la coupole de béton de la cité olympique, en écoutant l'hymne national. Debout, face à lui, les quelque cinq mille congressistes, parmi lesquels on remarque les rangs vert olive des capitaines et commandants représentant l'armée. Nombreux sont les invités personnels du chef de l'Etat, dont la présence doit souligner la continuité de l'histoire nationale et l'unité du pays : anciens membres du G.P.R.A. (gouvernement provisoire de la République algérienne) et du Conseil national de la révolution, anciens ministres, anciens officiers supérieurs de l'A.L.N., et personnalités « condamnées à mort » par les tribunaux français avant l'indépendance.

Pais le benjamin et le doyen du congrès sont appelés à la tribune, que leur cède M. Chadli pour rejoindre les membres du comité central. Ainsi, renouveau symboliquement dans le rang jusqu'à la désignation du prochain secrétaire général du parti, candidat à la présidence de la République. Mais un immense portrait du chef de l'Etat reste derrière la tribune, à côté du drapeau algérien. Tous les bras se lèvent pour élire le bureau du congrès, et déjà les journalistes sont invités à quitter la salle, le congrès se tenant à huis clos jusqu'à la séance de clôture.

Le temps fort de cette journée a été la lecture, pendant plus de deux heures, de l'exposé introductif du président Chadli à son rapport d'activité. On en connaît les grandes lignes par l'agence Algérie Presse Service et par ce qu'en a dit le ministre de l'Information au cours d'un bref compte rendu.

Abordant l'ensemble des questions d'actualité dans une perspective historique, M. Chadli s'est placé dans la continuité de Boumedienne en déclarant : « J'avais toujours assumé, en tant que membre du Conseil de la révolution, mes responsabilités plénières et entières, et j'avais dit alors ce qu'il fallait dire. Je fais allusion à certains éléments qui ont tenté de présenter l'évaluation que fait la révolution pour corriger ses erreurs comme une atteinte portée à la mémoire de certains ».

Après la continuité, la légitimité : « Je me souviens, a-t-il dit le chef de l'Etat, des paroles du défunt président Boumedienne qui me demandaient en 1977, dans des circonstances particulières, de m'engager, au cas où il se passerait un événement grave, à veiller sur la continuité et de m'engager à la révolution et de m'engager à la révolution et de m'engager à la révolution ».

Dans la synthèse diffusée par A.P.S., un passage intéressant concernant les circonstances de la mort, en 1982, de Ben Yahia, ministre des affaires étrangères engagé

« La Libye demande à adhérer au Grand Maghreb ». La Libye a demandé officiellement à adhérer au traité de fraternité et de concorde conclu le 19 mars entre Tunis et Alger et que vient de signer la Mauritanie, annonçant lundi 19 décembre dans deux des deux capitales. Cette demande est accueillie « avec satisfaction », indique-t-on dans les milieux officiels algériens, mais on précise que le problème du tracé des frontières avec la Libye devrait être réglé au préalable en respectant le tracé issu de la décolonisation, comme cela a déjà été fait avec la Tunisie, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Maroc. — (A.F.P., A.P.).

**C.C.A.**  
CHAMPAGNES CHOCOLATS  
GRANDS VINS ALCOOLS  
PROMOTIONS  
DES PRIX SUR DES PRIX

CHOCOLATS « PRIX POUR ACHAT 150 F »  
- MARRONS ENTIERS BTE 21 P. 44,50 F  
- TRUFFES PORT 500 G 39,00 F  
- ASS. BELGE PATISSIER 1 KG 89,00 F  
- SUGAR LUXE BTE 1 KG 109,00 F  
- ROZAN LUXE BTE 1 KG 79,50 F  
- ROZAN BTE 500 G 34,50 F  
- LINDT GRAND LUXE BTE 1 KG 115,00 F  
- GRIOTTES BTE 30 PIÈCES 45,80 F  
- MARRONS ENTIERS 1 KG 92,50 F  
- ROZAN GRAND LUXE 500 G 44,50 F  
- 40 MODELES

PRIX PRATIQUES RUE DE TURISSE  
MAGASIN PRINCIPAL : 377-89-37  
109 rue de Turis 75003 PARIS  
Magasin de détail : 377-89-37  
109 rue de Turis 75003 PARIS  
Boulevard de la Chapelle 75010 PARIS  
Toujours ouvert Dimanche matin

## Sénégal

### Les opérations de « ratissage » se poursuivent après les affrontements de la Casamance

Des « opérations de ratissage » se sont poursuivies, lundi 19 décembre, à Ziguinchor, chef-lieu de la Casamance, à la suite des violents affrontements qui se sont produits dimanche entre manifestants et forces de l'ordre, et qui ont fait, selon le dernier bilan officiel, vingt-quatre morts, dont cinq parmi les forces de l'ordre (le Monde du 20 décembre).

Les activités étaient cependant normales en ville, où les magasins avaient rouvert leurs portes. Une partie des quelque cent manifestants interpellés dimanche ont été relâchés.

Les autorités sénégalaises observent lundi un optimisme total tant sur les résultats des opérations de police qui se sont déroulées après les affrontements dans les environs de Ziguinchor que sur les intentions réelles des séparatistes. On ignore notamment si leur objectif était de prendre le contrôle de la ville pour y proclamer l'indépendance de la Casamance, comme le prône le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (M.F.D.C.).

Le quotidien de Dakar le Soleil affirmait, lundi, que telle était bien l'intention des manifestants.

Selon le Soleil, des « femmes d'un certain âge armées de flèches empoisonnées » figuraient parmi les émeutiers de dimanche.

Arrivés soit par la route, soit par le fleuve à bord de pirogues, les manifestants se sont heurtés aux forces de sécurité protégeant les bâtiments publics, notamment la gendarmerie. Le Soleil précise que l'affrontement a duré près de deux heures.

Il semble que les manifestants étaient d'origine diola, ethnic majoritaire dans la région. — (A.F.P., Reuter.)

## Angola

● Nouveau raid aérien sud-africain. — L'agence anglaise de presse Anglo a annoncé que l'aviation sud-africaine avait bombardé, dimanche 18 décembre, la localité de Cuito, dans la province de Cuando-Cubango (sud du pays), tuant « des dizaines de personnes » et détruisant « une école et un hôpital ». Le 17 décembre, les Sud-Africains avaient, toujours selon Anglo, bombardé Mulondo, dans la province de Huila (le Monde du 20 décembre). — (A.F.P., Reuter.)

## Tunisie

### LA FIN DU CONGRÈS DES DÉMOCRATES-SOCIALISTES Le M.D.S. craint que la prolifération de groupuscules ne compromette l'expérience du multipartisme

De notre correspondant

Tunis. — En tenant, du 16 au 18 décembre, son premier congrès en présence d'invités étrangers, et surtout des représentants du pouvoir, le Mouvement des démocrates-socialistes a incontestablement démontré que l'éventail de ses dirigeants débordait très largement du cadre d'un réseau de notables auquel ses adversaires le limitaient. Parmi les quatre-vingt-un membres du Conseil national qui ont été élus, on relève la présence de syndicalistes assumant des responsabilités sectorielles et régionales, des fonctionnaires, d'employés et de représentants de professions libérales.

Les congressistes ont adopté quatre motions et résolutions, et reconstitué M. Ahmed Mestiri à son poste de secrétaire général ; les neuf autres fondateurs du M.D.S. qui siègent au comité directeur constitueront désormais avec lui le bureau politique.

En matière de démocratie, le mouvement rappelle ses revendications en faveur de la libération des détenus politiques, de la promulgation d'une amnistie générale, de la suppression des lois « anticonstitutionnelles », de la révision du code de la presse et du code de procédure pénale. Il demande la participation de l'opposition aux institutions consultatives, tel le conseil économique et social, et l'organisation de

consultations électorales « libres » et « dans les meilleurs délais ». Mais la plus large part concerne le rôle que le mouvement entend jouer dans la nouvelle expérience de multipartisme qui s'annonce (le Monde du 17 décembre).

Tout en demandant qu'il soit mis fin au « monopole » du parti socialiste destourien, le M.D.S. entend entretenir « sans exclusive » des relations suivies avec les autres partis d'opposition, mais se refuse à une coalition systématique anticonstitutionnelle. En outre, il considère que la « banalisation », l'assimilation et la « marginalisation » des oppositions constituent un danger. En d'autres termes, la multiplication, demain, de petits partis sans assise ni audience véritable, à l'image des groupuscules de toutes tendances et à l'instar des plus ou moins éphémères que la Tunisie a souvent connus, risque de compromettre l'expérience encore fragile dans laquelle s'engage le pays et d'être exploitée par ceux qui s'y opposent.

En matière économique et sociale, le mouvement réaffirme son attachement à une voie médiane et pragmatique. Les seules ombres qui ont un moment plané sur ces sessions auront été le fait de l'étranger, avec l'absence du représentant du parti socialiste annoncé de Paris, puis décommandé à la dernière minute, et le regret que l'Algérie, même si elle ne se réjouit guère de la nouvelle voie tunisienne, n'ait pas au moins délégué un de ses diplomates, à l'instar de la plupart des pays arabes.

MICHEL DEURÉ

# ASIE

## Japon

### M. NAKASONE SOUHAITANT RESTER EN FONCTIONS MALGRÉ SON ÉCHEC ÉLECTORAL

#### De difficiles tractations s'engagent au sein du parti gouvernemental

Tokyo. — On entre à Tokyo dans une période d'après et de délicates tractations politiques après la décision du premier ministre sortant, M. Yasuhiro Nakasone, de ne pas se démettre, malgré les revers subis par son parti. M. Nakasone avait pris le risque de soumettre le parti libéral démocrate (P.L.D.) à l'épreuve électorale, après s'être lui-même soumis à la volonté de son puissant allié, M. Tanaka, qui souhaitait un verdict « populaire » afin de se laver de sa récente condamnation judiciaire pour corruption. M. Tanaka a gagné dans la manœuvre, mais M. Nakasone et le P.L.D. ont beaucoup perdu.

Pourtant, ce premier ministre qui ambitionne depuis un an de changer le Japon, et qui a pris vis-à-vis de ses alliés américains de nombreux enga-

gements qu'il lui reste à honorer, s'est refusé lundi à passer la main. C'est là, d'une part, le signe d'une obstination de nature à compromettre encore l'habileté politico-juridique qui n'en finit pas d'affecter régulièrement le pays sur le mode de la tragédie-comédie ; d'autre part, l'attitude du premier ministre sortant n'est pas sans rappeler celle de son indigne successeur, M. Nakasone, qui refusait, il y a deux mois, de tirer les conclusions politiques de sa condamnation par la justice et de se démettre de ses fonctions de député, attitude qui devait conduire au blocage parlementaire et à la dissolution de la Chambre. Ainsi, les deux membres du tandem baptisé « Tanakasone » persistent et signent, chacun à sa façon, malgré les verdicts condamnant leur entente et leurs méthodes. Ce faisant, ils prennent le risque d'exacerber, pour le plus grand dommage de leur pays, une crise de confiance que l'ombre portée de M. Tanaka sur le jeu politique nippon rend éternelle.

A l'annonce des résultats désastreux enregistrés par le parti dont il est aussi le président, M. Nakasone a certes pris acte de cet échec, mais il s'est en même temps désigné en estimant que la désapprobation populaire ne portait pas sur le bilan politique du gouvernement au pouvoir depuis un an. Toujours habile et jouant à son avantage de la situation qu'il a contribué à créer, le premier ministre s'est en quelque sorte présenté comme le seul garant de la stabilité nationale et de la continuité du pouvoir conservateur dans une conjoncture pleine d'aléas. Cet homme, dont on dit qu'il admire la pensée et le style du général de Gaulle, a laissé entendre, avec les circonstances qui sont ici d'usage : c'est moi ou le chaos.

### Le P.L.D. paie son arrogance

Il lui faut en effet apaiser le « groupe » et éviter la fronde ou l'éclatement de l'assolisme conservateur face à une opposition sans doute divisée, mais certainement revigorée par ses succès. M. Nakasone a appelé ses alliés et ses adversaires au sein de la majorité à s'unir pour permettre la formation d'un second cabinet Nakasone dès la semaine prochaine à l'issue de la séance extraordinaire de la Diète qui doit décider de la nomination du nouveau premier ministre. « Je vais donc implémenter sur les raisons de ce vote populaire critique, mais je souhaite prendre un nouveau départ », a ajouté M. Nakasone, avec une modestie dont il n'est pas coutumier. Celui qui sera semblé-t-il le premier responsable politique à payer cet échec est M. Nikkaido, secrétaire général du P.L.D. et membre de la faction Tanaka.

Les raisons du vote de rejet ont été imprimées sur lesquelles le pre-

mier ministre sortant s'interroge — tout en concédant du bout des lèvres que « la question de l'éthique politique a joué un rôle important » — se sont ébauchées avec une grande unité de vues dans tous les titres et commentaires de la presse de ce mardi 20 décembre. Quoi qu'en dise M. Nakasone, sa politique, alignée sur celle des Etats-Unis en matière de défense et de diplomatie, de même que l'absence de progrès de son cabinet en matière de réformes administratives, économiques et fiscales, ont dû jouer un rôle non négligeable dans le verdict populaire. Il reste néanmoins difficile, dans l'état actuel des analyses, de faire la part exacte dans cette affaire entre réalisme et sentiment, problèmes nationaux et internationaux, poids des armées et bien-être social.

Cela dit, la quasi-totalité des commentateurs estiment avant tout que ces élections ont constitué en quelque sorte « un plébiscite sur l'affaire Tanaka ». Ce fut « un vote de désapprobation à l'encontre d'un parti dominé par un ancien premier ministre reconnu coupable et condamné à un vote contre la politique de l'argent qui lui et ses partisans sont censés représenter », écrit le Japan Times, exprimant le sentiment général. Ce fut encore, et peut-être surtout, ce qu'un quotidien résume sous cette formule globale : « Le P.L.D. paie cher son arrogance ».

M. Nakasone, qui a passé un pacte avec M. Tanaka, est, avec le parti conservateur, le premier tonnelier de la coalition. Ce qui, semble-t-il, l'est moins, c'est que M. Tanaka, premier responsable de cette nouvelle défaite (le P.L.D. avait déjà souffert électoralement de l'affaire Tanaka-Lockheed en 1976), sort une fois de plus renforcé de l'épreuve. Cela s'explique pourtant sans difficulté : la politique de l'argent (contrats et subventions) en échange des votes dans une circonscription déterminée protège M. Tanaka et sa faction des éventuelles variations démocratiques de l'électorat. Dans un contexte qui lui est hostile sur le plan national, ce n'est évidemment pas par hasard que le clan Tanaka enregistre des succès ponctuels et qu'il est dans la majorité celui qui recule le moins.

### LA NOUVELLE CHAMBRE

Après l'adhésion de huit élus « indépendants » au parti libéral démocrate et de quatre autres à des formations de l'opposition, la répartition des sièges dans la nouvelle Chambre japonaise est la suivante (le nombre des sièges détenus par chaque parti avant les élections est indiqué entre parenthèses) :

- Parti libéral démocrate (P.L.D.) : 258 sièges (258) ;
  - Parti socialiste japonais (P.S.J.) : 113 sièges (101) ;
  - Komito : 59 sièges (34) ;
  - Parti démocrate-socialiste (P.D.S.) : 39 sièges (31) ;
  - Parti communiste japonais (P.C.J.) : 27 sièges (23) ;
  - Club indépendant : 8 sièges (10) ;
  - Parti social-démocrate unifié (P.S.U.) : 3 sièges (3) ;
  - Indépendants : 4 sièges (4) ;
- Le P.L.D. a obtenu 45,76 % des voix, contre 47,9 % aux élections de 1980.

### La primauté de M. Tanaka

Quoi qu'il en soit, c'est bien aujourd'hui le maintien de la primauté de M. Tanaka et de sa faction, et même l'accroissement relatif de leur force au sein du P.L.D., qui aggrave le dilemme dans lequel M. Nakasone se trouve depuis après un bref passage au purgatoire politique.

Face à une opposition qui a désormais presque autant de sièges que sa majorité, M. Nakasone a absolument besoin pour être reconduit dans ses fonctions de chef de gouvernement du soutien de toutes les factions du P.L.D., et avant tout de la plus puissante, celle de M. Tanaka. Mais, ayant mathématiquement besoin du soutien de tout son parti (au sein duquel il ne compte pas que des amis), il est exposé aux surenchères, voire aux chantages. Ce que les factions minoritaires de la majorité (celles de l'ancien premier ministre, M. Fukuda, et de M. Komoto représentant environ un quart des sièges du parti) réaffirment depuis des années d'obtenir avec un acharnement qui ne s'est jamais démenti, c'est la « paix politique » de M. Tanaka, ou au moins la réduction de son influence au profit de la leur. On peut imaginer qu'ils vendront chèrement leur soutien et qu'ils ne renonceront dans le rang qu'après avoir obtenu, au détriment de leurs rivaux, les postes-clés qu'ils visent au sein du parti et du gouvernement. La première bataille devrait porter sur l'attribution du poste-clé de secrétaire général du parti.

Contraint à un exercice de corde raide de plus en plus délicat, M. Nakasone n'aura pas trop de tout son talent pour rester le dénominateur commun de la majorité et pour surmonter dans la tempête. En 1979, une lutte du même type entre les factions de la majorité avait duré quatre jours. Toute la différence est qu'à cette époque la faction de M. Nakasone se trouvait dans le camp opposé à celui de M. Tanaka, le camp des perdants.

R.-P. PARINGAUX

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### L'U.R.S.S. AURAIT PU UTILISER A DES FINS MILITAIRES L'ORDINATEUR AMÉRICAIN SAISI EN R.F.A.

Washington (A.F.P.). — Le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, et le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, ont présenté, le lundi 19 décembre à la presse, une partie des ordinateurs saisis en R.F.A. le mois dernier, alors qu'ils devaient être expédiés frauduleusement vers l'U.R.S.S.

M. Weinberger s'est félicité de l'excellente coopération entre les autorités américaines et occidentales allemandes qui a permis la saisie à Hambourg de ces ordinateurs, un VAX 11/782 d'une valeur de 1,5 million de dollars, capable d'effectuer des simulations de vol de missiles longue portée. Si les Soviétiques l'avaient reçu, a ajouté M. Weinberger, « ils auraient été capables de produire des armes beaucoup plus précises et dangereuses ».

M. Regan a reconnu qu'il n'était pas encore certain que les Soviétiques n'aient pas pu récupérer des données informatiques. Le matériel saisi, destiné à l'origine, à une société d'Afrique du Sud, dirigée par un citoyen allemand, M. Gerhard Müller, déjà poursuivi aux Etats-Unis pour avoir tenté d'exporter illégalement du matériel informatique. Une autre partie du même ordinateur a été saisie en Suède quelques jours après la saisie de Hambourg. M. Regan a précisé que les Etats-Unis ne savaient pas si les autorités suédoises acceptaient de renvoyer aux Etats-Unis les quelque 40 tonnes de matériel confisqué.

## Argentine

● ENQUÊTE SUR UN AVION MYSTÉRIEUX. — Le président Alfonsín a ordonné l'ouverture d'une enquête sur la mission suspecte d'un Boeing 707 de l'armée de l'air argentine, parti le 12 décembre de Buenos-Aires en direction des îles espagnoles des Canaries. Une agence de presse, Diarios y Noticias, avait cru pouvoir annoncer que cet appareil avait fait sortir clandestinement du pays des dirigeants militaires du précédent régime, ainsi que des documents secrets. L'armée de l'air a déclaré que ce vol était parfaitement régulier : l'avion emportait des équipements vers Israël à des fins de révision. Le communiqué reconnaît, cependant, que trois passagers sont montés à bord dans le but de formalités normales de départ. De son côté, le conseil d'Argentine à Las Palmas (Canaries) a déclaré que l'appareil se rendait en France pour y récupérer des pièces de rechange. — (A.F.P., Reuter.)



Le Monde

# politique

POINT DE VUE

## Le sens politique de l'abstention

par FRANÇOISE SUBILEAS et MARIE-FRANCE JOINET (\*)

LES abstentionnistes ont-ils toujours tort ? Sont-ils de moins bons citoyens que ceux qui participent ? L'évolution structurelle du phénomène montre que les explications de l'abstention par une insuffisante insertion sociale semblent de plus en plus limitées. Les différences relevées dans la participation électorale selon le type d'élection indiquent l'existence de comportements rationnels en fonction de l'importance accordée à l'enjeu électoral et de l'ampleur de la concurrence politique. Une enquête menée depuis 1977 sur un échantillon représentatif de bureaux de vote confirme la signification politique de l'abstention et la cohérence des comportements de participation/abstention. On ne peut plus aujourd'hui opposer l'abstentionnisme complet, passif et anormal, qui se caractérise par son caractère politique ; il n'y a pas de modèle unique de l'abstention.

Dans un pays que l'on présente souvent comme figé dans un immobilisme rigide, on est d'abord frappé par l'ampleur et la rapidité des mouvements qui affectent le corps électoral et par la logique qui préside au moment choisi par le citoyen pour s'inscrire sur les listes électorales.

A Paris, on constate que, entre février 1980 et mai 1981, le nombre d'inscrits n'a augmenté que de 1,3 %. Mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg : si l'on prend en compte le nombre des radisés et celui des nouveaux inscrits par rapport aux électeurs qui ont constamment figuré sur les listes électorales dans cette même période, on s'aperçoit que le renouvellement du corps électoral a été en réalité de 22 %. Le phénomène n'est pas spécifiquement parisien. Une étude que nous avons menée à Strasbourg montre des résultats comparables. Et, dans un petit village de Normandie, durant ces mêmes années, le renouvellement atteint même 39 % du corps électoral permanent.

A cette ampleur manifeste du renouvellement correspond une logique de l'inscription individuelle : les inscriptions sont d'autant plus nombreuses que l'échéance électorale est importante politiquement. A Paris, les nouveaux inscrits sont trois fois plus nombreux en 1980, avant l'élection présidentielle de 1981, qu'en 1979, où aucune élection d'importance nationale n'est prévisible.

On interprète traditionnellement l'abstentionnisme électoral comme une insuffisante intégration à la société politique liée à une faible insertion sociale. L'abstentionnisme serait le fait des plus jeunes et des plus âgés des électeurs, des femmes (celles d'autant plus qu'elles sont âgées, veuves ou divorcées) et des électeurs dont le niveau socioculturel est faible. Les résultats auxquels nous aboutissons remettent en cause, dans une certaine mesure, ces affirmations. Ainsi, la relation autrefois observée avec le sexe est désormais largement remise en cause : hommes et femmes s'abstiennent de façon tout à fait comparable, à l'élection présidentielle comme aux élections législatives de 1981. On observait déjà cette évolution aux élections municipales de 1977. On constate même que les femmes les plus jeunes (moins de vingt-cinq ans) s'abstiennent un peu moins que les hommes du même âge. Ce n'est qu'au-delà de soixante-cinq ans que les femmes s'abstiennent nettement plus que les hommes, la différence s'accroissant encore au-delà de quatre-vingt-cinq ans.

En revanche, le lien maintes fois souligné entre l'âge et l'abstention est confirmé par nos résultats. Très important chez les jeunes électeurs, l'abstentionnisme tend à décroître régulièrement dans la vie adulte pour remonter chez les électeurs les plus âgés. Les très jeunes électeurs, cependant (moins de vingt-cinq ans), ont une participation plus élevée que leurs aînés immédiats. Mais c'est aussi dans cette tranche d'âge qu'il y a la plus grande proportion de non-inscrits. Après soixante-cinq ans, l'abstention augmente.

Par ailleurs, on peut souligner que plus l'inscription d'un électeur est récente, plus il y a de chances que celui-ci vote. Pourtant, cette catégorie d'électeurs nouvellement inscrits, qui votent massivement aux législatives de 1978 et à la présidentielle de 1981, est celle qui s'abstient le plus aux législatives de 1981 : elle s'abstient plus, que ce soit aux deux tours, ou au seul premier tour, ou au seul deuxième tour. Ainsi, si l'on vote plus quand on est récemment inscrit, on est aussi plus enclin à ne pas voter quand les scrutins se succèdent à un rythme vif comme excessif.

En ce qui concerne la relation entre milieu social et abstention, nous avons retenu six bureaux de vote parisiens socialement bien typés : deux bureaux particulièrement « bourgeois » ; deux bureaux particulièrement « populaires » ; les deux autres bureaux sont intermédiaires et comportent à la fois moins de cadres (supérieurs et moyens) et moins d'ouvriers. Les deux bureaux les plus ouvriers sont ceux où rési-

dent le plus d'étrangers (soit de non-électeurs) : 26 % et 34 %, contre un maximum de 16 % dans les autres bureaux. Ces deux bureaux sont aussi les plus masculins : 52 % et 53 % d'hommes, contre une moyenne de 45 % dans les quatre autres bureaux. Ce sont enfin des bureaux légèrement plus jeunes : la prépondérance masculine et la légère sur-représentation des jeunes s'expliquent sans doute partiellement par le nombre de travailleurs immigrés.

Or on constate qu'à toutes les élections, depuis l'élection présidentielle de 1974, ces deux bureaux sont les plus abstentionnistes. On retrouve bien, dans ces bureaux, les caractéristiques associées aux comportements abstentionnistes, le faible niveau socioculturel en particulier. Le fait est d'autant plus intéressant que ces deux bureaux sont ceux où la gauche, et notamment le parti communiste, obtient ses meilleurs scores. L'abstentionnisme, dans un contexte socioprofessionnel plutôt défavorisé, va donc de pair avec une représentation plus forte de la gauche.

Enfin, le lieu de résidence a une influence nette sur le comportement abstentionniste, par le biais du degré d'urbanisation. L'abstentionnisme croît régulièrement avec la taille de la commune de résidence, et il est nettement plus fort dans les grandes agglomérations urbaines que dans les campagnes.

### Le cas de Paris

Si Paris est plus abstentionniste que la France moins urbanisée, il ne l'est jamais plus que ne le sont les grandes villes, et même moins dans

le cas de l'élection présidentielle (premier et deuxième tour) et des élections législatives (premier tour) de 1981. Paris se singularise surtout à l'occasion des élections européennes, où a manifestement joué l'« effet Chirac ». 39 % seulement des Parisiens se sont abstenus contre 45 % des habitants des grandes villes. Il semble que les Parisiens se soient déplacés pour voter pour leur maire puisque Jacques Chirac obtient 14 % des voix, contre 7 % dans les grandes villes et 9 % dans le reste de la France. Le contexte local (ou national) de même que l'enjeu de l'élection interviennent ainsi non seulement dans les résultats des élections, mais aussi dans la définition du taux de l'abstention. L'exemple des élections européennes est ici patent : c'est la nature de l'élection, avec la personnalisation des têtes de liste, qui singularise Paris au regard des grandes villes et du reste de la France.

La France est le seul pays occidental à avoir deux tours de scrutin possibles pour une seule élection. On constate que les électeurs utilisent systématiquement cette possibilité d'abstention différenciée en fonction de l'importance politique qu'ils accordent à un scrutin donné : plus le scrutin paraît important, plus l'électorat participe constamment.

L'analyse du comportement participationniste des mêmes électeurs lors de plusieurs scrutins montre que la majorité des électeurs français sont des abstentionnistes intermittents - et par conséquent des participationnistes constants.

Tous les travaux menés permettent de conclure que, quels que

soient la ville et les scrutins étudiés, les participationnistes intermittents augmentent quand augmente le nombre de scrutins, leur nombre augmente d'autant plus que sont prises en compte des élections qui suscitent moins l'intérêt politique, comme les élections cantonales ou européennes. Il y a donc des comportements très différenciés selon le type d'élection, et qui indiquent clairement le caractère politique de la participation/abstention.

L'hypothèse apparaît d'autant plus probable lorsque l'on intègre à l'analyse un deuxième constat : les moments choisis pour l'abstention sont « logiques » : l'analyse des itinéraires participationnistes-abstentionnistes des inscrits permanents (soit 13 150 personnes) de notre échantillon parisien, pour cinq scrutins (élections européennes de 1979, élections présidentielle et législatives de 1981) révèle en effet comme l'avait déjà souligné A. Lancaet, « une extraordinaire mobilité : la plupart des itinéraires possibles ont été empruntés (1) ».

### La logique des comportements

Ainsi l'étude des itinéraires de participation met en évidence une logique des comportements : l'abstention, appréhendée de façon isolée lors d'un seul scrutin, peut apparaître comme un indice de moindre insér-

(\*) Chercheurs à la Fondation nationale des sciences politiques. Ce texte reprend des éléments d'une étude plus générale des auteurs sur les élections de 1981, préparée à la Fondation nationale des sciences politiques.

tion sociale ; replacée dans un ensemble de scrutins successifs, elle prend une tout autre signification et devient un des modes de l'expression politique.

Que l'abstention puisse avoir une valeur d'explication pour interpréter les résultats des élections est évident si l'on se rappelle le débat auquel elle a donné lieu en 1981 : la progression de l'abstention entre l'élection présidentielle et les élections législatives a-t-elle été le fait d'électeurs de droite qui auraient permis la victoire de la gauche ?

Après analyse, il nous semble possible de conclure que, dans les deux blocs, celui de gauche et celui de droite, les bureaux à forte majorité P.C. ou à forte majorité R.P.R. adoptent constamment un même comportement plus abstentionniste que la composante alliée, ce qui tendrait à prouver que l'abstention est assez bien partagée entre droite et gauche et n'est pas le fait de l'un ou l'autre des camps - et lors de tous les scrutins - de 1974 à 1981.

Il est en tout cas exclu de dire que la gauche a gagné aux élections législatives de 1981 parce que la droite s'est abstenue. Les évolutions jouent pour toutes les tendances. La victoire de la gauche s'explique moins par une abstention qui a autant touché les bureaux de type P.C. que par une progression des votes de gauche dans les bureaux de type P.S. (peut-être par transfert des votes communistes dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981), et par un transfert de vote de droite vers la gauche dans les bureaux de type R.P.R. mais aussi U.D.F., phénomène caractéristique des deux élections de 1981.

Ainsi, dans le débat sur la signification réelle de la progression de l'abstention entre le scrutin présidentiel et les élections législatives de 1981, il est possible d'affirmer que l'abstention a touché les deux camps en présence, tout particulièrement le P.C. et plus faiblement le R.P.R., et qu'un transfert des voix, difficile à évaluer, s'est opéré de droite à gauche.

En dernière analyse, la permanence de la répartition des suffrages de scrutin en scrutin est surprenante face à l'importance du renouvellement constant de l'électorat et aux variations de l'abstention. C'est sans doute ce dernier phénomène qui est le plus frappant. En effet, on note que la structure fondamentale d'influence des variables traditionnelles est la même quel que soit le type de scrutin. Ainsi, les jeunes votent toujours moins que leurs aînés, mais ils modulent leur participation en fonction de l'importance qu'ils accordent au scrutin, exactement comme les électeurs plus âgés. L'étude des itinéraires individuels de participation confirme que l'électeur détermine celle-ci en fonction de l'importance politique qu'il accorde au scrutin. C'est donc l'enjeu du scrutin qui détermine l'importance de la participation. Mais ce qui nous semble encore plus important, c'est que, pour une bonne part, les abstentionnistes ne marquent pas par ce comportement un refus du politique mais un refus du choix partisan : loin d'être apathiques, ils leur arrive de vouloir se situer politiquement ailleurs. L'abstention a une signification politique.

(1) L'abstentionnisme électoral en France, d'Alain Lancaet, Paris, A. Colin, 1982, p. 236.

## HOTEL IVOIRE & TAPIS ROUGE

A B I D J A N

**E**n Côte d'Ivoire, situé au cœur de la Riviera Africaine, s'étend l'Hôtel Ivoire, le magnifique. Issu de la haute lignée Inter-Continental, lieu privilégié par excellence, sur une terre de prédilection, l'Hôtel Ivoire est le meilleur des mondes à Abidjan. A l'Ivoire, il vous suffit d'entrer et vous êtes charmé. Guidé par ce sens profond de l'hospitalité ivoirienne, vous découvrirez que chaque escale est une fête. Golf, tennis, piscine, paillasse à glaces, shopping, casino, ici les heures se suivent et ne se ressemblent pas. Un Business Center est à votre disposition. Vous pouvez dicter votre courrier et organiser votre séjour avec des secrétaires et des hôtesse efficaces.

**M**agie de l'Ivoire, la cuisine est superbe. Grands, moyens et petits restaurants aux variations subtiles vous offrent une carte abondante de spécialités Africaines et Européennes. Décidément, avec son service de classe internationale et son charme naturel, la perfection est de ce monde, une perfection nommée Ivoire.

Abidjan : Tél. (225) 44 10 45 - Télex 23555 ou 23493.  
Paris : Tél. (1) 742 07 92 ou 266 47 46. Ou auprès de votre agent de voyage.



## POLITIQUE

### Le P.S. et les élections européennes

#### S'IL LE FAUT...

Qui sera le chef de file des socialistes pour la campagne des élections européennes de juin 1984 ? Aucun des « possibles » n'a été jusqu'ici désigné. MM. Lionel Jospin, Jacques Delors et Michel Rocard — ne figurent sur la liste des candidats à la candidature qui sera soumise au comité directeur que le P.S. réunit le 7 janvier.

« La discussion sur la meilleure tête de liste doit pouvoir se mener librement sans qu'aucun argument d'autorité puisse être pris en compte. Si mon nom avait figuré sur la liste, cela aurait risqué de fermer la discussion », a déclaré M. Jospin, lundi 19 décembre.

Voilà qui est dit. Si l'on joue des coudes pour se glisser dans le peloton des quatre-vingt-un noms qui seront retenus — il y a plus de trois cents candidats à la candidature — on ne se bouscule guère, chez les socialistes, pour se hisser au premier rang. A six mois de distance, l'échappée paraît redoutable, compte tenu des sondages, du crédit de la politique du gouvernement, du retour en force de l'opposition dans les élections partielles.

Puisqu'il s'agit évidemment de choisir l'efficacité — c'est-à-dire, à première vue, l'homme le mieux placé pour limiter la casse — les socialistes peuvent être tentés de penser à ceux qui, bénéficiant de la plus forte cote de popularité dans les sondages, sont susceptibles de « rattraper » plus large que d'autres. MM. Delors et Rocard en sont. Ils sont même les seuls. Mais M. Delors a très envie d'être premier ministre, et l'on voit mal pourquoi M. Rocard et lui grifferaient d'impétuosité l'idée de monter à la France entière, en juin, que le capital de sympathie dont ils disposent dans l'opinion se réduit comme peau de chagrin au soir des urnes.

Quant à M. Jospin, il a, lui aussi, fort à faire à Paris, dans une circonscription difficile, et à la tête du parti socialiste. S'il le fallait, sans doute irait-il. Mais sans éprouver le remords d'avoir volé la place à quelqu'un d'autre.

J.-Y. L.

### M<sup>me</sup> VEIL NE CONDUIRA PAS UNE LISTE U.D.F. S'IL Y A DÉSACCORD DANS L'OPPOSITION.

Mme Simone Veil, invitée de l'émission « Face au public » de France-Inter, lundi 19 décembre, a déclaré : « S'il apparaît, après discussions, qu'une liste unique de l'opposition est la meilleure solution et, dans le cas où l'U.D.F. ne serait pas d'accord avec une seule liste, je ne serais pas tête de liste de l'U.D.F. Car je crois qu'il faut que les choses soient claires et j'ai dit à l'émission de l'U.D.F. Ce qui est important, c'est de faire un choix clair. »

M<sup>me</sup> Veil a ajouté qu'elle ne veut pas « apparaître comme un facteur de division ». A propos des conversations avec les formations de l'opposition, elle a indiqué : « Dans la mesure où les arguments invoqués ne seraient pas compris, j'assurerais personnellement mes responsabilités et je suis tout à fait prête à ne prendre position et à ne m'engager que dans une bataille qui me paraîtrait claire. »

### Le rapprochement des radicaux est accueilli avec scepticisme

Le rapprochement esquissé entre les deux « Faure », Edgar, le radical d'opposition, ancien ministre du général de Gaulle, et Maurice, le radical de gauche, ancien ministre de M. Mitterrand, provoque, dans les milieux politiques, amusement et scepticisme. Il est vrai que ce genre de tentative de rapprochement après une période de brouille a ponctué depuis près d'un siècle la vie tortueuse de la famille radicale.

Si ce type de comportement a permis au parti radical, sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, de jouer, dans les combinaisons ministérielles, un rôle de charnière, il s'est vu totalement inadéquatement fonctionnant dans les institutions de la V<sup>e</sup> République. N'aurait-il pas d'ailleurs illustré jusqu'à la caricature ce « jeu des partis » que dénonçait de Gaulle et que celui-ci avait centralisé au moyen de la Constitution de 1958 ?

Au journal de midi d'Antenne 2, lundi 19 décembre, M. Maurice Faure déclarait : « Politiquement, la France est au centre gauche, mais elle ne peut pas y voter. » Et M. Edgar Faure soulignait, à sa façon, l'une des raisons de cette nouvelle convergence : « Notre grande force est d'avoir des nous hétérogènes ». Sous les précédentes républiques la « guerre des deux Edouard » (Herriot et Daladier) a toutefois démontré que l'hétérogénéité des présences ne constituait pas automatiquement une très grande force.

A. P.

M. André Rossignol, président du parti radical, a estimé, lundi 19 décembre : « Il ne faut pas se prêter aux manœuvres du président François Mitterrand. La chasse au centre-gauche se manifeste toujours avec une certaine acuité quand un régime commence à s'essouffler. La Constitution de la V<sup>e</sup> République, quand les socialistes et les communistes tirent beaucoup d'avantages de l'U.D.S.R., sous la IV<sup>e</sup> République. M. Rossignol a ajouté : « Les Français veulent des attitudes politiques claires. Le radicalisme ne se réunira que sur des bases saines et sans ambiguïté. »

M<sup>me</sup> Simone Veil, invitée de l'émission de France-Inter « Face au public », lundi 19 décembre, a souligné : « Il ne faut pas de faux semblant, mais savoir ce que l'on

veut. On est d'un côté ou de l'autre. On l'a vu, comme les radicaux de gauche, son soutien à une idéologie qui est pour moi tout à fait dangereuse ou en est dehors. Nous ne sommes pas du tout dans un climat politique où l'on puisse parler de consensus. »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a affirmé le même jour, au cours d'une rencontre avec la presse, que la réurgence d'un centre-gauche relèverait d'un « révéral », car « la réalité politique est dominée par la bipolarisation ». Selon le député de Paris, on ne peut projeter au niveau national les résultats du département du Lot, qui possède une vieille tradition radicale. M. Jospin a néanmoins reconnu, en souriant, que, lorsque l'on porte le même nom, « la tentation de rapprochement est inévitable ».

### Une enquête de la Sofres

#### LES RÉFÉRENCES IDÉOLOGIQUES DES FRANÇAIS

La Sofres a effectué, du 21 au 26 octobre 1983, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, une enquête sur les références idéologiques des Français.

D'après cette enquête que publie le *Figaro* du 20 décembre, la gauche évoque quelque chose de « négatif » pour 45 % des Français, et quelque chose de « positif » pour 39 %. Si le communisme présente une connotation négative pour 71 % d'entre eux et positive pour 14 %, le socialisme est « positif » par 46 % des Français, « négatif » par 35 %. La droite ne semble pas être mieux considérée : pour 43 % des personnes interrogées, elle a un sens « négatif », pour 37 % un sens « positif ». Le gaullisme et le centre font encore recette. Ils sont respectivement « positifs » pour 39 % et 41 %. En revanche, radicalisme, conservatisme, démocratie chrétienne et social-démocratie ne sont respectivement « positifs » que pour 17 %, 15 %, 29 % et 20 %. Ils sont « négatifs » pour 45 %, 55 %, 38 % et 32 %.

Lorsqu'on aborde le domaine économique, la notion de socialisme qui était en février 1981 « positive » pour 55 % des Français et « négative » pour 19 %, est maintenant « positive » pour 44 % et « négative » pour 34 %. Libéralisme et participation gagnent un peu de terrain : 53 % de « positifs » au lieu de 51 % en 1981 ; 64 % de « positifs » au lieu de 61 % en 1981.

De même, les syndicats, jugés « positifs » par 55 % et « négatifs » par 24 % en 1981, sont maintenant « positifs » pour 47 % et « négatifs » pour 34 %. Libéralisme et participation gagnent un peu de terrain : 53 % de « positifs » au lieu de 51 % en 1981 ; 64 % de « positifs » au lieu de 61 % en 1981.

### Une élection municipale

BAS-RHIN : Betschdorf (2<sup>e</sup> tour). Inscr. : 1 773 ; vot. : 1 043 ; suffr. ex. : 912. Opp. (M. Adam, div. d.) : 588 voix en moyenne, 3 ELUS ; act. loc. (M. Kleiber) : 293 voix en moyenne.

Ce deuxième tour de scrutin a permis de modifier la majorité du conseil municipal acquis lors du premier tour à M. Adolphe Adam. Sa liste avait recueilli 740 voix en moyenne et 4 élus, celle de son adversaire M. Charles Goetzmann, conseiller général U.D.F. de canton de Seltz-sous-Forêt, 646 voix en moyenne et celle conduite par M. Kleiber, 75 voix en moyenne. M. Charles Goetzmann, ancien maire de Betschdorf, n'était entré de la compétition que lors du second tour.

Cette élection partielle, pour 2 sièges, faisait suite à l'annulation du second tour de scrutin de mars dernier. Un tract mettant en cause le collègue de M. Adam avait été distribué la veille du scrutin.

« Conversation entre le R.P.R. et le parti libéral. — Une réunion de concertation entre M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et M. Olivier Dussault, président du parti libéral, mercredi 14 décembre, a fait apparaître entre ces deux formations de l'opposition des convergences portant notamment sur « la nécessaire libération des entreprises, l'indispensable réduction de la pression fiscale et sociale, l'extension de la participation dans les entreprises et la nécessité de réduire les contraintes bureaucratiques ».

En revanche, les délégations des deux partis ont constaté la persistance de divergences en ce qui concerne la protection sociale et l'Europe. Des groupes de travail communs vont poursuivre l'examen de ces problèmes (*Le Monde* date 27-28 novembre).

« Le suppléant de M. Dumaz. — M. Roland Dumaz, qui a été nommé ministre des affaires européennes, était député de la première circonscription de la Dordogne. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Christian Delarue, conseiller général du canton de Neuville et maire de Chantezac.

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE LES COMPÉTENCES DES RÉGIONS D'OUTRE-MER

#### Surenchères et arguties

L'après-midi du débat sur la définition des compétences des conseils régionaux d'outre-mer, qui s'est poursuivi mardi 20 décembre, est à la mesure de la lutte pour le pouvoir local. Si dans les départements concernés (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion) cette lutte apparaît plus vive qu'ailleurs, cela tient simplement à la situation ubuesque créée par le veto que le Conseil constitutionnel a opposé, il y a un an, au projet de gouvernement qui prévoyait de remplacer dans chacune de ces régions monodépartementales le conseil général et le conseil régional par une assemblée unique.

Il en résulte, aujourd'hui, dans chacune de ces anciennes colonies, une superposition de deux assemblées dotées de pouvoirs exécutifs, composées pratiquement des mêmes hommes et traitant des mêmes problèmes sur le même territoire géographique. Cette particularité n'engendrerait pas de difficultés si, dans chacun de ces départements, les deux assemblées étaient contrôlées par la même majorité. Actuellement, ce n'est le cas qu'en Guadeloupe, au profit de la droite.

Mais comme l'opposition dirige les quatre conseils généraux intéressés, elle a naturellement tendance à estimer que le gouvernement veut faire la part trop belle aux conseils régionaux quand il prétend faire revenir les conseils généraux des DOM au strict droit commun. Cet argument aurait plus de crédibilité si les représentants de l'opposition n'avaient mené campagne contre la majorité, l'année dernière, en revendiquant, justement, le bénéfice du droit commun. Pour donner plus de poids à leur argumentation, ils agitent comme d'habitude la me-

nace du séparatisme. M. Michel Debré (R.P.R., la Réunion) accuse le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de « dépeupler » les conseils généraux de leurs prérogatives « au mépris de la Constitution » (1) et de se livrer à ce « jeu dangereux » pour faire une « co-croûte » aux partis indépendantistes. M. Marcel Edras (app. U.D.F., Guadeloupe), et Camille Petit (R.P.R., Martinique) affirment que le projet défendu par M. Georges Lemoine « a été inspiré par l'arrière-pensée évidente de faire disparaître l'institution départementale ». M. Jean Fortin (non inscrit, la Réunion) estime que la majorité tient surtout à « prendre une revanche » après sa défaite de 1982 devant le Conseil constitutionnel.

Au nom de la majorité, M. Aimé Césaire (app. P.S., Martinique) a beau jeu de répliquer que l'opposition se complait volontiers dans l'« immobilisme ».

Mais le comportement de la majorité procède d'arrière-pensées analogues. Forte des trois présidences dont elle dispose depuis le mois de février, grâce au scrutin proportionnel et à certains concours de circonstances — dans les conseils régionaux de Guyane, Martinique et la Réunion, la gauche voudrait bien, en effet, réduire autant que possible les pouvoirs des conseils généraux en se référant notamment au statut de la Corse.

Les surenchères locales conduisent ses divers représentants à en rajouter. C'est-à-dire qu'ils trouvent au contraire que le gouvernement n'en fait pas assez. Pour M. Wilfrid Barde (P.S., la Réunion), le projet gouvernemental est « décevant » parce que

« il n'apporte rien ». Pour M. Ernest Moutoussamy (app. P.C., Guadeloupe), ce texte est « trop timide » parce qu'il « ne galvanise pas les hommes de progrès ».

M. Elie Castor (app. P.S., Guyane) est du même avis. Pour M. Césaire, le compromis prudent présenté par M. Lemoine constitue « un demi-pas » qui risque d'être assimilé à « un faux pas ». Afin de justifier cette réforme institutionnelle, le secrétaire d'Etat réaffirme pour sa part qu'il s'agit de donner aux régions d'outre-mer « tous les moyens nécessaires à l'exercice de leurs nouvelles responsabilités ». Cet argument aurait plus de force si l'Etat manifestait la même volonté dans la mise en œuvre de ses propres moyens pour le développement économique et social des départements d'outre-mer. Or, la discussion du budget des DOM-TOM, dont l'insuffisance a été critiquée par tous les parlementaires de la majorité, a démontré qu'il ne dispose pas de tels moyens. Si une telle situation se perpétuait, la gauche courrait donc le risque que ses électeurs locaux lui reprochent de sacrifier périodiquement aux mêmes arguties que ses adversaires.

C'est le député-socialiste de la Guadeloupe, M. Frédéric Jaffon, qui le dit lundi après-midi : « Le gouvernement ne peut pas rater le développement économique et social des départements d'outre-mer s'il veut être crédible et respecter ses engagements. »

ALAIN ROLLAT.

(1) L'exception d'irrévocabilité opposée par M. Debré au projet de loi, qu'il juge contraire à la Constitution, a été repoussée par 322 voix contre 153.

### Textes divers

« Congé parental et congé pour création d'entreprise. — L'Assemblée nationale a adopté, lundi 19 décembre, le texte rédigé par la commission mixte paritaire (C.M.P.) Sénat-Assemblée nationale à propos du projet de loi relatif au congé parental d'éducation et au travail à temps partiel d'un jeune enfant (*Le Monde* date 26 novembre et 14 décembre). Le R.P.R. s'est abstenu, l'U.D.F. n'étant pas représentée dans l'hémicycle au moment du vote.

L'Assemblée a également adopté, en deuxième lecture, le projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique. La C.M.P. n'était pas parvenue à l'élaboration d'un texte commun à l'Assemblée et au Sénat. Les députés ont rétabli, pour l'essentiel, les dispositions que les sénateurs avaient votées en première lecture (*Le Monde* date 25 novembre et 16 décembre). Le R.P.R. a voté contre, l'U.D.F. n'étant pas représentée dans l'hémicycle au moment du vote.

« Cessation d'activités anticipée des fonctionnaires. — Le 31 mars 1982, le gouvernement avait pris par ordonnance diverses mesures législatives permettant aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales de partir en préretraite. Dans le projet de loi de ratification qu'il avait déposé, il proposait de prolonger pendant un an, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1984, les mesures encourageant les cessations anticipées d'activités, c'est-à-dire le travail à mi-temps pour les agents ayant entre cinquante-cinq et soixante ans. En revanche, le gouvernement maintenait l'arrêt au 31 décembre 1983 de mesures permettant aux fonctionnaires de partir en retraite trois ans avant l'âge normal. Le Sénat, le

12 décembre, avait adopté ce projet en l'état.

A l'Assemblée nationale, le 19 décembre, le gouvernement a accepté, à la demande des socialistes et des communistes, que les agents de l'Etat et des collectivités locales qui réunissaient avant le 31 décembre 1983 les conditions pour partir en préretraite et qui ne l'avaient pas fait puissent bénéficier de cette mesure d'ici au 30 avril 1984.

« Levée de séquestre de biens allemands. — Comme le Sénat le 12 décembre, l'Assemblée nationale, le 19 décembre, a voté, sans le modifier, un projet de loi levant le séquestre sur 587 hectares de terrains agricoles et viticoles allemands appartenant à des Allemands et sur une église, rue Blanche à Paris. Ce texte est donc définitivement adopté. Comme au Palais du Luxembourg, le gouvernement a assuré que ce geste de bonne volonté de la France permettrait de régler le reste du « petit contentieux » franco-allemand : la propriété de la

forêt de l'Undat et l'indemnisation des « malgrè-nous ».

« Réforme des caisses de mutualité sociale agricole. — L'Assemblée nationale, le 19 décembre, est revenue, en deuxième lecture, à l'essentiel du texte qu'elle avait adopté le 22 novembre 1983. Elle a donc rétabli, notamment, le monopole syndical de présentation des candidats, le droit de vote pour les étrangers et la représentation du personnel des caisses dans leur conseil d'administration, que le Sénat avait à nouveau supprimés en deuxième lecture (*Le Monde* du 14 décembre 1983).

« Le projet de budget définitif-moyen adopté. — L'Assemblée nationale a adopté, lundi 19 décembre, en troisième lecture, le projet de loi de finances pour 1984, repoussé le même jour par le Sénat. Le projet de budget pour 1984 est ainsi définitivement adopté, dans la forme que les députés avaient votée samedi 17 décembre, en deuxième lecture (*Le Monde* du 20 décembre).

### DÉFENSE

#### DEPUIS L'ÉTÉ DERNIER

### L'armée française a formé au Liban et au Tchad quelques milliers de cadres militaires

Depuis juillet dernier au Liban, et depuis août au Tchad, l'armée française a été chargée d'instruire, d'entraîner et d'équiper les forces nationales régulières dans ces deux pays. Cette action de formation des personnels locaux de carrière est menée par le même contingent de soldats français qui, tant à Beyrouth qu'à N'Djamena, ont été engagés pour des missions opérationnelles de sécurité à la demande des gouvernements.

« Au Liban, la 31<sup>e</sup> brigade du général Jean-Claude Caillon et le groupement aéroporté de la 11<sup>e</sup> division parachutiste du général François Cann ont, successivement, participé à la formation de six compagnies d'infanterie hélicoptérée, à celle d'un bataillon libanais (pilotes et tireurs) doté d'automitralleuses légères et à la formation de spécialistes (chours d'élite et équipages de chars AMX-13 et de blindés légers de l'avant). Au total, mille neuf cents Libanais ont été entraînés, à ce jour, au maniement de ces matériels.

L'accord entre Paris et Beyrouth, qui prévoyait la formation de sous-lieutenants de l'armée régulière libanaise, n'est pas encore entré en application. Le Liban, qui vient d'instaurer le service militaire obligatoire, a estimé, en effet, qu'il avait besoin de tous ses jeunes officiers pour encadrer les premières recrues.

En même temps qu'elle formait des soldats libanais, l'armée fran-

çaise a commencé de livrer pour 600 millions de francs, au total, des matériels de guerre en vertu d'un accord de l'an dernier. Il s'agit de matériels neufs, en particulier des automitralleuses légères, des chars AMX-13, des hélicoptères Gazelle et Puma et un bateau de débarquement Edic.

« Au Tchad, le détachement « Manta » du général Jean Pol a formé, ou recréé, un millier de spécialistes des Forces armées nationales tchadiennes (FANT) qui servent des automitralleuses légères, des canons de 105, de 106 sans recul ou de 20 millimètres, des missiles antichars Apilas et Milan. Dans deux centres d'instruction, à Mousoro et près de N'Djamena, l'armée française a, d'autre part, été chargée d'apprendre à huit cents recrues les rudiments du métier militaire sous la responsabilité de l'état-major actuel des FANT. L'aide française prévoit également l'entretien et la réparation des matériels, de conception française, en service dans l'armée nationale tchadienne du président Hissène Habré. A ce propos, la France a ouvert un crédit de 360 millions de francs, au titre de la coopération technique militaire, qui servira à financer des cessions de matériels à l'armée tchadienne, ainsi que la fourniture de carburants, de médicaments et d'équipements sanitaires.

### Le Monde SELECTION HEBDOMADAIRE

278 francs •

C'est le prix d'un abonnement d'un an par avion à la Sélection hebdomadaire du Monde

au Danemark

Un cadeau original pour vos parents et vos amis vivant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande au Service des abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 ou par téléphone au 246-72-23, poste 2391

• Prix valable jusqu'au 31-12-1983.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE POUVOIR D'ACHAT

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

201210013520



# A L'ASSEMBLEE NATIONALE

## COMPÉTENCES DES RÉGIONS D'OUTRE-MER

### lourdes et arguties

Le projet de loi de finances rectificative pour 1983 adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 8 décembre) est un premier texte, pour la commission des finances, pour souligner le bien-fondé des observations qu'elle avait formulées il y a un an : optimisme des hypothèses macro-économiques retenues alors, prévision de 2 % pour le taux de croissance - alors que la commission sénatoriale prévoyait une stagnation économique, - sous-estimation des charges accompagnées d'une majoration substantielle des ressources. Pour M. Maurice Elin (Un. cent., Ardennes), rapporteur, ce texte est « à l'image du projet de budget pour 1984 - la sanction des erreurs et des lacunes ».

Bien que la commission des affaires étrangères, appelée à donner son avis sur les crédits ouverts pour les interventions des forces françaises sur un théâtre extérieur, ait émis des réserves (« intervention trop tardive au Tchad, mission imprécise au Liban ») - auxquelles les commissaires socialistes ne s'étaient pas associés - ces crédits sont adoptés à l'unanimité.

En revanche, n'est pas approuvée la modification de la répartition, pour l'exercice 1983, du produit de la taxe affectée aux organismes de la radiodiffusion et de la télévision, après que M. Jacques Habert (non-inscrit, Français de l'étranger) a noté que Radio France internationale est la seule société à voir sa dotation réduite.

Le Sénat suit également M. Yves Durand (non-inscrit, Vendée), qui, par voie d'amendement, propose que les profits ou pertes résultant des changes soient déterminés en fonction d'une moyenne, et non du dernier cours, pour leur intégration dans les résultats imposables des entreprises. Avant de refuser de « geler » jusqu'au 31 décembre 1984 les taux des taxes départementales et communales sur l'électricité au niveau atteint le 25 novembre 1983, les sénateurs approuvent plusieurs amendements défendus par M. Charles Beaupetit (Gauche dém., Lot-et-Cher) qui prévoit que la taxe communale d'électricité est assise, d'une part, sur 80 % du montant total hors taxe de la facture d'électricité pour la fourniture faite sous une puissance inférieure à 36 KVA, d'autre part, sur 30 % dudit montant pour la fourniture sous une puissance supérieure de 36 à 250 KVA.

L'ensemble du projet, ainsi modifié, est adopté par 108 voix (P.C., P.S., M.R.G. et M.M. Moynet, Gauche dém.), la majorité sénatoriale s'abstient.

■ BUDGET 1984. - Pour répondre au souci de certains sénateurs - qui n'avaient consenti qu'à contrecoeur, à discuter de budget - le recours à la procédure de la question préalable (dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) devait permettre de manifester par un scrutin public à la tribune (1) l'opposition résolue de la majorité sénatoriale au prochain budget, tel qu'il avait été adopté par les députés (le Monde du 20 décembre).

Avant que n'intervienne ce vote, M. Elin, au nom de la commission des finances, déplore les conditions de travail de la commission mixte paritaire qui n'a pu aboutir à un texte de compromis entre l'Assemblée et le Sénat. Son déroulement, explique-t-il, « a confirmé dans toute sa gravité le dysfonctionnement qui affecte l'institution et l'urgence qui s'attache à ce que soient définies avec précision les règles qui devraient régir ses travaux futurs ».

Pour M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R., l'échec de la C.M.P. prouve qu'« il est vain de se livrer à un examen technique et objectif car le dialogue (avec la majorité gouvernementale) est impossible ».

## La majorité sénatoriale estime que le gouvernement subit la « sanction » de ses « erreurs » et de ses « lacunes »

Collectif budgétaire, loi de finances pour 1984, indemnisation des chômeurs, dotations versées aux collectivités locales, les quatre textes inscrits à l'ordre du jour de la Haute Assemblée, lundi 19 décembre, ont fourni à la majorité sénatoriale autant d'occasions pour émettre des critiques de fond et de forme.

Autre récrimination, celle de M. Adolphe Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, qui proteste contre « les propos extrêmement déshonorants, même incriminés » par M. Christian Pignatelli (P.S.), rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale (le Monde du 17 décembre), qui avait qualifié le Sénat de « chambre de démolition ». M. Chauvin dit : « On veut nous faire croire que ce budget est le seul possible pour la France, alors qu'il n'est que la concrétisation d'une politique dangereuse qui compromet l'avenir du pays et réduit ses chances de figurer en bonne place dans la compétition internationale ». Au nom des R.I., M. Pierre-Christian Taittinger affirme que, désormais, « les voies de la récession sont ouvertes ».

Après que M. Pierre Gamboa, porte-parole du groupe communiste, a souhaité « une plus grande contribution fiscale du capital » et « une rigueur accrue et sélective dans la distribution des aides de l'Etat », l'orateur du groupe socialiste, M. Tony Larue, estime que la majorité sénatoriale, « prise à son propre piège », n'a plus comme issue que de « refuser le débat ». « La question préalable, dit-il, c'est votre charge de Reichshofen... le panache en moins ».

■ UNEDIC. - Le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 14 décembre), après déclaration d'urgence, autorisant le gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des mesures relatives au remplacement des travailleurs involontairement privés d'emploi et à la garantie des créances des salariés, est voté définitivement. M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) rappelle son hostilité de principe à toute délégitimation de son pouvoir de législateur au gouvernement.

■ COLLECTIVITÉS LOCALES. - Au sujet des modifications des règles de calcul des dotations globales de fonctionnement et des dotations globales d'équipement versées par l'Etat aux communes et aux départements, prévues par le projet de loi adopté après déclaration d'urgence par l'Assemblée nationale (le Monde du 3 décembre), la majorité sénatoriale reproche au gouvernement d'avoir considérablement étendu la portée de son texte par voie d'amendements soumis aux députés. M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne) juge la méthode pour le moins « curieuse ». M. Philippe François (R.P.R., Seine-et-Marne) y voit la marque du « mépris du gouvernement pour les élus locaux ». M. Joël Moynet (Gauche dém., Charente-Maritime) met en garde le gouvernement contre une précipitation qui risque de faire des ressources locales « un véritable patchwork ».

Commentant l'examen des articles, le Sénat adopte, malgré l'avis défavorable du gouvernement, un amendement de M. Roger Romani (R.P.R.), Dominique Pado (Un. cent.) et Pierre-Christian Taittinger (R.I.), tous sénateurs de Paris, faisant bénéficier la capitale de la dotation spéciale attribuée aux villes-centres.

A. Ch.

(1) 190 sénateurs ont voté la question préalable (66 Un. cent., 58 R.P.R., 41 R.I., 22 Gauche dém. et 4 non-inscrits) ; 35 ont voté contre (24 P.C. et 11 M.R.G.) ; 89 n'ont pas pris part au vote (70 P.S., 4 Gauche dém., MM. Collard, Mony, Robin et Sempé - 8 R.I. - MM. Bataille, Castex, de la Forest, Guillaumont, Olivier, Pinat, Torre et Volquin - 6 Un. cent. - MM. Bouleau, Harnen, Moisson, Poirer, qui présidait la séance, Sicard et Zwickert - et 1 non-inscrit, M. Colombe) ; 3 se sont abstenus (MM. Mercier, Moynet, Gauche dém., et Brives, M.R.G.).

## AU CONSEIL DE PARIS

### La gauche reproche à M. Chirac la timidité de son budget

« Archaique, partisan, déficient, oisif, incohérent, anti-national, gaspilleur... » telles sont quelques-unes des aimables appréciations dont les élus socialistes et communistes ont gratifié les propos de M. Jacques Chirac, qui, lundi 19 décembre, a présenté au Conseil de Paris le budget de 1984.

Bien entendu, le maire et son fidèle adjoint aux finances, M. Alain Juppé, ont répondu du tac au tac en parlant de l'« incompétence » et de la « malhonnêteté intellectuelle » de leurs censeurs. Comme on le voit, le débat budgétaire 1983 au Conseil de Paris est, pour la vivacité des échanges, dans la bonne tradition des précédents.

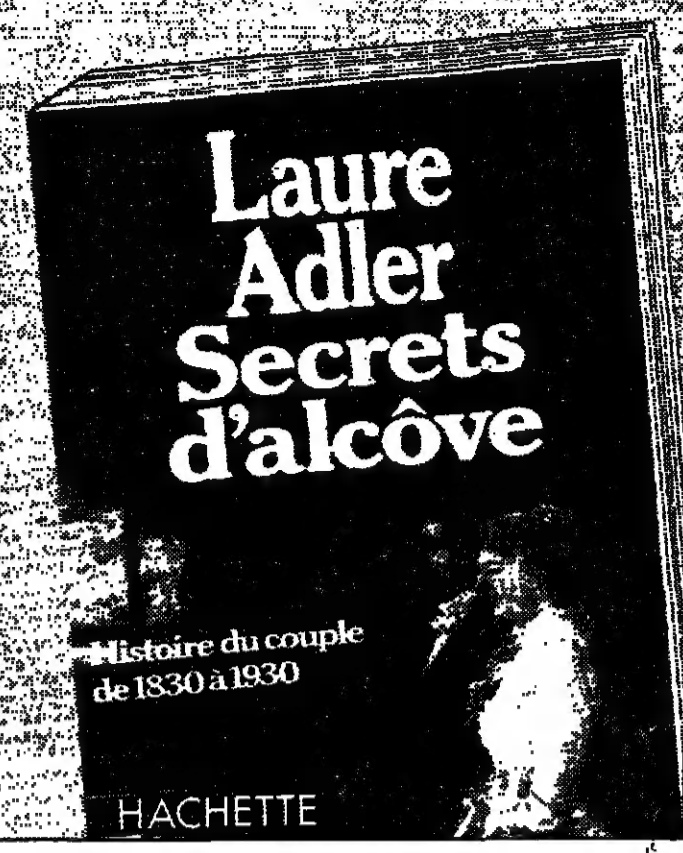
M<sup>me</sup> Christiane Schwarzbard, pour les communistes, M<sup>me</sup> Georges Sarre et Daniel Benassaya, pour les socialistes, ont relevé, par exemple, la régression relative (moins 1,3 %) des investissements prévus pour l'an prochain. M. Chirac l'a justifiée par le fait que, le palais des sports de Bercy étant terminé, les sommes qui lui étaient naguère consacrées diminuent de près de 200 millions. L'opposition n'a pas apprécié cette explication, et elle a accusé le maire d'avoir une politique d'équipement « frileuse ».

Mais, en même temps, M. Sarre a trouvé « scandaleux » que l'on ait dépensé tant d'argent - la facture finale dépassera selon lui 1 milliard de francs - pour confier la gestion du Palais à une société privée.

Des critiques ont également été décochées contre le projet de réajustement de Paris vers l'est. « C'est du vent », a déclaré tout de go M<sup>me</sup> Schwarzbard. Selon la conseillère, le budget n'accorde aux sept

## Un des romans les plus érotiques de la rentrée.

Roland Jaccard, le Monde



**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

## Textes divers

Le Sénat suit également M. Yves Durand (non-inscrit, Vendée), qui, par voie d'amendement, propose que les profits ou pertes résultant des changes soient déterminés en fonction d'une moyenne, et non du dernier cours, pour leur intégration dans les résultats imposables des entreprises. Avant de refuser de « geler » jusqu'au 31 décembre 1984 les taux des taxes départementales et communales sur l'électricité au niveau atteint le 25 novembre 1983, les sénateurs approuvent plusieurs amendements défendus par M. Charles Beaupetit (Gauche dém., Lot-et-Cher) qui prévoit que la taxe communale d'électricité est assise, d'une part, sur 80 % du montant total hors taxe de la facture d'électricité pour la fourniture faite sous une puissance inférieure à 36 KVA, d'autre part, sur 30 % dudit montant pour la fourniture sous une puissance supérieure de 36 à 250 KVA.

L'ensemble du projet, ainsi modifié, est adopté par 108 voix (P.C., P.S., M.R.G. et M.M. Moynet, Gauche dém.), la majorité sénatoriale s'abstient.

■ BUDGET 1984. - Pour répondre au souci de certains sénateurs - qui n'avaient consenti qu'à contrecoeur, à discuter de budget - le recours à la procédure de la question préalable (dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) devait permettre de manifester par un scrutin public à la tribune (1) l'opposition résolue de la majorité sénatoriale au prochain budget, tel qu'il avait été adopté par les députés (le Monde du 20 décembre).

Avant que n'intervienne ce vote, M. Elin, au nom de la commission des finances, déplore les conditions de travail de la commission mixte paritaire qui n'a pu aboutir à un texte de compromis entre l'Assemblée et le Sénat. Son déroulement, explique-t-il, « a confirmé dans toute sa gravité le dysfonctionnement qui affecte l'institution et l'urgence qui s'attache à ce que soient définies avec précision les règles qui devraient régir ses travaux futurs ».

Pour M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R., l'échec de la C.M.P. prouve qu'« il est vain de se livrer à un examen technique et objectif car le dialogue (avec la majorité gouvernementale) est impossible ».

## DÉFENSE

Le projet de loi de finances rectificative pour 1983 adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 8 décembre) est un premier texte, pour la commission des finances, pour souligner le bien-fondé des observations qu'elle avait formulées il y a un an : optimisme des hypothèses macro-économiques retenues alors, prévision de 2 % pour le taux de croissance - alors que la commission sénatoriale prévoyait une stagnation économique, - sous-estimation des charges accompagnées d'une majoration substantielle des ressources. Pour M. Maurice Elin (Un. cent., Ardennes), rapporteur, ce texte est « à l'image du projet de budget pour 1984 - la sanction des erreurs et des lacunes ».

Bien que la commission des affaires étrangères, appelée à donner son avis sur les crédits ouverts pour les interventions des forces françaises sur un théâtre extérieur, ait émis des réserves (« intervention trop tardive au Tchad, mission imprécise au Liban ») - auxquelles les commissaires socialistes ne s'étaient pas associés - ces crédits sont adoptés à l'unanimité.

En revanche, n'est pas approuvée la modification de la répartition, pour l'exercice 1983, du produit de la taxe affectée aux organismes de la radiodiffusion et de la télévision, après que M. Jacques Habert (non-inscrit, Français de l'étranger) a noté que Radio France internationale est la seule société à voir sa dotation réduite.

Le Sénat suit également M. Yves Durand (non-inscrit, Vendée), qui, par voie d'amendement, propose que les profits ou pertes résultant des changes soient déterminés en fonction d'une moyenne, et non du dernier cours, pour leur intégration dans les résultats imposables des entreprises. Avant de refuser de « geler » jusqu'au 31 décembre 1984 les taux des taxes départementales et communales sur l'électricité au niveau atteint le 25 novembre 1983, les sénateurs approuvent plusieurs amendements défendus par M. Charles Beaupetit (Gauche dém., Lot-et-Cher) qui prévoit que la taxe communale d'électricité est assise, d'une part, sur 80 % du montant total hors taxe de la facture d'électricité pour la fourniture faite sous une puissance inférieure à 36 KVA, d'autre part, sur 30 % dudit montant pour la fourniture sous une puissance supérieure de 36 à 250 KVA.

L'ensemble du projet, ainsi modifié, est adopté par 108 voix (P.C., P.S., M.R.G. et M.M. Moynet, Gauche dém.), la majorité sénatoriale s'abstient.

■ BUDGET 1984. - Pour répondre au souci de certains sénateurs - qui n'avaient consenti qu'à contrecoeur, à discuter de budget - le recours à la procédure de la question préalable (dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération) devait permettre de manifester par un scrutin public à la tribune (1) l'opposition résolue de la majorité sénatoriale au prochain budget, tel qu'il avait été adopté par les députés (le Monde du 20 décembre).

Avant que n'intervienne ce vote, M. Elin, au nom de la commission des finances, déplore les conditions de travail de la commission mixte paritaire qui n'a pu aboutir à un texte de compromis entre l'Assemblée et le Sénat. Son déroulement, explique-t-il, « a confirmé dans toute sa gravité le dysfonctionnement qui affecte l'institution et l'urgence qui s'attache à ce que soient définies avec précision les règles qui devraient régir ses travaux futurs ».

Pour M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R., l'échec de la C.M.P. prouve qu'« il est vain de se livrer à un examen technique et objectif car le dialogue (avec la majorité gouvernementale) est impossible ».

## Comment bien choisir (et trouver) vos collaborateurs directs :

### Bernard Krief révèle en séminaire ses secrets de chasseur de têtes.



Venez, vous aussi, tout comme les participants qui l'ont expérimenté, profiter de ce séminaire pratique et original ; voici ce qu'ils en disent :

« Il s'agit d'une véritable journée-formation qui tranche sur tant de rencontres-bavardage », « recommandable par sa qualité et son pragmatisme », « c'est une bonne remise en ordre du processus de recrutement dont les éléments sont valables même en dehors de la fonction de chasseur de têtes ».

81 % des participants déclarent en avoir retiré une réflexion sur leur façon de travailler, 78 % jugent le contenu bon, 96 % ont trouvé les aides audio et audiovisuelles efficaces, 98 % considèrent le programme de la journée bien conçu. Il s'agit d'une journée de travail intensif dans un but de réflexion (grâce aux exposés théoriques qui fondent notre méthode) mais surtout de formation pratique : vous serez délivrés des conseils concrets et des modes opératoires détaillés.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui : le nombre de places est limité, la clôture des inscriptions intervenant sans préavis.

## PROGRAMME

- 9 h 00
- Les six causes qui font qu'on ne trouve pas le bon candidat.
  - Les quatre règles à suivre pour la préparation interne du recrutement.
- Stratégie de recherche :
- Comment identifier et trouver rapidement les "têtes" ?
  - Sans publicité
  - Avec publicité
  - Comment intéresser quelqu'un au poste que vous devez pourvoir.
  - Comment analyser un C.V. et une lettre de candidature.
  - L'interview par téléphone (enregistrements).
  - L'interview de vive voix.
- (Lecture d'enregistrements vidéo d'interviews avec commentaires)
- Comment répondre aux questions suivantes :
- La candidature est-elle solide ? (risque de désistement).
  - Quelle est la psychologie de l'interviewé ?
  - Comment déceler le "dull" ?
  - Réussira-t-il dans le poste ?
  - "Comprimé" de psychanalyse et de psychologie appliquée.
- Les trois notions qui aident à comprendre un interlocuteur.
- Comment vérifier les références et obtenir qu'on vous les donne franchement ?
  - Critères de la décision finale.
  - Quatre règles pour faciliter l'intégration du nouveau venu.
  - Questions et débat.
- 17 h 30 Entretiens personnalisés.
- 18 h 30 Fin des travaux.

Notez les dates de 1984 : • Paris : 17 janvier - 20 mars - 14 juin • Lyon : 17 mai

Inscrivez-vous auprès de **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**, 115 rue du Bac 75007 Paris. Tél. : 544 38 29, poste 469 (organisme de formation agréé). Prix 5 150 F HT par personne soit 6 107,90 F TTC.

BULLETIN DE RÉSERVATION (M)

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Réserve \_\_\_\_\_ place(s) pour le séminaire "BERNARD KRIEF RÉVÈLE SES SECRETS DE CHASSEUR DE TÊTES" du \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ Je suis intéressé, mais à une autre date (de préférence : \_\_\_\_\_)

Ci-joint un chèque de 6 107,90 F TTC

**La Maison de la Sierra Leone**

T.O. SPECIALISTE DE LA DESTINATION

VOUS PROPOSE :

SUPERBE RESIDENCE, GRAND LUXE

2 PISCINES, PLANCHES VOILE

EN BORDURE DE PLAGE

A PARTIR DE 6.380 FFR PAR PERSONNE

RÉSERVATION ET RENSEIGNEMENTS

16 AV. BOCHE - PARIS 75008



## Dynamite et béton à Port-Vendres

Port-Vendres. — Un Disneyland, à la place de l'actuelle usine de dynamite ? Des explosions de... joie enfantine, au lieu des risques, toujours encourus, lorsque l'on manipule de la nitroglycérine ? Rien n'est encore décidé, mais des investisseurs sont prêts à se lancer dans l'opération, si la direction de Nobel P.R.B. (Poudrerie réunies de Belgique) maintient sa résolution de fermer la dynamiterie plus que centenaire, implantée depuis 1875 sur le site de Paillères, commune de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).

Déjà, des contacts ont été discrètement pris pour négocier l'achat des terrains, et des offres ont été également faites à des particuliers, comme le confirme Mme Françoise Pans, propriétaire d'un domaine vicieux dans la zone concernée.

M. Jean-Jacques Vila, maire de Port-Vendres — qui déclare se situer « dans l'opposition, sans équivoque de parti » — préfère que l'on ne parle pas encore de ce projet de parc de loisirs, qu'il a lui-même conçu, de peur, selon ses termes, « de le voir capoter ». C'est que les épidémies sont, sur cette frange de la côte Vermeille jusqu'ici préservée du béton — du cap Béar au cap d'Oudest, — particulièrement sensibles à la pollution du littoral. De la C.G.T., seul syndicat représenté dans l'établissement de Paillères, même si le porte-parole du personnel, M. Michel Guimard, ancien conseiller municipal socialiste de Collioure, est un écologiste — aux écologistes, regroupés dans la FENEC (1), une double bataille, étroitement liée, s'est engagée pour la « sauvegarde de l'emploi et de l'environnement ».

On peut, du reste, s'étonner de voir les militants « rouges » et « verts » se rejoindre pour défendre l'existence d'une fabrique de dynamite, aux bâtiments vétustes, où les conditions de travail laissent sérieusement à désirer, selon le maire de Port-Vendres. Certes, cette usine, dont la production d'explosifs est utilisée à des fins civiles (notamment dans le bâtiment et les travaux publics), n'est cause d'aucune pollution extérieure : les opérations qui peuvent en provoquer sont effectuées à plusieurs dizaines de kilomètres de là, dans des carrières désaffectées, sur le site de Tautavel.

Mais à l'intérieur des ateliers, certains personnels inhérent des substances toxiques qui engendrent des maladies reconnues comme professionnelles et qui suscitent des accidents comme une drogue. M. Vila a remarqué qu'au marché, par exemple, des ouvriers ont, dans leur panier à provisions, un pain de dynamite, qu'ils respirent de temps à autre.

En matière de sécurité, pourtant, l'usine de Paillères, comparée à d'autres, paraît un modèle. « Le dernier accident mortel remonte à vingt-cinq ans », assure M. Guimard. C'était en 1958. Mais un décret de 1979 a imposé des normes nouvelles et draconiennes, relatives à l'implantation et à la construction des poudreries et dynamitères, et c'est l'une des raisons majeures pour lesquelles Nobel P.R.B. veut profiter d'une restructuration au sein du groupe pour renouer à son établissement de port-vendrais : mettre celui-ci en conformité avec les nouvelles règles de sécurité nécessaires, selon ses dirigeants, un investissement trop coûteux.

L'usine pyrénéenne, qui a embauché jusqu'à trois cents personnes et qui en comptait encore cent trente en 1981, n'en emploie plus aujourd'hui que soixante-quinze. En particulier, affirme M. Guimard, membre du comité d'établissement « vingt-sept contrats de solidarité ont été signés, mais aucun d'eux n'a été honoré. Il n'y a pas eu d'embauche, et Nobel P.R.B. devra acquiescer des pénalités ».

C'est donc d'abord sur le terrain du travail que se battent, depuis

## De notre envoyé spécial

deux ans, le personnel et les écologistes.

Or, comme l'a confirmé son président-directeur général, M. Claude Napoléon, aux maires concernés, Nobel P.R.B. entend arrêter les fabrications pyrotechniques de l'usine au 1<sup>er</sup> juillet 1984, ne conservant — pour combien de temps ? — que ses activités de placage des métaux par explosifs employant dix-huit personnes.

M. Guimard et la C.G.T. remarquent amèrement que c'est l'Etat français qui prend cette décision, puisque, avec pratiquement la moitié du capital (49,75 %), la Société nationale des poudres et explosifs (S.N.P.E.) est majoritaire dans le groupe belge. Le porte-parole du personnel ajoute : « La production de dynamite a été confirmée, cette année, aux prévisions. Quant au placage (« collage ») de tôles de grande dimension pour les centrales nucléaires, les industries navales, la construction des wagons-citernes, etc.), le carnet de commandes est plein pour dix-huit mois, surtout à l'exportation ».

Mais les ouvriers de Paillères ne se font pas d'illusions : l'autorité de tutelle, en l'occurrence le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a écrit le 29 juillet dernier au président du conseil régional du Languedoc-Roussillon : « L'activité de placage des métaux par explosifs [...] ne peut, à elle seule, assurer le maintien en activité de l'usine de Paillères, compte tenu de la réduction qui se manifeste actuellement sur le marché. Il faut rechercher une solution au problème de la poursuite, dans votre région, des activités de placage des métaux par explosifs, basées sur l'utilisation du champ de tir de Tautavel ».

## Tourisme « social » et port de plaisance

Le comité d'établissement a formulé, auprès du ministre de la défense, des propositions très concrètes pour rentabiliser l'entreprise et sauver des emplois : maintenir l'activité du placage, compte tenu de l'importance des commandes ; créer « un atelier de bouillottes » (nouvel explosif sans nitroglycérine), employant vingt personnes ; assurer une fabrication réduite de dynamite (sept tonnes-jour, au lieu de trente) ; en attendant qu'une reconversion industrielle puisse être mise en place. M. Hernu n'a pas encore répondu.

Des projets de reconversion industrielle, ardemment souhaités dans le département des Pyrénées-Orientales, où, selon la C.G.T., « le taux de chômage se situe au double de la moyenne nationale », il y en a eu plusieurs, depuis qu'il est question de fermer la dynamiterie. Certains, fantasistes, comme l'implantation d'une laverie industrielle ; d'autres, plus sérieux, comme la venue d'une conserverie. Tous les plans industriels ayant échoué jusqu'à maintenant, c'est « en désespoir de cause », assure le maire de Port-Vendres, que les élus locaux se sont tournés vers la solution du tourisme. Tel n'est pas du tout l'avis de M. Marc Maillet, président de la FENEC : « En réalité, dit-il, le tout-tourisme, le tout-béton — voir Collioure, La Grande-Motte, Canet-Plage... — c'est la solution de facilité pour les municipalités, de droite comme de gauche (dans cette région, du reste, les frontières politiques sont plutôt floues) : ça rapporte, et les délégués n'ont rien à faire, puisque c'est l'équipement qui s'occupe de tout. Et puis, il faut voir comment cela se passe ici : les promoteurs immobiliers, les architectes, sont chez eux dans les maires, ayant, sans problème, accès aux dossiers ».

Avec un regard commun sur l'emploi et l'environnement, la

FENEC et la C.G.T. ont vivement combattu, tout cet été, un premier projet, présenté en juin par M. Jean-Jacques Vila au conseil municipal de Port-Vendres. Il s'agissait, selon son auteur, d'une « opération de tourisme à caractère social, comprenant un parc de loisirs, un ensemble coopératif de mille six cents lits, et des équipements collectifs avec un port de plaisance de trois cents amarrages ».

Dans son esprit, trente à quarante emplois permanents devaient être créés, pouvant aussi convenir aux travailleurs de la dynamiterie — « c'est du cynisme », disent écologistes et socialistes, — sans compter cent emplois saisonniers. Et M. Vila, qui n'est pas, lui, dans le bâtiment — il dirige les services administratifs de l'hôtel de ville de Perpignan, — voulait confier la maîtrise de l'ouvrage à l'Union coopérative d'équipements et de loisirs (UCEL), sorte d'organisme paraspécial, comprenant une quarantaine

## Un patrimoine de 24 500 hectares

Créé le 10 juillet 1975, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres est un établissement public administratif chargé de « mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et des équilibres écologiques ». Il a compétence sur 7700 kilomètres de rivages, départements d'outre-mer compris.

Subventionné assez chichement par l'Etat (le Monde, du 29 juin), mais pouvant recevoir des dons, le Conservatoire du littoral a, à cette date, environ 24 500 hectares, représentant quelque 280 kilomètres de côtes. Son objectif est de porter son patrimoine à 50 000 hectares avant la fin de 1990. Les terrains qu'il achète — au prix estimé par les Domaines — ne peuvent être revendus, sauf décision de son conseil d'administration prise à la majorité des trois quarts et ratifiée par un décret en Conseil d'Etat.

d'associations, comme le service social des armées, les foyers Léo-Lagrange ou le secteur « loisirs-vacances » des P.T.T.

## Un site « indéclassable » ?

Pour assurer cette réalisation, l'UCEL, qui exerceait une importante aide à l'Etat, devait commencer par acheter les 32 hectares (dont 23 côtes) occupés par la dynamiterie. Cependant, hormis les terrains bâtis de l'usine, le site de Paillères est classé. Et Mme Huguette Bouchard, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement et de la qualité de la vie, a personnellement confirmé à MM. Marc Maillet et Michel Guimard, qu'elle a reçu le 16 septembre dernier, qu'il n'était pas question de « déclasser ».

Le président de la FENEC s'était inquiété de savoir si « les sites classés deviendront, dans ce pays, l'objet de tractations aussi sordides que celles touchant aux plans d'occupation des sols ». D'une façon générale, le « secret », qui entoure, selon lui, les délibérations des commissions des sites.

Devant l'ampleur des oppositions — dont celle, personnelle, de M. Jean Marti, vice-président du conseil régional, maire socialiste de Cerbère, qui n'en a pas moins fait aménager une ZAC au bord d'une crique, sur le site de Capdeville — M. Vila parait avoir abandonné son premier projet. Il n'en a retenu, pour échafauder le second, que l'idée d'un parc de loisirs, mais de « dimensions européennes ». La FENEC, elle, demande — si la dynamiterie ne peut être sauvée — que le Conservatoire du littoral (voir note encadrée) rachète les terrains côtiers, les 9 hectares restants pouvant suffire au développement d'une activité industrielle ou artisanale.

Devant le conseil municipal du 4 juin, le maire de Port-Vendres avait indiqué : « Ne rien faire et laisser les choses à l'abandon, si l'usine disparaît, c'est organiser à terme un immense champ de ruines et un spectacle de désolation ». Un brin lyrique, il avait ajouté : « En matière d'urbanisme, c'est comme en amour, il n'y a que le bon ou le mal. Il y a des fautes de goût ».

MICHEL CASTAING.

(1) Fédération pour les espaces naturels et l'environnement catalan (FENEC), 13, place des Poilus, 66000 Perpignan.

## Une septième et dernière station

## De notre envoyé spécial

Montpellier. — C'est un projet encore extrêmement flou, dans l'esprit même de ceux qui sont et seront chargés de le réaliser (d'ici à... l'an 2000), mais la décision politique vient d'être prise : la septième et dernière station touristique prévue en 1983 par la mission interministérielle pour l'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, animée par M. Pierre Racine, sur cette partie de la côte (1), sera bien construite à l'embouchure de l'Aude, de part et d'autre du fleuve.

D'emblée, trois originalités doivent être relevées. La première est que cette résolution n'a pas été imposée par Paris. Le « feu vert » a été donné par les élus de Languedoc-Roussillon eux-mêmes, conscients de leur nouveau rôle dans le cadre de la décentralisation. La deuxième réside dans l'unanimité politique régionale qui a présidé à cet accord, du maire de Béziers, M. Georges Fontes (U.D.F.-C.D.S.), au député,

profondeur, perpendiculaires à la mer.

Une difficulté colossale doit d'abord être maîtrisée, comme le souligne M. Fontes : les crues de l'Aude, qui inondent régulièrement la vallée de Coursan. « Depuis Louis XIV, ajoute M. Miquel, il est question d'endiguer le fleuve jusqu'à la commune de Coursan ». Il s'agit à la fois de protéger et de transformer, dans l'esprit du projet, les zones habitées et cultivées soustraites aux inondations. Les études hydrauliques seront longues et coûteuses, avant même le premier coup de pioche. Mais, dit M. Capdeville, « nos handicaps d'hier doivent devenir nos atouts de demain ».

Pour les élus du conseil régional, ce coin de Languedoc-Roussillon recèle d'abondantes richesses « naturelles », qui doivent aider à sa prospérité : la mer Méditerranée, les étangs, le canal du Midi, les terres des Corbières et du Minervois, le carrefour caribéen vers l'Espagne. Sans parler du soleil. « Il y a tout pour tout faire. Mais il y a aussi tout à faire : la pose de la première pierre — parution : du premier pilote — n'est pas pour demain, même si l'on a déjà une idée de ce que pourrait être la station balnéaire, la cité lacustre proprement dite ».

Elle devrait avoir une ressemblance, non pas architecturale, mais spirituelle, avec Cap-d'Agde. Cette station, qui sera entièrement terminée dans quatre ou cinq ans, fonde son succès, en dehors des services classiques, sur quatre piliers principaux : des équipements d'accueil banalisés, des équipements collectifs d'animation (y compris vers l'arrière-pays), l'ouverture des commerces de l'époque à l'octobre, et la promotion dans les foires et Salons internationaux. Comme Cap-d'Agde, la station de l'embouchure de l'Aude n'aura pas de « profil sociologique », à l'instar de celui aujourd'hui bien déformé — de La Grande-Motte, par exemple.

## Des étangs et un château

Le conseil de rivage Méditerranéen du conservatoire du littoral, présidé par M. Georges Fontes, est en train d'acquiescer les terrains côtiers prévus pour réaliser cet « aménagement intégré ». Mais son action présente va bien au-delà. « Il convient, dit le maire de Montpellier, de respecter strictement les objectifs définis par la mission Racine. Pas moins, mais pas plus. Il faut donc savoir tout ce qui se trouve entre les sept stations programmées ». Autrement dit, tout soustraire, dans ces espaces littoraux, au gargantuesque appétit des « bétonneurs ». Ainsi, le conseil d'administration du Conservatoire du littoral — le plus haut niveau, donc — s'est déclaré « hostile », le 16 novembre dernier, « à la construction du lido, entre Sète et Agde (projet Atoll) ». Les terrains « restent classés en zone non constructible ».

Le lobby du bâtiment, qui gaîne ce pourtour du golfe du Lion, n'arrivera pas, lui, une statue au maire de Montpellier. « Il est vrai, conclut M. Fontes en guise de boutade, que je ne peux guère lui demander de financer ma prochaine campagne électorale ».

M. C.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE PAL. DE JUST. DE PARIS le mercredi 11 janvier 1984 à 14 h EN UN LOT

UN LOGEMENT

de 2 pièces, cuisine et entrée au 2<sup>e</sup> étage ; couloir de gauche, porte au fond des escaliers ; 3<sup>e</sup> étage, UNE CAVÉ, dans un immeuble à PARIS (19<sup>e</sup>)

105, RUE DE MEAUX

M. P. : 18 600 F.

S'adr. M. Marcel BRAZIER, avocat, 178, bd Hausmann, PARIS (8<sup>e</sup>).

Tél. : 562-39-03.

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER

7, rue St-Arte

75001 PARIS

261.51.52

Vente sur Publ. Jud. Pal. Just. Versailles (78), Avenue de l'Europe le mercredi 11 janvier à 10 h en un seul lot

à LOUVECIENNES (78) - MISE A PRIX : 500 000 F

Lien de « La Bole Bécine » et par extension Commune de MAULY-LE-ROI

compr. PAV. édifié s/TERRAIN de 2 522 m<sup>2</sup> compr. REZ-DE-CH. : entré,

cuis, gd sal, s. à m., 1 ch., cab. toil. avec w.c., pender, ling., placards ;

A L'ETAGE : 4 ch., 3 s. bns, w.c., nombreux placards ; AU SOUS-SOL : cave,

chauffière, grand garage 2 voit., 2 gdes pous, école au gar. par s/sol dr. main,

24, rue des Réservoirs à Rens. M. MOURICHOX, avocat Versailles (78). T. 950-88-57.

M. C. BLANCHON-FABRE, avocat Versailles (78), 66, rue du Maréchal-Foch ; T. 021-91-91 ; sur les lieux pour visiter T. 969-55-43.

**Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR. SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !**

**Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT**

**Le bon prix — le bon service**

**NEUBAUER**

**M. GERARD 821.60.21**

01250 1101



## JOURS DE FRANCE



# AU CAFÉ D'EN FACE L'UNION NATIONALE

François, notre élève de Sciences Po, retrouve son copain

**François :** Bonjour, me voilà !

**Le copain :** Je vous attendais, car je m'intéresse à l'Union Nationale et je voudrais que vous m'expliquiez clairement en quoi cela consiste.

**François :** Je vais commencer par vous expliquer en quoi cela ne consiste pas.

Entre 1870, date à laquelle la République a été proclamée, et 1958, date à laquelle le président Coty a rappelé le Général de Gaulle au pouvoir, les gouvernements ont toujours été des gouvernements de coalition qui représentaient 60 à 80 % des Français.

Quand le Général de Gaulle fut élu président de la République, il avait 84 % des voix, si bien, qu'à lui seul, il incarnait l'Union Nationale. Ainsi, n'avait-il consulté personne pour constituer son gouvernement.

Par la suite, cette habitude fut gardée par tous les Présidents de la V<sup>e</sup> République qui lui ont succédé jusqu'en mai 1981, date à laquelle a été élu à la présidence de la République un Socialiste, M. François Mitterrand.

C'est donc sous la V<sup>e</sup> République qu'a été réalisée la coupure de la France en deux, car il suffisait que la majorité ait 2 à 3 % de plus que la minorité pour que, en quelque sorte, la majorité soit séparée de la minorité par un rideau de fer.

C'est ainsi que, pendant les vingt-cinq ans qui ont précédé l'élection de M. Mitterrand, il n'y a pas eu un seul ministre de l'Opposition pour participer au gouvernement ni un président de grande Commission. Malheureusement, le gouvernement socialiste a suivi le même exemple.

Comme évidemment il est de l'intérêt de la France que tous ses enfants soient unis, la France coupée en deux, ce n'est pas la bonne solution, d'autant plus que la situation, depuis

1974 à nos jours, n'a fait que se détériorer, avec cependant une tendance à l'équilibre du commerce extérieur.

M. Mitterrand appelle souvent à l'union de tous les Français, mais cette union est difficile à réaliser, la minorité n'ayant que peu de confiance dans un gouvernement qui ne comporte aucun de ses représentants.

Aujourd'hui, plusieurs dirigeants de l'Opposition pensent qu'après les élections législatives de 1986, la minorité actuelle sera devenue la majorité, alors que plusieurs dirigeants de la Gauche pensent exactement le contraire.

Si on faisait un référendum pour demander aux Français s'ils sont d'accord pour l'Union Nationale, la majorité voterait oui.

Si on ne fait pas de référendum, le Président de la République et son Premier ministre devront en dégager l'esprit car, sans l'Union Nationale, tout cela se terminera forcément par une dictature de Droite ou de Gauche.

**Le copain :** J'ai très bien compris ce que n'était pas l'Union Nationale et j'ai compris également que, pour rétablir la confiance et l'union de tous les Français, il faudrait lever le rideau de fer qui les sépare.

Mais je vois au café du Commerce une jeune dame très élégante qui a l'air de chercher quelqu'un.

**François :** Cette jeune dame, c'est Marie, notre camarade de Sciences Po qui était avec nous l'autre jour. Je l'ai invitée à dîner et ensuite à aller au cinéma. Il va falloir que j'aille la rejoindre.

**Le copain :** Vous allez l'emmener au cinéma ? Ah ! j'ai compris.

**Marcel DASSAULT**  
Député de l'Oise

OFFICIERS MINISTÉRIELS  
ET VENTE  
PAR  
ADJUDICATION  
UN LOGEMENT

PROPRETE  
ADJUDICATION  
ENERGIE



## A quoi sert le service d'inspection d'une banque ?

**TOUT CE QUI SE  
TRANSFORME EN LIT  
S'ACHÈTE CHEZ  
CAPELOU**



**GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS  
1 ou 2 places • Toutes essences de bois**

**CAPELOU**

37, Avenue de la REPUBLIQUE  
75011 PARIS • Métro Parmentier  
TEL : 357.48.35







## Comment briser la dépendance pharmaceutique des pays du tiers-monde

Les pays du tiers-monde peuvent-ils se doter d'un secteur d'indépendance dans le domaine pharmaceutique ? Tel était le thème d'une réunion entre l'industrie pharmaceutique et les représentants des pays du tiers-monde que l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) vient d'organiser à Budapest.

L'enjeu est complexe : il s'agit, à la fois, de permettre aux pays du tiers-monde d'exprimer de façon rationnelle leurs besoins — humaines — dans ce domaine ; et de pousser l'industrie à admettre que son intérêt bien compris n'est pas dans la persistance indéfinie d'une domination sans partage. Celle-ci contribue, en effet, à maintenir les pays les plus pauvres dans l'insolabilité, donc dans la stagnation de marchés dont, à terme, l'industrie elle-même aura besoin.

A l'heure actuelle, a déclaré lors de l'ouverture de la réunion de Budapest le docteur Abd-El-Rahman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI, 89 % de la production mondiale de produits pharmaceutiques sont le fait des pays développés. Les 11 % qui restent consistent essentiellement en médicaments importés en vrac. Seuls quelques pays parmi les plus avancés du tiers-monde (le Brésil, l'Inde, le Mexique, ou dans une moindre mesure, le Pakistan, la Corée du Sud, l'Égypte, l'Argentine, la Colombie et le Venezuela) ont pu se doter d'une industrie locale. L'immense majorité des pays du tiers-monde dépendent entièrement, sur ce chapitre, de leurs importations.

La consommation de médicaments dans le monde reflète fidèlement les structures de la production. Moins de 30 % des habitants du tiers-monde ont accès aux médicaments modernes pour lesquels ils ont dû déboursier, au prix d'un énorme endettement, 5,5 milliards de dollars en 1980. Un montant qui devrait passer, a noté le docteur Khane, à 9 milliards en 1985. Les pays industrialisés, qui ne totalisent que 15 % de la population de la planète, utilisent à eux seuls plus de la moitié des médicaments produits dans le monde.

A titre d'exemple, la consommation pharmaceutique par tête atteignait, en 1982, 89 dollars par an en Allemagne fédérale, 83 en France, 66 aux États-Unis contre 4 au Pakistan, 2 en Indonésie, et 1,15 en Inde. Les États-Unis, à eux seuls, absorbent plus de 20 % du marché mondial et l'Europe de l'Ouest plus du quart (1).

Selon l'ONUDI, la première étape devrait donc être d'identifier les pays du tiers-monde à identifier leurs besoins en matière pharmaceutique, et à s'en tenir à l'achat de quelques médicaments essentiels. L'organisation a en recensé vingt-six, dont neuf sont produits par des firmes qui détiennent des monopoles. Il conviendrait que les pays se bornent à l'acquisition de ces médicaments de base, par le biais de centrales d'achat nationales ou plurinationales, pour les seuls besoins d'urgence — et qu'ils assurent eux-mêmes, sur place, le contrôle de la qualité des produits importés. Des tentatives en ce sens ont déjà lieu en plusieurs points du tiers-monde.

### Des transferts de technologie

La deuxième étape serait d'organiser l'importation de produits en vrac ou semi-finis et de les conditionner sur place. Le stade ultime, enfin, serait la production locale des médicaments essentiels, grâce à des transferts de technologie de la part des pays industrialisés.

La résider, évidemment, les plus fortes difficultés. Les grandes firmes ne peuvent, en effet, se contenter de contrepartie des techniques qu'elles détiennent, à terme, à moins qu'elles trouvent aujourd'hui et dans un besoin pour assurer leur avenir. Mais le tiers-monde ne peut, sauf à laisser ses habitants privés de soins médicaux, se satisfaire de la situation actuelle de totale dépendance, et de l'hémorragie financière qu'elle provoque. Dans nombre de pays en voie de développement, les médicaments à eux seuls absorbent plus de la moitié des budgets sanitaires.

Aussi l'ONUDI a-t-il lancé le projet d'établir des contrats, qui permettraient d'élaborer des clauses mutuellement acceptables par les deux parties. Une proposition, semble-t-il, trop rigide, abandonnée en profit d'arrangements plus souples, établis sur des bases bilatérales et respectant davantage chaque type de situation.

Le colloque de Budapest a aussi permis d'examiner deux problèmes urgents. Le premier a trait aux vaccins et aux produits biologiques (dérivés du sang, réactifs de laboratoire permettant d'établir des diagnostics) dont le tiers-monde a à l'heure actuelle totalement dépourvu. Sur ce point, l'ONUDI a constitué un groupe de réflexion dont elle a confié la présidence au docteur Charles Méreux, en raison de son expérience d'industriel et de sa sensibilité aux problèmes du tiers-monde.

L'organisation insiste, à ce propos, sur le paradoxe suivant : les maladies infectieuses — auxquelles existent des vaccins efficaces — croissent constamment dans les pays industrialisés où sont justement produits biologiques. En revanche, le tiers-monde est de plus en plus soucieux d'organiser des programmes de vaccination contre des maladies qui tuent chaque année cinq millions de très jeunes enfants et créent un nombre équivalent de handicapés (2), mais est totalement dépendant de ses importations. Compte tenu des programmes proposés, la demande en vaccins aura crû, d'ici à 1990, dans le tiers-monde, de cinq à dix fois par rapport à son niveau de 1975, estime l'O.M.S. En ce qui concerne les produits dérivés du sang et les réactifs nécessaires aux diagnostics, le problème se pose en des termes voisins.

Pour résoudre de telles contradictions, le schéma proposé pourrait être le suivant : que des laboratoires de contrôle (de la qualité des produits, de la non-rupture de la chaîne du froid) soient implantés dans le tiers-monde ; qu'y soient créés des unités de dosage, de conditionnement et de mélange des produits biologiques, puis des unités de production de sérum séché, nécessaire à leur fabrication. Qu'enfin les pays intéressés produisent eux-mêmes les produits biologiques, de préférence sur une grande échelle, pour assurer la rentabilité de l'ensemble.

### Utiliser les plantes

Il s'agit d'une question particulière était soumise aux congressistes réunis à Budapest : la mise au point dans le tiers-monde de médicaments à partir de plantes. La flore des pays tropicaux, en effet, a fourni la matière de très nombreux produits pharmaceutiques — tels que la quinine, la cocaïne, le curare, la reserpine, pour ne citer que ces exemples — dont la chimie moderne sait aujourd'hui réaliser la synthèse.

Mais certains médicaments contiennent d'exiger une matière première végétale très généralement issue des pays du tiers-monde, les premiers producteurs étant la Chine et l'Inde. La plaque tournante de ce type de commerce se situe à Hambourg, car la Communauté européenne, pour la seule année 1980, a importé plus de 80 000 tonnes de plantes à usage pharmaceutique — soit une valeur de 180 millions de dollars. Les États-Unis, pour la même année, en ont importé 34 000 tonnes, soit 78 millions de dollars. Ces produits achetés bruts, sont transformés dans les pays industrialisés où le principe actif en est extrait, purifié et concentré : au total, la valeur ajoutée due à ces transformations représente dix fois la valeur des extraits bruts. Les produits ainsi obtenus — à partir de quatre cents espèces végétales — sont ensuite revendus par l'industrie, y compris dans les pays du tiers-monde d'où ils viennent, provoquant une ponction supplémentaire sur leurs maigres ressources en devises.

D'où l'idée de doter les pays en voie de développement d'unités de transformation de leurs propres plantes médicinales. Au préalable, ils devraient inventorier ce qui, dans leur flore, est susceptible d'une exploitation. Dans un deuxième temps, ils pourraient produire les extraits bruts. Puis, grâce à des transferts de technologie, se doter d'usines de transformation. Le tout devant évidemment s'accompagner d'études économiques pour éviter des aberrations. Certains produits de synthèse sont en effet extrêmement bon marché, alors que des extraits de plantes pourraient, à efficacité égale, être de loin plus onéreux.

La réunion de Budapest a décidé de créer un groupe d'études sur ce sujet. L'ONUDI jouera le rôle de banque de données pour aider les pays du tiers-monde à évaluer leurs possibilités de production dans ce domaine et faciliter, à l'avenir, les transferts de technologie.

CLAIRE BRISSET.

(1) Le marché pharmaceutique mondial a représenté en 1982 81,6 milliards de dollars. Le premier marché est celui des États-Unis avec 18,5 milliards de dollars, suivi par le Japon (12), l'Allemagne de l'Ouest (5,5), la France (4,3), l'Italie (3,1), le Royaume-Uni (2,8), l'Espagne (1,6), le Brésil (1,6), le Canada (1,3), et l'Argentine (1).

(2) Poliomyélite, diphtérie, éscarie, rogne, coqueluche, tuberculose.

### CORRESPONDANCES

La dernière séance de l'homéopathie dans le Monde de la médecine — du 30 novembre 1983 nous a valu une abondante correspondance, dont nous publions ici les extraits les plus représentatifs des opinions exprimées. Nombreux sont les homéopathes qui critiquent le protocole de l'expérience britannique que nous avions citée et qui avait été complété par les homéopathes britanniques eux-mêmes. Nous avions d'ailleurs fait état — sans en détailler les motifs, faute de place — de ces critiques.

Il est permis de s'étonner que ce type de comparaison clinique avec l'effet placebo — la seule valable — n'ait pas été conduit plus souvent depuis près de deux siècles, qu'il s'agisse

## Pour ou contre l'homéopathie

d'adultes, d'enfants ou d'animaux. Le docteur F. BERNARD, d'Angoulême, président du Syndicat national des homéopathes français nous signale, à ce propos, que le syndicat qu'il préside met au point des études cliniques qui lui ont été demandées par le ministère de la santé et dont les résultats seront disponibles dans un an.

Mais faut-il exiger des remèdes homéopathiques ce que l'on ne demande pas toujours — loin de là — aux médicaments classiques dits « de confort », qui ont pour la plupart beaucoup plus d'effets secondaires toxiques et dont un grand nombre échouent — ont déjà échoué — au test du placebo ?

Il est vrai, comme le disent les médecins « classiques », que la quasi-totalité des affections dites bénignes guérissent sans intervention extérieure, par le seul jeu des défenses organiques. C'est aussi, il faut le reconnaître, la thèse que défendent les homéopathes, qui s'efforcent de stimuler ces défenses.

La collaboration entre la raison et la foi a toujours été difficile. Les facultés de médecine françaises, dans lesquelles les médecines dites « douces » ont leur entrée, n'ont-elles pas un syncrétisme qui, jusqu'à présent, avait toujours échoué ?

D.E.L.

### Des réalités expérimentales

(...) Il nous apparaît que le docteur J. P. BONIFACE fait la part trop belle à la conception vitaliste à laquelle certains homéopathes adhèrent — au début du vingtième siècle — des phénomènes observés par Hahnemann et ses proches élèves, mais qui n'est plus aujourd'hui partagée que par une infime minorité d'homéopathes, parmi lesquels du reste un certain nombre de non-médicins.

Nulle part il n'est fait référence aux recherches expérimentales qui ont été effectuées depuis plusieurs décennies dans des structures tant publiques que privées et qui sont essentielles à la compréhension de l'action du médicament homéopathique. Citons en vrac : l'élimination d'un toxique accumulé dans l'organisme sous l'effet du même toxique administré à dose infinitésimale ; les études sur la transmission de l'influx au niveau des récepteurs synaptiques, les travaux sur les plantes en germination ; les micro-organismes ; les organes isolés, etc. Il ne saurait être question de révéler ce de placebo.

Nulle situation non plus à l'homéopathie vétérinaire, qui est aujourd'hui utilisée chaque jour chez les animaux d'élevage et qui fait

l'objet d'un enseignement officiel dans les écoles vétérinaires.

Quant aux études cliniques chez l'homme, sujets de nombreuses thèses de doctorat, elles ne se réduisent pas au travail ardu sur Rhus tox, qui, même en dépit de la méthodologie homéopathique, ne pouvait évidemment que donner un résultat négatif.

A l'heure où s'entreouvrent les portes des facultés, il importe que les médecins et l'opinion soient mis au fait de ces réalités de l'homéopathie moderne qui sont à la fois expérimentales, au laboratoire et en clinique, et pratiques.

Bien des inconnues subsistent, en homéopathie tout comme en clinique et en thérapeutique « officielles ». Mais il faut éviter les contresens : nier ce qu'on ne comprend pas n'est pas la bonne méthode, non plus que l'envelopper dans un voile mystique.

Les homéopathes d'aujourd'hui s'intéressent plus à l'étude toute prosaïque de l'action et des indications des médicaments qu'à l'« esprit des remèdes ».

Docteur J. P. BONIFACE, président du Syndicat national des enseignants et chercheurs en homéopathie (Paris).

### Les animaux croiraient-ils au Père Noël ?

Comment un profane, moderne adepte de l'homéopathie depuis plus de quarante ans, voit-il cela ? Avec philosophie, et en se gardant bien d'assumer ses très nombreuses expériences personnelles, ce qui serait fastidieux et ne convaincrerait personne. Surtout pas évidemment Mme Escoffier-Lambiotte qui fait des efforts louables pour parler avec sympathie d'une discipline à laquelle elle ne croit pas beaucoup. En effet, cette médecine est « irrationnelle » c'est un « mirage », « une « magie », en ne contenant guère qu'une « part de rêve ».

Depuis qu'il existe (et il se connaît si lui-même qu'il ne sait pas qu'il est né), l'homme s'est trompé. Chaque fois qu'il s'est trompé, il a remplacé la théorie erronée par une nouvelle dont il a alors décidé qu'elle était la bonne. Et ainsi de suite. Notre époque n'échappe pas à cette loi. Aussi le sujet ne me paraît pas du tout étonnant quand Mme Escoffier-Lambiotte nous affirme que les « moyens technologiques modernes » permettent de dire qu'il n'y a « rien » dans les dilutions homéopathiques. Patience, on « attendra » d'autres « technologies », encore plus « modernes ».

(...) Elle ne dit pas un mot des vétérinaires homéopathes, car il y en a, qui guérissent chiens, chats et chevaux. Alors, que devient la théorie de la foi qui sauve ? Les animaux croiraient-ils aussi au Père Noël ?

M. R. DUMONT, Virologiste (39).

### Le mirage prend de l'épaisseur

(...) Si quelques grammaires requièrent prises à temps évitent une infection qui donnerait lieu un peu plus tard à l'administration d'antibiotiques — le mirage prend de l'épaisseur pour le malade et pour la Sécurité sociale ! Dois-je penser que médecins et pharmaciens préfèrent « rêver » de prescriptions plus lucratives ?

D. DEWAILLY, Le Canard (39).

### Je constate...

(...) Ce n'est pas mon affaire de justifier pourquoi l'homéopathie guérit, je constate. Je constate aussi que les homéopathes sont moins descripteurs que les allopathes. Ils avouent que leur spécialité ne guérit pas tout et ils avouent utiliser l'autre avec prudence quand il le faut.

monde où le matérialisme, le rationalisme, la sophistication des machines inhumaines, ont interdit le simple écoute de l'homme par l'homme et, à plus forte raison, le rêve et la magie.

Qu'est-ce que le rêve ? C'est l'esprit d'en finir avec le cauchemar de la maladie, l'engrenage des souffrances, des douleurs, des dangers qui rendent parfois plus malade qu'avant en ajoutant d'autres symptômes à la maladie en départ. Qu'est-ce que la magie ? C'est obtenir un résultat matériel par un procédé que l'on ne peut pas expliquer, peut-être parce que la science, les moyens de mesure, ne sont pas encore assez avancés. Jour après jour, les homéopathes et leurs malades sont déçus, car les succès cliniques (surtout en pédiatrie et en art vétérinaire), la recherche et les expérimentations faites sur l'animal et le végétal leur montrent que ce n'est plus un rêve mais une réalité biologique, ni de la magie, mais une thérapeutique efficace reposant sur une loi biologique (loi de similitude) et une expérimentation solide.

L'expérimentation de Rhus toxicodendron n'est pas adaptée au modèle homéopathique qui a un principe essentiel : la personnalisation du médicament. Le médicament homéopathique n'est pas prescrit pour une maladie mais pour un malade pris dans son ensemble. Donner Rhus toxicodendron systématiquement à une maladie (condraite invalidante et douloureuse des lombes et des genoux) est une hérésie homéopathique forcément vouée à l'échec. Le seul protocole possible aurait été de comparer : anti-inflammatoire, placebo et l'ensemble des médicaments homéopathiques pouvant être prescrits, car présentant une symptomatologie rhumatismale dans ses indications, sans retenir pour chaque malade le remède le plus semblable à l'ensemble de ses symptômes. La démarche d'esprit entre homéopathes et allopathes étant totalement différente, les protocoles expérimentaux le sont aussi, d'où la difficulté de les mettre en parallèle.

D. J. M. RODWICK, (Paris).

### Peut-on berner des millions de personnes ?

Dois-on reconnaître comme un dogme qu'il existe de réalité que l'homéopathie ? Oui, je le sais que, au-delà de la dilution 9 CH, il n'y a plus de matière dans ce type de remède homéopathique ; mais je sais aussi, parce que j'en ai fait l'expérience, que j'ai souvent observé sur moi-même et sur mes proches l'action des remèdes absorbés en 12 CH, voire 15 et 30 CH. Ainsi, l'expérience montre qu'autre chose que la matière peut également agir, et il faudra bien l'admettre un jour ou l'autre.

Prenez l'avis des patients : pourrais-je le berner depuis plus de cinq décennies sans des millions de personnes qui se font soigner par homéopathie dans presque tous les pays du monde ? Je ne le pense pas, et l'expérience personnelle me permet assurément d'affirmer l'efficacité de la pratique homéopathique.

J. BONIFACE, (Reims).

### Où, des rêves

Où, les homéopathes sont des rêveurs et des magiciens : rêve de guérir et magie de réussir, dans ce

(Publié)

Les SCIENCES HUMAINES vous intéressent. Vous recherchez une activité d'avenir où enfin vous exprimer :

Devenez l'ANIMATEUR RÉGIONAL d'un CENTRE de FORMATION destiné à diffuser une technique nouvelle.

Un groupe de chercheurs vous formera (par stage intensif 1 mois) : il assure l'évolution permanente des cours, conférences, formations entreprises, etc., rendant vivante l'activité profondément humaine. Formation initiale, droit d'entrée, et exclusivité régionale : 75 000 F.

Adressez vos candidatures à A.F.M.A. - BP 1237 - 31037 TOULOUSE CÉDEX.

### Trop d'indulgence

Compétition, écoute... qui n'approuverait cette exigence du médecin homéopathe (dont il n'a d'ailleurs pas l'exclusivité) ? (...) Mais, en ce qui concerne la magie et le rêve, j'ai peur que vous ne fassiez preuve de trop d'indulgence envers l'homéopathie.

Il n'y a aucune raison d'officialiser des pratiques magiques remboursées par la Sécurité sociale sous le prétexte qu'elles sont couvertes par l'autorité du médecin. Parce qu'elles sont efficaces ? Mais les astrologues, cartomanciers, etc., ne sont-ils pas aussi efficaces en appliquant l'angoisse du consultant, après pour autant rechercher une reconnaissance officielle, et le remboursement de leurs honoraires ? Le rêve n'est pas grand, en effet, l'homéopathie, de réintroduire dans la médecine l'irrationnel et la magie dont elle a eu tant de mal à se départir ? N'allons-nous pas tout droit au diagnostic d'après le ciel de naissance et à la thérapie qui selon les lignes de la main ? vers la création de facultés, d'instituts, de centres de recherche à gros budget officiellement consacré aux médecines parallèles où officieront les nafs et les « habiles manipulateurs de la nostalgie du magique » ?

CHRISTIAN LUND, Saint-Clément-Rhône (Libre).

### Un test inadapté

(...) L'homéopathie a une méthodologie qui lui est propre. C'est la conséquence du concept de « l'individualisation » ou de la « personnalisation » du médicament. C'est après l'infinitésimal, le second critère qui lui est fait.

Un médicament homéopathique ne peut être soumis aux mêmes expériences qu'un médicament galénique. Un médecin homéopathe qui se prête à ce genre d'expérimentation se place de ce fait en dehors de la méthodologie homéopathique. On peut tester l'action analgésique et anti-inflammatoire du Nalgésic d'une manière systématique. On ne peut tester de la même manière l'action de Rhus Tox. 6 CH.

Seule est acceptable l'expérimentation reposant sur le protocole suivant : Voici soixante-douze malades atteints d'une ostéorhite invalidante de la hanche ou des genoux.

— Un tiers sera traité par l'anti-inflammatoire ;

— Un tiers recevra un placebo ;

— Le dernier tiers recevra le remède homéopathique indiqué par la symptomatologie de chaque cas individuel.

Les conclusions seraient tout autres. Si le concept essentiel de l'homéopathie n'est pas respecté, l'expérimentation est viciée et sans valeur. Or ce type de protocole est systématiquement refusé à l'expérimentation homéopathique.

D. Georges DEMANGEAT, président de l'Association nationale homéopathique française, Paris.

### RECTIFICATIF

#### « Douces »

À la suite d'une erreur typographique, une citation du docteur Michel Conan-Mériadec, président de la Société française d'homéopathie et vice-président de l'École française d'homéopathie, donnait lieu à une interprétation dont il nous souligne le caractère diffamatoire.

Nous avions écrit : «... que de nouvelles écoles, dites « syncrétiques », rattachées à des laboratoires pharmaceutiques et qui pour certaines d'entre elles enseignent un amalgame de médecines douteuses, telles que la phytothérapie, la gemmothérapie, l'oligothérapie, l'organothérapie et l'acupuncture... »

Le docteur Conan-Mériadec avait, en réalité, écrit : « (l'Homéopathie) aujourd'hui, vous connaissez ? page 169 ». «... de nouvelles écoles, qui se voulaient syncrétiques, en enseignant un amalgame de « médecines douces » : phytothérapie, gemmothérapie, oligothérapie, organothérapie, acupuncture... »

«... l'homéopathie, qui n'occupait pas la place majeure mais faisait partie d'un « tout », qui n'est en fait qu'un salmigondis ».



## Une nouvelle école supérieure de commerce à Grenoble

### Former des gestionnaires adaptés aux technologies nouvelles

UNE constatation et un pari sont à l'origine de la création de l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble. Les responsables de la chambre de commerce de la ville, qui sont des gens entrepreneurs, ont mené une étude approfondie auprès des entreprises de la région. Ils ont interrogé des dirigeants de sociétés spécialisées dans la construction électrique, l'électronique, l'informatique ou la robotique. Ils se sont aperçus qu'il y avait une demande en cadres entrepreneurs capables de vendre des biens industriels notamment à l'exportation. Selon M. Maurice Cavad, président de la commission enseignement de la chambre, les entreprises recherchent « des cadres de haut niveau possédant un minimum de culture technologique pour être performants sur le marché international ». Voilà pour le constat.

Le pari faisait suite, de façon logique, à cette observation. Puisque, dans une région riche en industries de pointe, que certains n'hésitent pas à comparer à la Silicon Valley de la Californie, on manque de cadres commerciaux, formons-les !

La chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, dont la mission est d'aider au développement économique de la région « en contribuant également à l'essor économique du pays », a décidé de créer une école. Beaucoup d'ambition et de volonté ont été nécessaires aux responsables du projet pour concrétiser leur souhait. Depuis plusieurs années, les écoles de commerce privées ou consulaires se sont multipliées en France. De même certaines universités ont ouvert des enseignements de gestion dans les formations dispensées. Mais la proximité du groupe de l'école supérieure de commerce de Lyon ou encore la présence de l'université de Grenoble (Grenoble-II) d'un institut d'études commerciales et d'un institut d'administration des entreprises, n'ont pas fait reculer les responsables de la chambre.

Ils voulaient créer leur école. Ils l'ont faite. « En bon voisinage », explique M. Cavad, puisque nous avons passé des conventions avec l'université de Grenoble et avec l'Institut national polytechnique de Grenoble (I.N.P.G.). Ces conventions devaient se traduire par une possible circulation des enseignants entre les différents établissements.

Avec l'école de Lyon, les pourparlers se sont en cours. M. Cavad estime qu'ils devraient aboutir rapidement et se traduire par « un appui technique ». A l'E.S.C. de Lyon, les responsables confirment qu'une convention est prévue entre les deux écoles, « mais le contenu n'en est pas encore défini ». Selon M. Yves Reale, directeur du groupe E.S.C. Lyon, la création d'une école « Grenoble enrichit le potentiel de la région Rhône-Alpes en matière de formation à la gestion ».

Avec beaucoup de malice, le directeur précise que « le domaine choisi par les promoteurs grenoblois, la vente de produits industriels, est celui que l'E.S.C. de Lyon mène depuis sept ans dans ce sujet à l'Institut de l'Université de Lyon ». L'Institut de l'Université de Lyon, qui constitue la plus importante équipe de recherche en France dans le domaine du marketing des biens industriels.

Des accords aux frontières, la construction en ville, dans le quartier Hoche, d'un immeuble moderne abritant sur cinq étages la chambre

### « Nous avons comblé un vide » déclare M. René Michel président de la Chambre de commerce

M. René Michel, président de la Chambre de commerce, nous explique la raison d'être de l'école supérieure de commerce de Grenoble.

« Pourquoi la Chambre de commerce de Grenoble a-t-elle jugé utile de créer une école de haut enseignement commercial ?

« Tout d'abord, pour répondre à une demande très forte des entreprises régionales, mais aussi parce que, nous installant dans de nouveaux bâtiments, nous avions l'opportunité d'accueillir au sein même de la Chambre de commerce une école qui manquait à Grenoble.

« Grenoble est, en effet, la seule agglomération de plus de quatre cent mille habitants qui ne soit pas dotée d'une école supérieure de commerce.

« Dans le domaine de la gestion, nous avons constaté que les formations existant sur Grenoble, comme celle dispensée à l'Institut d'administration des entreprises (I.A.E.) ou à l'Institut d'études commerciales (I.E.C.), d'un très bon niveau, étaient cependant insuffisantes. D'autre part, Rhône-Alpes, deuxième région économique de France avec vingt mille entreprises de plus de dix salariés, ne dispose que d'une seule école de commerce. Sup de Co de Lyon.

« Enfin, nous estimons qu'une des faiblesses de notre appareil industriel tient à l'absence de compétitivité de certaines entreprises dans le domaine commercial, à l'intérieur qu'à l'extérieur. La France, et tout particulièrement la

de commerce et des salles de cours, semble prêt pour accueillir l'école. Encore faut-il nécessaire de définir des programmes et surtout des objectifs spécifiques, puisque c'est cela qui distingue de plus en plus les écoles supérieures de commerce des autres établissements d'enseignement supérieur.

« A la base de ce projet, un postulat : « L'école formera des responsables de haut niveau capables de gérer l'entreprise, en s'intégrant aux spécificités économiques de la région ». Ces spécificités se caractérisent, selon les responsables de la chambre, par des industries de pointe très performantes qui ont su s'adapter à l'évolution des marchés comme celle des technologies. Elles recherchent donc des cadres aptes à assurer leur ouverture internationale.

« Les futurs diplômés devront d'abord être des généralistes, prenant en compte l'ensemble des fonctions de l'entreprise : production, vente, comptabilité, personnel, finance, relation avec l'environnement... Le B.A.-ba des promotions de quatre-vingts à cent élèves au cours des deux premières années. L'accès à l'école intervient à la suite des épreuves d'admission (concours commun aux ESCAE pour les élèves des classes préparatoires au haut enseignement commercial) et des épreuves d'admission (oral de langue vivante et entretien) spécifiques à l'école. Dès la première année, les élèves doivent avoir un ensemble de techniques de gestion : production, gestion de la qualité, gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion commerciale, gestion sociale et gestion de l'environnement.

« A la fin de l'année, il y a une période de stage en entreprise et d'évaluation des stages.

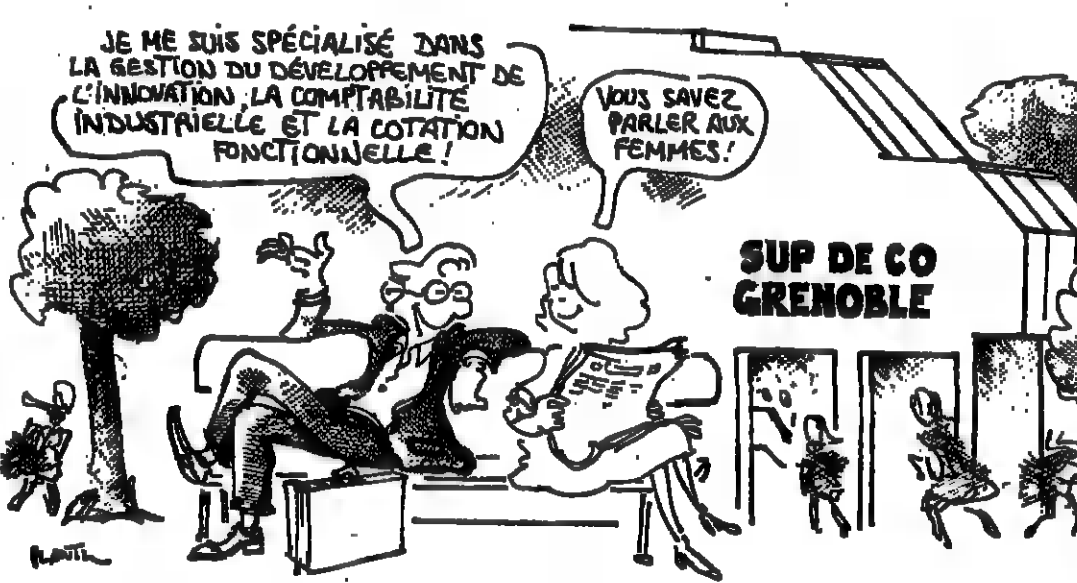
« Avant le début de la troisième année de cours, un stage à l'étranger de six semaines dont l'évaluation a lieu au fin d'année. L'enseignement théorique est une meilleure connaissance de l'environnement économique, juridique et social de l'entreprise et un approfondissement des techniques de gestion permettant de mener une politique commerciale, financière, sociale et de gestion de l'environnement.

Tours était inaugurée, ce qui portait le nombre des ESCAE à dix-sept (1). Mais 1983 est aussi l'année de l'annonce de la création d'une nouvelle école à Grenoble.

Cette création répond à une demande des entreprises régionales. L'explicite dans l'entretien que nous publions M. René Michel, président de la chambre de commerce. Grenoble compte en effet des entreprises modernes, capables d'innover, à la recherche de cadres à même de promouvoir et de vendre des produits à haute technologie. Pour former les gestionnaires à l'avenir, les responsables de la chambre de commerce de Grenoble ont imaginé un projet pédagogique qui privilégie la culture technologique. L'école doit accueillir une première promotion d'élèves, à la rentrée scolaire 1984, pour leur enseigner la vente et l'achat de biens industriels prenant en compte la dimension internationale des marchés.

Vaste programme, que les responsables de la chambre de commerce aspirent mener à bien avec l'aide d'autres écoles et même d'universités grenobloises. Avec, aussi, le soutien d'une municipalité nouvelle qui cherche à répondre aux souhaits des commerçants et des industriels de la ville. — S. B.

(1) Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Le Havre, Lille, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Pau, Poitiers, Reims, Rouen, Toulouse et Tours.



Dessin de PLANTU

schémas de biens industriels parfaitement rodés au stade de la négociation internationale des contrats. Nous nous ferons un devoir d'armer nos étudiants sur tous les traque-nards qui font que les entreprises gagnent ou perdent de l'argent en signant de bons ou de mauvais contrats. Il n'est plus possible aujourd'hui que des jeunes se forment sur le coup d'un coup d'éclat, mais par les entreprises qui les emploient.

« L'entreprise doit, aujourd'hui, disposer, tant sur le plan national que sur le marché international, de vendeurs de haute compétence, hommes à terrain présents sur le marché aptes à travailler avec des partenaires français et étrangers.

« Dès son arrivée à la tête de l'E.S.C., l'actuel président de la République a regretté que la France manque de vendeurs et a affirmé que leur formation était une impérieuse nécessité. Dans tous leurs discours, les ministres rappellent cet objectif. Notre école s'inscrit dans parfaitement dans cette perspective. C'est la raison pour laquelle nous avons reçu un accueil très favorable auprès de tous les ministères et que notre projet, lancé il y a dix-huit mois seulement, a abouti si rapidement. Nos partenaires se sont rendus compte que notre école n'avait pas les objectifs que les autres écoles supérieures de commerce et qu'il s'agissait véritablement d'un type nouveau d'école.

« On constate habituellement que, lorsqu'une école supérieure de commerce se crée, elle s'enferme dans sa tour d'ivoire et ne s'ouvre pas à l'environnement. En sera-t-il de même à Grenoble, où l'environnement est très riche ?

« A Grenoble, les relations entre l'Université et l'industrie sont depuis très longtemps une source d'en-

richissement mutuel. L'industrie et l'Université ont travaillé main dans la main. Ces toutes dernières années, nous avons assisté à un développement extraordinaire de la demande des universités vis-à-vis de l'industrie. De très nombreux chercheurs n'ont qu'une idée en tête : travailler avec des industriels, leurs découvertes. Au C.N.R.S., au Centre d'études nucléaires, à l'Institut national polytechnique de Grenoble, les personnes s'occupent spécialement des rapports Université-industrie. Aussi, il est naturel que l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble ait signé plusieurs protocoles d'accord avec les universités grenobloises, qui deviendront ainsi des partenaires privilégiés de l'école.

**Ouverture vers la technologie**

« Par exemple, nos relations avec l'Institut national polytechnique de Grenoble sont très importantes. En effet, nous sommes très indispensables de donner à nos étudiants un enseignement de technologie. Là aussi, nous innovons par rapport aux autres écoles supérieures de commerce.

« A Grenoble, l'enseignement technologique est une part non négligeable de leur temps à l'enseignement technologique. Nous souhaitons donner à nos étudiants la capacité de comprendre la philosophie technique des entreprises et, que, l'une d'elles, ils soient en mesure de s'intéresser aux produits qui sont fabriqués afin que sur le terrain de la vente ils puissent dialoguer avec leurs clients français et étrangers en ne commettant pas d'erreurs psychologiques et techniques graves avec eux-ci.

Dans cette perspective, nous nous efforçons de travailler en étroite collaboration, notamment

avec les grandes écoles d'ingénieurs de Grenoble et de prendre largement en compte l'environnement universitaire très riche qui nous entoure. Nous avons ainsi signé de nombreux protocoles d'accord avec l'Institut national polytechnique de Grenoble (I.N.P.G.) et nous nous efforçons de concrétiser ces accords.

Cette école d'ingénieurs attend beaucoup de l'Ecole supérieure de commerce pour développer les formations à la gestion et à la gestion commerciale de ses propres ingénieurs. Corollairement, les élèves trouveront au sein de l'I.N.P.G. une formation technologique de grande qualité.

Toutefois, il ne faut pas avoir de malentendu. Notre école s'inscrit totalement dans la philosophie de l'enseignement commercial. Elle sera d'abord une école de haut enseignement commercial. Mais nous avons un accord de coopération avec l'environnement et un accord de recherche de synergie avec l'université grenobloise. C'est là une nouvelle preuve du dynamisme de notre école.

Enfin, il faut souligner que notre école s'inscrit dans un milieu économique tout à fait exceptionnel qui devrait permettre une formation en alternance. Par sa taille, par la variété de ses conditions naturelles, par ses données démographiques, par la diversité de ses activités économiques, la région Rhône-Alpes est une région-école de l'industrie française.

Cette position d'avant-garde du pôle grenoblois a fait appel à la « vallée de la vallée de la vallée » française par analogie à la Silicon Valley en Californie, une proportions garanties. Une école supérieure de commerce faisait cruellement défaut à cette région. Ce vide est comblé.

— Claude Francillon par CLAUDE FRANÇILLON

**Un esprit « pionnier »**

Cet enseignement spécifique intègre l'outil informatique comme aide à la décision et à l'innovation de la production. A l'image des autres écoles de commerce, et notamment de la dernière-née, l'école de Tours (1), les responsables grenoblois privilégient la mise en place d'une salle informatique. « En plus », ajoute M. Cavad, la région est un pôle essentiel de la recherche et de l'application des techniques informatiques grâce à la présence de nombreuses sociétés travaillant dans ce domaine.

Les locaux de l'école doivent faciliter le travail en groupes restreints (un maximum de promotion) ou en équipes (un quart de promotion). L'existence de petites salles de travail favorise la recherche sur le cas d'entreprise. Le professeur permanent doit progressivement se mettre en place pour assurer un effectif d'environ 100 enseignants complétés par une équipe de vacataires et d'assistants.

Les responsables du projet souhaitent que les futurs diplômés puissent, lorsqu'ils auront acquis une expérience professionnelle suffisante, venir travailler pour leur entreprise. Pour M. Cavad, c'est un esprit « pionnier » qui doit être inculqué aux étudiants. A eux de transmettre le savoir et le savoir-faire qui ont permis à nos entreprises de prospérer. Un tel enseignement nécessite une coopération étroite entre les entreprises et l'école. Les entreprises de la région ont une responsabilité particulière à jouer en matière de formation.

Les responsables de la chambre de commerce de Grenoble comptent beaucoup sur cet appui de l'environnement économique. Ils en ont besoin pour mener à bien leur projet. Mais ils ne disposent pas — et pour cause — d'un réseau d'anciens élèves qui, ailleurs, assure le succès d'une école de commerce. Faut-il, de relais, les animaux de la chambre de commerce ont recours aux slogans pour lancer leur école. Adoptez en 84 le look grenoblois et la réussite... proclame leur publicité. En bons gestionnaires, ils ont longuement étudié leur marché. Les élèves se préparent à la réussite.

— Serge Bolloch.

(1) Lire dans le Monde 15 juin : « L'école supérieure de commerce de Tours privilégie les nouvelles techniques informatiques ».



Merci de bien vouloir retourner  coupon-réponse à Alain CARRIGNON,  de Grenoble, Hôtel  Ville - 11, bd Jean-Pain - 38000 Grenoble

**Et moins cher :**  
 120 francs par jour  
 de Grenoble sans proposition  
 de mariage.  
 120 francs en hôtel,  
 120 francs complets (7 jours),  
 120 francs double en chambre  
 double, 120 francs  
 double en chambre de  
 1130 F par personne

**EN DAUPHINÉ  
"C'EST TOI"**



# LA NOUVELLE MUNICIPALITÉ DANS SES MEUBLES

## L'après-Dubedout

La gauche hétéroclite pense ses blessures et la droite triomphante s'installe dans son nouveau pouvoir. Dix mois après la victoire de M. Alain Carignon (R.P.R.) sur M. Hubert Dubedout (P.S.), qui gérait la ville depuis 1965, les battus n'en sont pas encore revenus, et les vainqueurs eux-mêmes se demandent s'ils ne rêvent pas.

Le fait est là : M. Carignon, trente-quatre ans, tient les rênes de la ville olympique jusqu'en 1989 (au moins), et le maire « sorti » parti, titulaire depuis le 14 décembre de la présidence. Il faut bien dire que la victoire de l'Association technique de l'importation charbonnière, une ville métamorphosée, un bilan dont chaque quartier, chaque rue porte l'évidente marque.

Il laisse aussi des amertumes et des tentatives d'explication de sa défaite. Ses amis insistent sur le fait qu'il a été victime du mouvement national de désaffection pour la gauche, prouvé par le taux d'abstention dans les quartiers populaires. Les amis de M. Carignon, à l'inverse, mettent leur victoire au compte d'une campagne positive, jeune et moderne. Comme leur maire.

Le fait est, mais il faut le comprendre. Grenoble a deux visages. Il y a les vrais Grenoblois et les Grenoblois d'importation. Les premiers, nés dans une petite ville, l'ont vue grandir très vite - trop vite - dans les années 50 et 60. L'expansion les a surpris, dépassés, entraînés malgré eux. Tout s'est déroulé sans leur ville leur avait échappé, avait été subtilisée peu à peu par des citoyens sans attaches. Hubert Dubedout fut le symbole de cette mutation qui vit le centre-ville - lieu de fidélité au passé, plus nobles aux plus mesquines - débordé, annulé, englouti par les vagues de la modernité.

Mars 1983 fut leur revanche. Un commerçant résume ce retournement : « Les familles

Grenoble ont toujours eu le sentiment de s'être fait voler leur ville. Maintenant elles peuvent se dire : c'est de nouveau nous qui avons le pouvoir. »

Alain Carignon, grenoblois de souche, a eu depuis des années travaillé sur ces forces sociales et économiques tenues à l'écart de la gestion d'une ville moderniste et, finalement, imprudente. Mais il n'aurait pas suffi qu'il s'appuyât sur l'électorat du centre-ville, les commerçants pour s'emparer de toute la ville. Il lui fallait présenter aussi à certains néo-Grenoblois l'image d'un projet dynamique. Il a eu d'autres catégories d'habitants en rendant crédible, à leurs yeux, une alternance qui ne soit pas un simple retour en arrière, frileux, mais un projet marqué par les nouvelles de la droite. Il a réussi.

### Héritage

Sa victoire, il la doit autant à la paralysie de ses adversaires - tranquillement assis sur un pouvoir qui paraissait éternel et très occupés à constituer une liste respectant les dogmes - qu'à l'activité de la gauche unie - qu'à l'activité de ses militants et à son programme.

Le pouvoir conquis, reste à gérer l'héritage et à tenir les engagements. Dans les deux cas, ce n'est pas une mince affaire. Dix-huit ans de gestion Dubedout, cela ne se fait pas oublier en un jour. Et d'ailleurs, nous dit Alain Carignon : « Je ne veux pas tout casser. Il y a une partie du bilan qui est acceptable. »

Depuis dix mois, il s'est installé dans ses meubles. Littéralement : il a fait révoquer le bureau du maire, son goût. Et, dit-on, à grande frais, ce qu'il dément avec indignation, chiffres fantaisistes ayant circulé à ce propos.

Il a d'abord assis son pouvoir sur une nouvelle organisation de la mairie. M. Dubedout disposait d'un cabinet fort restreint, les élus étant chacun dans son domaine - en liaison directe avec les services.

« Dubedout était le prisonnier de la Tour », dit en souriant M. Bony, qui dirige la campagne de M. Carignon et dirige maintenant son cabinet. La « Tour », ce sont les bureaux des services de la mairie, tout d'acier et de verre. « Pour nous, dit M. Bony, il n'y a qu'un pouvoir, c'est celui des élus. » Il faudrait ajouter : et du cabinet. Car M. Carignon s'est d'un coup de dix personnes qui jouent un rôle essentiel dans l'application de sa politique.

Tous les lundis le maire réunit les membres de sa liste - élus et non élus - le cabinet, les secrétaires généraux et adjoints. Les chefs de service de la mairie viennent « plancher » devant cet aéropage, quand on leur demande. L'opposition se plaint de ce système et estime que les commissions et le conseil municipal ne sont que des lieux de rhétorique puisque les décisions - des plus importantes aux plus minimes - sont préparées dans ces réunions de lundi.

En revanche, M. Carignon flatte d'être pour l'opposition et respect qu'il n'est pas que de façade.

« Je suis, dit-il, le maître de la ville. J'ai reconnu l'opposition municipale. Elle dispose de moyens légitimes d'expression. » Il s'agit d'un bureau, d'un secrétaire pour chacun des deux groupes (socialiste et communiste) et de deux secrétaires pour la ville, Grenoble-municipal. M. Jean Verhac, président du groupe socialiste, n'en découvre pas, mais il affirme qu'au conseil général, par les socialistes, l'opposition, mieux traitée, ce que conteste Carignon.

### La méthode Carignon

Pecadilles. Ce qui compte, c'est l'exercice du pouvoir. « La méthode », dit le jeune maire. Et de citer les réunions - une quinzaine - organisées dans les quartiers pour débattre du projet de budget pour 1984. « C'est en parlant », dit-il, « que les citoyens (maître », disent les tracts). Le goût du contact direct avec les citoyens, séduisant en soi, ne va pas sans frustrer les intermédiaires que sont les organisations et les associations, voire, parfois, d'autres qui pen-



Destin de CAGNAT.  
M. Alain Carignon

vent avoir le sentiment d'être court-circuités et parfois méprisés.

Gérer Grenoble d'une poigne ferme sans provoquer l'adversaire qui guette la moindre erreur. Tenir les promesses faites à son électorat - la maîtrise des impôts locaux - sans annuler le progrès permis par la gestion précédente. Modifier le paysage socio-politique de la ville, pour associer durablement son pouvoir, sans provoquer trop de conflits. Telle est la crête sur laquelle doit se tenir Alain Carignon.

Pour l'instant, il y est parvenu. « Il est astucieux », dit un opposant. Et habile. A-t-il fait approuver, lors d'un référendum municipal, un projet de tramway auquel il est favorable - le « oui au tramway » et qui, de la sorte, a accueilli un peu plus la légitimité du maire. La gauche a été prise à contre-pied, elle qui, la première, avait eu l'idée du tramway - mais pas celle du référendum.

M. Carignon a une obsession, un objectif : réduire les impôts locaux. Les commerçants l'ont pour cela activement soutenu, et c'est sur la réalisation de cette promesse qu'il sera jugé. Promesse ou promesse ? Tous les budgets sont par les comptes sociaux, incontestables, sauf à tout chambouler. La marge de manœuvre ne porte ici que sur moins de 10 % de l'ensemble.

M. Jean-Jacques Guillemot, adjoint aux finances, a annoncé la couleur en novembre : « Pour le fonctionnement, il faut envisager une baisse de 4 %. L'aide de la ville aux associations et au secteur paramunicipal en règle générale devra baisser de 15 %. [...] Cette baisse ne saurait être mathématiquement appliquée. La recherche d'économies doit être effectuée hors frais de personnel. »

### Budget, mon doux plaisir

Cela ne suffira pas : il faudra encore se résoudre, en 1984, à voter les impôts locaux augmentés de 11 % à 12 %, soit nettement plus que l'inflation prévue. Pourquoi non ? « Nous avons toujours dit qu'il ne faudrait pas espérer un budget satisfaisant », dit-il, « ou 1982. Le budget 1983 n'est pas encore un budget Carignon », dit-il à la mairie. Et le maire réplique à tous ses interlocuteurs : « Nous avons un coup de barre à notre pétiolier, il mettra dix ans pour faire son voyage. Le budget 1984 est une partie de l'héritage sur laquelle nous n'avons que peu de prise. »

Dans le même s'affrontent deux conceptions de la vie sociale. Les

socialistes ont depuis dix-huit ans multiplié à Grenoble les équipements sociaux, culturels, de santé, directement, soit par le soutien financier apporté à des associations. M. Carignon veut inverser la tendance. « Les précédents élus, dit-il, géraient la ville comme si ses moyens n'avaient pas de fin ». A quoi M. Verhac (P.S.) réplique : « L'objectif de la nouvelle municipalité est la diminution du rôle des équipements publics. C'est du gauchisme, la nouvelle droite à la mode grenobloise. » Le journal de la ville a publié en novembre un reportage sur la gestion du New-York, lequel on pouvait lire ces propos du maire de la ville américaine rapportés avec délectation : « Il ne faut pas laisser parler son cœur quand on n'a pas d'argent à dépenser », et le journaliste d'ajouter : « Les problèmes qui se posent à la capitale du Dauphiné sont les mêmes que ceux qui se posent à ceux qui ont le moustache américain. »

On va donc freiner les dépenses, les associations seront les premières à trinquer. Les associations qui gèrent de nombreux équipements de la ville de Grenoble et la bête noire de l'opposition d'ailleurs, M. Carignon : « Le poids excessif des structures permanentes, des équipements qui valent la peine d'être entretenus, la population ». On va peu à peu leur rogner les ailes.

A long terme, si l'opération réussit, les Grenoblois paieront peut-être moins d'impôts mais quid des services qui leur sont rendus ? On va dévaliser l'Université, dit un observateur.

Ainsi Grenoble nouvelle... Le labo de la nouvelle gauche, vibration d'idées, foisonnant d'inventions, rentre dans le rang, la rigueur Carignon s'ajoutant à la rigueur Delors.

M. Verhac n'y croit pas. Cette rigueur locale. Il note que des dépenses nouvelles étant quand même prévues, il faudra - 20 millions d'économies de plus que ce qui a été annoncé. Où les trouver en douceur, cette année et les suivantes ?

Les commerçants grenoblois, qui aspirent à cette réduction des impôts, attendent beaucoup de M. Carignon et de la chambre de commerce dont le président figurait en bonne place sur sa liste. Mais n'attendent-ils pas trop ?

Il y a quelques semaines, un accroc significatif s'est produit. Un d'artisans - baptisé Artisa - était prévu à Grenoble pour le début décembre. Un rassemblement d'habitants levés dans le petit commerce grenoblois sur le thème : ces artisans venus d'ailleurs vont nous voler notre clientèle la veille d'Artisa ! Le maire, coincé entre les artisans et les commerçants, a finalement tranché : d'une semaine. Or les villes, c'est aussi gérer les contradictions. L'épisode d'Artisa, les les commerçants sont gaussez, illustre à leurs yeux la difficulté que résume un ancien responsable : « Je ne vois pas comment le maire va pouvoir défendre longtemps la fois l'intérêt général et la somme des intérêts particuliers ». A quoi le maire peut répondre qu'il n'y a pas d'intérêt général ni des intérêts particuliers ne sont pas respectés.

BRUNO FRAPPAT.

## 30 000 étudiants

Trois universités, de nombreuses écoles d'ingénieurs, des laboratoires associés au C.N.R.S. Le réseau grenoblois peut être fier de ses formations d'enseignement supérieur. Les vingt-huit mille étudiants de la région représentent 3,5 % du nombre des jeunes fréquentant les universités, mais que la population de la région n'augmente que pour 1,7 % de la population française. Les universités grenobloises attirent beaucoup de jeunes des départements voisins et même de la grande région Rhône-Alpes. En développant des formations spécifiques, les établissements de Grenoble ont su résister à l'attraction de leurs homologues lyonnais.

L'université scientifique et médicale (Grenoble-II) ressemble à des disciplines des sciences exactes et des laboratoires de recherche. L'université des sciences sociales (Grenoble-I), première université française dirigée en établissement public à caractère scientifique et culturel en 1970, regroupe les anciennes facultés des sciences humaines, de droit et de sciences économiques. A côté des U.E.R. traditionnelles (droit, philosophie, histoire...), cet établissement comporte aussi des instituts, comme l'Institut d'études politiques, l'Institut des sciences sociales et mathématiques appliquées (ISMA), l'Institut d'administration des entreprises ou l'Institut d'études commerciales.

L'université de Grenoble-II dispense des enseignements en français et en langues. C'est là que se retrouvent plusieurs disciplines de pointe technique et technologique qui trouvent leur maison et

un grand nombre de chercheurs et de chercheurs variés à la région grenobloise d'appareils, depuis une dizaine d'années, comme une composante importante de l'enseignement supérieur en France. Le personnel universitaire du domaine des sciences humaines n'a maintenant plus de secret pour les universitaires. Ni l'Institut pour les responsabilités politiques, pulque, en 1974, M. Jean-Pierre Soisson, alors secrétaire d'État aux universités, a demandé à M. Jean-Louis Guillemot, président de Grenoble-II, de participer à son cabinet. En 1975, M. Jean Savary a été nommé directeur général des enseignements supérieurs d'un autre Grenoblois, M. Jean-Jacques Fayon, ancien président de Grenoble-I.

## POURQUOI SKIER ENTASSÉ QUAND ON PEUT SKIER DÉCONTRACTÉ ?

### Et moins cher :

11 stations autour de Grenoble vous proposent en janvier, une semaine en hôtel, pension complète (7 jours), chambre double et ski illimité (6 jours), piscine et patinoire à partir de : 1130 F par personne.



CHAMROUSSE / LE COLLET D'ALLEVARD / LES SEPT LAUX / ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE / LES PETITES ROCHES / ALPE D'HUEZ / AURIS / LES 2 ALPES / AUTRANS / LANS EN VERCORS / VILLARD DE LANS :

EN DAUPHINÉ, JANVIER  
"C'EST TOUT BON !"

Renseignements : Comité Régional de Tourisme - B.P. 227 - 38019 Grenoble Cédex

## LE "COUP DE POUCE" AUX ENTREPRISES...

L'heure du choix. Il me faut décider : implanter mon usine, mais pas n'importe où, installer mon atelier, mais pas n'importe comment, m'agrandir, trouver de nouveaux bureaux, ouvrir un commerce. Quelle formule retenir : louer, acheter ? Quels financements envisager ?

Pour obtenir un conseil, il vous suffit de téléphoner à la SADI. Vous trouverez là votre interlocuteur : il définira avec vous les solutions et facilitera vos démarches.

C'est vrai que la SADI est le premier aménageur d'entreprise du département. C'est vrai aussi qu'elle peut tout simplement guider votre choix. C'est simple, rapide. C'est tout le coup de pouce de la SADI.

d'Aménagement du département de l'Isère, 4, rue Jean Bocq, 38000 GRENOBLE CEDEX

Sadi

L'Isère, trois en le meilleur parti

GRENOBLE (74) 51.06.94/VIRON (74) 55.94.55/BOURGAIN JALLIEU (74) 93.61.45/VIENNE (74) 85.58.70



## Une région riche en industries de pointe

**M**ALGRÉ les multiples crises qui ont secoué l'industrie grenobloise, celle-ci a toujours réussi sa reconversion en s'orientant vers des technologies de pointe. L'hydroélectricité marqua le début du développement industriel de Grenoble, qui sut exploiter rapidement les avantages d'une énergie peu coûteuse et aisément transportable. L'électrochimie et l'électrometallurgie connurent un rapide développement. La construction mécanique (Neyric), électrique (Merlin-Gérin) et l'industrie papetière devinrent ensuite les principaux industriels les plus actifs de la capitale des Alpes.

Ces industries ont toujours appuyé leur développement sur les laboratoires publics et privés installés dans la ville. Une tradition, constamment maintenue, de contacts et de liaisons permanentes recherche-industrie a permis la création et le développement de nombreux emplois industriels à partir de technologies de pointe. Les laboratoires grenoblois (1).

Quant à l'industrie grenobloise, depuis 1975, près de mille emplois tous les ans, seule l'électronique, devenue le troisième secteur industriel de la région, après la mécanique et la transformation des métaux, fait figure d'exception. Trois mille emplois nouveaux ont été créés dans la filière électronique, qui rassemble désormais sept mille huit cents personnes dans quatre-vingt établissements de production de matériels et de services en informatique. Cet ensemble s'appuie sur un potentiel de recherche, lié directement

à l'électronique, fort de trois mille personnes.

Le secteur des composants est aujourd'hui le point fort de l'industrie grenobloise avec plus de deux mille deux cents salariés, dont la plupart dépendent du groupe Thomson. Celui-ci dispose, dans l'agglomération, d'une importante unité de fabrication de circuits bipolaires (Thomson D.C.I.). Il contrôle la EFCIS, qui fabrique des circuits intégrés très sophistiqués.

L'informatique et la construction des ordinateurs, représentées à Grenoble par deux grands groupes, la Société européenne de mini-informatique et de systèmes (SEMS) et l'entreprise Hewlett-Packard (huit cent cinquante salariés), voient également se développer des petites sociétés comme SYMAG, promises, semble-t-il, à un avenir brillant.

Quant à la société Merlin-Gérin, elle a parfaitement réussi la diversification de sa production en développant une large gamme d'activités industrielles : équipements électroniques et aux automatismes. Enfin, autour de ces sociétés gravitent une multitude de petites entreprises de haute technologie qui font aujourd'hui la fierté de Grenoble. Une originalité de plus pour la ville : la plupart de ces entreprises sont installées dans un parc de technologie avancée, la Z.E.R.S.T. (zone pour l'exploitation et la réalisation scientifique et technique), qui n'admet en son sein que des entreprises dont les activités sont essentiellement liées à l'innovation et à la valorisation de la recherche.

C. F.

(1) En 1983, dix mille personnes travaillent pour la recherche à Grenoble.

## DEUX POINTS DE VUE

### Adapter l'enseignement de la gestion au nouvel environnement international

par JEAN-MARIE DOUBLET (\*)

**L'**ENSEIGNEMENT de la gestion a connu, au cours des deux dernières décennies, un développement considérable. Certes, la création des premiers instituts d'administration des entreprises (I.A.E.) dans les universités en 1955 marquait une première étape significative. Mais c'est dans la seconde moitié des années 60 que la prise de conscience de la formation comme enjeu décisif dans la stratégie des entreprises apparaît tant pour les pouvoirs publics que pour les chambres de commerce et d'industrie et les partenaires sociaux. C'est l'époque où le livre de Jean-Jacques Servan-Schreiber *Le Dénouement* vulgarise les grands thèmes du management et où la presse commence à s'intéresser aux cadres.

La création de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE), laquelle sont associés différents organismes représentant les entreprises, dote le système de formation de l'outil qui lui manquait, outil qui va accompagner et souvent permettre la transformation d'un enseignement qui se voulait avant tout commercial. Les établissements ne disposaient souvent à cette époque que d'enseignants vacataires issus des entreprises. Pour combler le retard pris dans ce domaine par rapport à plusieurs pays, la Fondation va favoriser la constitution, dans les écoles supérieures de commerce et dans les I.A.E., de corps professoraux permanents, pratiquant eux-mêmes la gestion. Elle va promouvoir de futurs enseignants venus d'horizons divers, d'ingénieurs, de l'université, des entreprises, d'étrangers, par exemple, en Amérique du Nord, une formation spécialisée sanctionnée, pour une fraction importante d'entre eux, par un diplôme équivalent au diplôme d'Etat français.

A partir de 1974, la Fondation cesse d'envoyer régulièrement des étudiants outre-Atlantique. Elle estime que les futurs enseignants de gestion peuvent désormais être formés en France. C'est le cas

moment-là qu'un doctorat de gestion est créé dans notre pays. Ses ambitions en matière de recherche et de formation de professeurs bénéficient du concours et du soutien actif de la Fondation. Des programmes de formation doctorale en gestion dans les I.A.E., à l'université Paris-DK Dauphine, à l'ESSEC et au CESA, témoignent de la volonté de développer une formation et une pratique du management à la française. La publication de la *Revue française de gestion*, qui valorise les résultats de la plupart des recherches et fait connaître celles-ci dans les entreprises, est à cet égard également significative.

Pour l'enseignement français de la gestion, cette période de consolidation se durcit jusqu'à début des années 80. Elle ne concerne pas que les troisièmes cycles puisque, dans le même temps, les enseignements de gestion se développent avec succès dans le monde des écoles anciennement commerciales, dont les rénovant les programmes en profondeur. Ils attirent ainsi un nombre croissant d'étudiants. Dans les universités, certains programmes apparaissent aussi, également, des rénovations universitaires de technologie (I.U.T.) dans les deux cycles techniques, de commercialisation (T.C.) et gestion des entreprises (G.E.A.), des administrations (G.E.A.), des sciences de gestion (M.S.G.), et des sciences comptables et financières (M.S.T.C.F.) des sciences de gestion appliquée à la gestion (MAGE).

Par ailleurs les diplômés d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.), qui se préparent en un an permettant un second cycle de compléments de formation. Fait remarquable, ces diplômés sont également accessibles aux cadres en formation continue.

Avec les années 80, l'enseignement de gestion français entre dans

une nouvelle période. Il doit tenir compte de la rapidité des rythmes de changement auxquels l'industrie et les entreprises françaises sont et seront confrontées. Il doit s'adapter à un nouvel environnement international que social et technologique.

La dimension internationale fait maintenant partie intégrante de la stratégie des entreprises. La mondialisation des marchés implique de nouveaux comportements et de nouveaux savoir-faire des hommes à tous les niveaux de l'entreprise.

L'irruption des technologies nouvelles suscite de proche en proche un changement de perspective radical des activités des entreprises, face auxquelles les entreprises doivent déterminer leurs politiques et, en définitive, leurs choix.

Pour sa part, la Fondation encourage l'évolution de l'enseignement de gestion en fonction de ces besoins et de ces besoins. Elle aide à la création de nouveaux programmes, notamment dans les domaines de l'innovation, des processus de production, du design, de la propriété industrielle, des effets de la production, du commerce international, etc. Elle favorise les recherches sur les outils de sélection, de contrôle et d'évaluation, qui permettront aux entreprises de développer des activités et des technologies nouvelles.

Pour toutes ces raisons, la Fondation se félicite de la création de l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble, qui entend donner aux futurs gestionnaires une culture technique indispensable aujourd'hui. Cette culture doit les aider non seulement à mieux communiquer avec les responsables des secteurs de la production, favorisant ainsi les processus d'innovation technologique et la gestion des projets, mais également à faciliter le développement d'une concertation de l'entreprise avec son environnement. Ainsi l'entreprise française, performante sur le plan des technologies nouvelles, sera-t-elle de même de promouvoir et de vendre de nouveaux produits compétitifs sur les marchés internationaux.

## La mairie doit engager la bataille économique sur tous les fronts

par ALAIN CARIGNON (\*)

**S'**il s'agit d'analyser de jours la situation qui s'opère dans les pays occidentaux, on est contraint de formuler d'emblée le constat suivant : partout l'économie régresse en maître.

Les collectivités locales ne peuvent passer outre cette suprématie de l'économie. La situation actuelle se caractérise en effet par une telle imbrication du politique et de l'économique qu'il semble vain de tenter de tenir un discours politique qui ne soit abstraction de données structurelles et conjoncturelles de l'économie.

Rappelons à cet égard que ce n'est pas un hasard si les thèmes majeurs de la campagne de l'opposition nationale lors des municipales concernaient l'emploi et le développement économique.

Parce qu'elle commune est l'unité administrative la plus sensible aux aléas économiques, il est naturel que les maires consacrent une part importante de leurs efforts à défendre les entreprises et l'emploi, la compétitivité et l'accessibilité de leurs industries, l'intelligence et le cadre de vie des hommes et des femmes qui habitent, vivent et travaillent dans leur ville.

Il est au surplus du devoir municipal de faire preuve d'une extrême vigilance afin de combler les lacunes, voire les erreurs, de la politique économique de l'actuel gouvernement.

Pour faire face à cet objectif, les maires doivent : d'une part, trouver la juste mesure de leur interventionnisme en matière économique, car il est essentiel de ne pas atrophier plus la liberté d'entreprendre, trop menacée ; d'autre part, être à même de proposer de réaliser des actions concrètes et efficaces. Les Français sont les des considérations dogmatiques et partisans qui n'apportent aucune solution à leurs problèmes quotidiens.

### Trouver la juste mesure de l'interventionnisme municipal

Il n'est certainement pas du rôle des municipalités de se substituer à l'initiative privée. L'interventionnisme économique revêt déjà dans notre pays l'aspect de l'ingérence.

Convaincu que le libéralisme économique est le seul garant du dynamisme de notre tissu industriel, je considère que toute intervention dans ce domaine doit être limitée et revêtir des formes nouvelles : l'intervention systématique doit céder la place à une large concertation entre les collectivités locales et les décideurs. Il s'agit là d'une voie largement exploitable, car, s'il est question d'imaginer une « doctrine économique municipale », alors il est évident qu'elle devra aller dans le sens du développement industriel. Dans cette perspective, la palette de moyens d'action dont dispose le maire est beaucoup plus vaste à l'issue de lois de décentralisation.

La suppression de la tutelle administrative permettra une intervention municipale plus rapide et plus rationnelle. Le maire pourra désormais être pleinement le garant, au niveau local, de la compatibilité entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. Si néanmoins la délégation de ressources suit celle du pouvoir, alors nous pourrions promouvoir l'authentique décentralisation dont la nation française a besoin, celle qui était déjà inscrite dans le projet du général de Gaulle en 1969.

### Une doctrine qui repose sur le concret

A Grenoble, la nouvelle municipalité a accordé la priorité à l'économie et à la lutte contre le chômage. En effet, malgré les atouts dont elle dispose en matière de technologie de pointe, la capitale du Dauphiné n'est pas épargnée par les retombées de la crise économique.

Dans un désir permanent d'innovation et d'efficacité, nous avons mis en place, dès notre entrée en fonction en mars dernier, un dispositif concret de nouvelles procédures et de nouvelles structures.

Afin d'aménager une cellule de concertation permanente qui rassemble toutes les énergies et les compétences jusqu'alors dispersées, un conseil de valorisation de l'économie grenobloise (Coveg), a été créé. Son objectif est de regrouper, sur la base d'un consensus pleinement volontaire, les initiatives de toutes les appartenances, pour parvenir à terme à une amélioration de la situation de l'emploi.

Afin d'appuyer par des initiatives ponctuelles cet instrument de prospective économique et de recréer un climat favorable, nous décréterons, dès janvier 1984, des « bourses de la vocation économique » à des entreprises dont le dynamisme est exemplaire. D'autre part, la municipalité a voté une exonération sur deux années de la taxe professionnelle pour les entreprises créées en 1984.

Dans le même souci de mobilisation des décideurs locaux, nous avons dû démultiplier les actions démontrant la capacité d'accueil de notre ville.

Enfin, nous avons pris des contacts particulièrement sérieux avec quarante villes du monde, dont les tailles, les objectifs et les moyens sont similaires aux nôtres, et nous comptons travailler étroitement avec elles au sein d'associations internationales des villes des technologies du futur, que nous venons de lancer.

Bien sûr, cela ne suffira pas : le malaise est trop grand pour que le remède soit unique. La municipalité se doit d'engager la bataille économique sur tous les fronts : qu'il s'agisse de celui de la formation professionnelle, ou de celui, tout aussi important, de la valorisation du tissu universitaire.

Parce que le développement économique ne peut résulter que de la libération des forces vives dans chaque ville, et d'un désir partagé d'ouverture sur l'avenir, nous avons décidé de pratiquer à Grenoble un management municipal novateur et rationnel qui serve de fer de lance à une nouvelle forme d'économie municipale, tenant compte des impératifs de bonne gestion qui s'imposent, pour gagner les chefs d'entreprise d'aujourd'hui.

(\*) Maire de Grenoble.

# SA MAJESTE BEBE

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 10,50 F

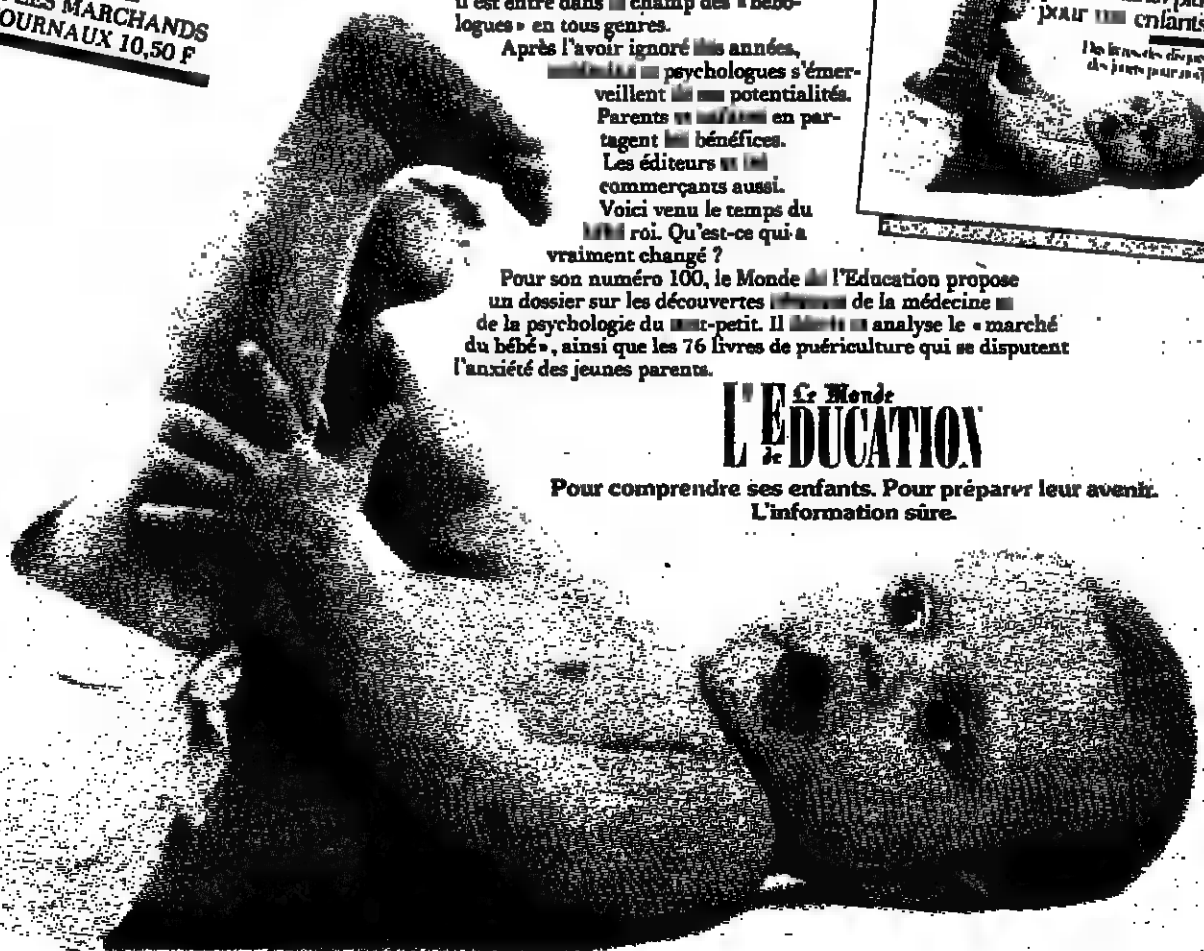
Bébé n'est plus ce qu'il était. Programmé, analysé, testé, étudié, sa conception, il est entré dans le champ des « bébés-logues » en tous genres.

Après l'avoir ignoré pendant des années, les psychologues s'émouvent de sa potentialité. Parents et médecins en partagent les bénéfices. Les éditeurs et les commerçants aussi. Voici venu le temps du bébé roi. Qu'est-ce qui a vraiment changé ?

Pour son numéro 100, le Monde de l'Education propose un dossier sur les découvertes de la médecine et de la psychologie du bébé. Il analyse le « marché du bébé », ainsi que les 76 livres de puériculture qui se disputent l'attention des jeunes parents.

Le Monde de l'EDUCATION

Pour comprendre ses enfants. Pour préparer leur avenir. L'information sûre.













# SPECTACLES

# CONCERTS



ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

THEATRE CHAMPS-ELYSEES  
Mercredi 21 décembre 20 h 30  
Dr. Gary BERTINI  
Kyung Wha Chung, violon  
Michael Rudy, piano  
MILHAUD - BARTOK  
STRAVINSKI

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

SALLE GAVEAU  
Jeudi 22 décembre 20 h 30  
Dr. Doron SALOMON  
Michael Rudy, piano  
HAYDN - MOZART

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA  
Jeudi 22 décembre 20 h 30  
(s.a. Valentin)  
CONCERT  
WEBER  
WAGNER  
VERDI  
Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris  
Dir. : Zubin MEHTA

SALLE PLEYEL  
Lundi 9 janvier 20 h 30  
(s.a. J.A.J.)  
FISCHER-DIESKAU  
Daniel BARENBOIM  
SCHUMANN

CARRE SILVIA MONFORT  
Le dernier vol de Jean Paul Farre



531-28-34

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

TOAD OF TOAD HALL (en anglais).  
Gaiety 33 (326-63-31), 20 h 30.  
LA FIGURANTE D'OPERA, L'opéra  
(544-57-34), 18 h 30.  
HABARD DU COIN DU FEU,  
Lys Montparnasse (327-88-61),  
20 h.  
RUE NOIRE, Ecole de Bois (808-  
39-74), 20 h 30.  
LA BOUTIQUE, Théâtre (346-  
91-93), 20 h 30.  
L'ECOLE DES FEMMES,  
Françoise (296-10-20), 20 h 30.

### Les salles subventionnées

#### municipales

OPERA (742-57-50), 19 h 30 : Don Qui-  
chotte.  
SALLE FAVART (296-06-11), Drame :  
19 h 30 : Iphigénie ; 20 h 30 : Les  
Furberies d'Alceste.  
CHAILLOT (727-81-15), Théâtre :  
18 h 30 : Par les villages ; Théâtre Général  
20 h 30 : La Dévotion à la croix.  
PETIT OPERA (Théâtre de l'Europe)  
(325-70-33), 18 h 30 : La prise de Troie.  
TEP (797-96-06), Théâtre : 20 h 30 : Le  
Mort de Danton.  
PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 : Clair  
d'été.  
L'OPERA (277-32-33),  
Animations : 20 h 30 : Spectacles pé-  
dagogiques.  
THEATRE MUSICAL DE PARIS (325-  
70-33), 20 h 30 : Spectacles pédagogiques.  
THEATRE DE LA VILLE (714-23-77),  
20 h 30 : Alwin Nikolais.  
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-  
28-34), 20 h 30 : Le dernier vol de Jean Paul Farre.

#### Les salles privées

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 :  
Séances fictionnelles.  
ANTOINE (742-77-71), 20 h 30, 18 h 30 :  
Camp de soleil.  
ARTS-HERBERTOT (387-11-11), 18 h et  
21 h : Don Juan.  
ASTELLE-THÉATRE (714-23-77),  
20 h 30 : Les Femmes.  
ATLIER (606-49-34), 21 h : Cootan-  
ce.  
ATHÉNÉE (742-67-47), Salle L.-J.-J.,  
21 h : C'est un animal étrange.  
BATACLAN (71-18-81), 20 h 30 : L'Ami  
Bouffes - Parisiens (296-60-24),  
21 h : Les Trois Femmes.  
CALYPSO (227-25-93), (D. scilicet L.)  
20 h 30, dim. 17 h : Les Deux Fils de Pe-  
dro Nof de Benf. (D. L.), 22 h : La  
Maison jaune.  
CAREFOUR DE L'IMPASSE (633-  
48-65), mer. jeu. ven. 20 h 30 : Zed,  
scilicet, scilicet.  
C.C. 17 (346-91-93), 20 h 30 : L'Ami  
dans le cabaret.  
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-49-41),  
21 h : L'Ami dans le cabaret.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(727-81-15), 20 h 45 : Clémentine en vidéo.  
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22)  
20 h 30 : La Mente de la ville.

MAISON DES CULTURES DU MONDE  
100-543-41-42

MUSIQUES ET CHANTS  
DU 26 AU 30  
DECEMBRE  
20H30  
DE L'OURAL  
A LA SIBIRIE  
DE L'ASIE  
CENTRALE  
AU CAUCASE  
60F et 40F  
THEATRE DE L'ALLIANCE  
30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189



(329-98-10); Pabst Clichy, 1<sup>re</sup> (522-46-05).

**L'ES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ  
PÉRDUÉ** (A. v.a.): Marbeuf, 8 (223-18-45) ; (v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

**LA BALLADE DE NARAYAMA** (Jap., v.a.) : Haenelmeil, 6 (633-79-38) ; Ambassade, 9 (359-19-08).

**L. KERN** (Fr.) : Desfont (s.p.), 1<sup>er</sup> (321-41-01).

**CARMEN** (Esp., v.a.) : Folies Express, 1<sup>re</sup> (323-42-26) ; Quinette, 1<sup>re</sup> (633--38) ; Elysées Linteine, 6 (336-36-41) ; Folies Bercy, 1<sup>re</sup> (359-19-08).

**CHAULEU ET LOUSIERRE** (Ang., v.a.) : Locomotive, 6 (544-57-34).

**CLASS** (A. v.a.) : Paramount City, 9<sup>e</sup> (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 9<sup>e</sup> (742-56-31).

**LES CELESTES CAPTIFS** (Brit., v.a.) : Studio Mirocin, 5 (633-25-97).

**MARIE** (Fr.) : Gaumont Hallée, 1<sup>re</sup> (297-49-70) ; Richelieu, 2<sup>e</sup> (235-76-70) ; Paramount Montparnasse, 2<sup>e</sup> (298-64-06) ; Quinette, 2<sup>e</sup> (633-79-31) ; Paramount Odéon, 2<sup>e</sup> (352-83-3) ; Margignan, 3<sup>e</sup> (359-92-92) ; George V, 3<sup>e</sup> (562-41-46) ; Paramount Marcigny, 3<sup>e</sup> (562-41-46) ; St-Lazare, 3<sup>e</sup> (359-19-08) ; (v.f.) : Richelieu, 3<sup>e</sup> (387-35-43) ; Français, 3<sup>e</sup> (770-33-87) ; Maxville, 3<sup>e</sup> (770-72-86) ; (v.f.) : Richelieu, 3<sup>e</sup> (343-00-45) ; (v.f.) : Richelieu, 3<sup>e</sup> (343-00-45) ; Paramount Galaxie, 3<sup>e</sup> (580-18-03) ; Faureste, 3<sup>e</sup> (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 3<sup>e</sup> (329-98-10) ; Niçonnais Paris, 3<sup>e</sup> (320-12-06) ; Gaumont 1<sup>re</sup> (324-57-80) ; Convention, 1<sup>re</sup> (838-42-27) ; Juliette, 1<sup>re</sup> (755-75-79) ; (v.f.) : Richelieu, 1<sup>re</sup> (727-47-95) ; Paramount 1<sup>re</sup> (77-538-24-24) ; Wegler Parité, 1<sup>re</sup> (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 1<sup>re</sup> (522-46-01).

**DANS LA VILLE BLANCHE** (Sui), S. Ambricq, 1<sup>re</sup> (700-83-16) (H. sp.).

**DIEU ME SAVONNE** (Bot., v.a.) : Paramassins, 1<sup>re</sup> (323-83-11).

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Bot.-A., v.a.) : Marignan, 9<sup>e</sup> (359-92-92) ; (v.f.) : Impérial Parité, 2<sup>e</sup> (742-72-52).

**DIVA** (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 6 (272-63-32) ; Grand Pavée, 1<sup>re</sup> (154-46-85).

**DU ROUGE POUR UN TRUAUD** (A. c.) (v.f.) : 1<sup>er</sup> Boulevard, 9<sup>e</sup> (233-67-92).

**EURENDIA** (Frasco-Mex., v.a.) : Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> (233-42-26) ; Quinette, 3<sup>e</sup> (633-79-38) ; U.G.C. Champs Elysees, 6 (359-12-15) ; Olympia 1<sup>re</sup> (545-35-38) ; Paramassins, 1<sup>re</sup> (323-83-93) ; (v.f.) : Paramount 1<sup>re</sup> (261-50-32) ; Lumière, 3<sup>e</sup> (246-49-07).

**L'ÉTÉ METRIKIER** (Fr.) Ambassade, 9 (359-19-08).

**FAUX-FUYANTS** (Fl.), Marnis, 6 (278-47-66).

**FLASHDANCE** (A. v.a.) : Saint-Michel, 1<sup>re</sup> (562-41-46) ; (v.f.) : Paramount 1<sup>re</sup> (51-71) ; (v.f.) : Français, 3<sup>e</sup> (770-33-88) ; Paramount Montparnasse, 1<sup>re</sup> (329-98-10).

**DE SANG** (A. v.a.) (\*) : 7<sup>e</sup> Art Beaubourg, 6 (278-34-15) (H. sp.).

**FENGHU** (Jap., v.a.) : Calypso, 1<sup>re</sup> (380-30-11).

**GANDHI** (Brit., v.a.) : Chmy Palace, 3<sup>e</sup> (354-07-76).

**GARCÓN** (Fr.) : Gaumont Hallée, 1<sup>re</sup> (297-49-70) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (325-93-83) ; Gaumont Colisée, 6<sup>e</sup> (359-29-46) ; George-V, 6<sup>e</sup> (562-41-46) ; Français, 9<sup>e</sup> (770-33-87) ; Montparnasse 9<sup>e</sup> (742-56-31) ; (v.f.) : Paramount 1<sup>re</sup> (320-12-06) ; Pabst Clichy, 1<sup>re</sup> (223-46-01).

**GET CRAZY** (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (272-57-36) ; U.G.C. Danton, 6<sup>e</sup> (329-42-62) ; Colisée, 6<sup>e</sup> (359-29-46) ; Paramassins, 1<sup>re</sup> (323-83-11) ; Sacralis, 1<sup>re</sup> (707-12-01) ; (v.f.) : Paramount 1<sup>re</sup> (323-83-93) ; Lumière, 3<sup>e</sup> (246-49-07).

**GRAND CARNAVAL** (Fr.) : Gaumont Hallée, 1<sup>re</sup> (297-49-70) ; Richelieu, 1<sup>re</sup> (235-76-70) ; Beritiz, 1<sup>re</sup> (742-60-33) ; U.G.C. Studio, 1<sup>re</sup> (633-63-20) ; U.G.C. 6<sup>e</sup> (321-71-08) ; American Sagic, 6<sup>e</sup> (359-19-08) ; George-V, 6<sup>e</sup> (562-41-46) ; Biarritz, 6<sup>e</sup> (723-62-23) ; Lazare Pasquier, 6<sup>e</sup> (387-35-43) ; Français, 9<sup>e</sup> (770-33-88) ; Maxville, 1<sup>re</sup> (343-00-45) ; 14-Juillet Parité, 1<sup>re</sup> (357-90-91) ; Nation, 3<sup>e</sup> (343-04-67) ; Faureste, 1<sup>re</sup> (331-60-74) ; U.G.C. Gare d'Orléans, 1<sup>re</sup> (343-01-59) ; (v.f.) : Paramount 1<sup>re</sup> (324-57-80) ; (v.f.) : Convention, 1<sup>re</sup> (329-98-32) ; Biennaise Montparnasse, 1<sup>re</sup> (544-45-02) ; (v.f.) : Biennaise Beaugrenelle, 1<sup>re</sup> (544-45-02) ; Rayfair, 1<sup>re</sup> (522-47-06) ; Pabst Wegler, 1<sup>re</sup> (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 2<sup>o</sup> (636-11-11).

**HANNA H.** (A. v.a.) : Bonaparte, 6<sup>e</sup> (326-12-12).

**JAMAIS PLUS JAMAIS** (A. v.a.) : Forum, 1<sup>re</sup> (297-53-73) ; Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (272-63-32) ; (v.f.) : U.G.C. Danton, 3<sup>e</sup> (329-42-62) ; U.G.C. 6<sup>e</sup> (633-63-22) ; Normandie, 3<sup>e</sup> (359-18-11) ; Margignan, 3<sup>e</sup> (359-92-92) ; Paramount-Champs-Elysees, 3<sup>e</sup> (359-12-15) ; 14-Juillet Parité, 1<sup>re</sup> (357-90-91) ; (v.f.) : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6<sup>e</sup> (344-4-27) ; U.G.C. Beaugrenelle, 6<sup>e</sup> (344-4-27) ; U.G.C. Gare d'Orléans, 1<sup>re</sup> (343-01-59) ; (v.f.) : Convention, 1<sup>re</sup> (329-98-32) ; U.G.C. Gobelin, 1<sup>re</sup> (380-18-33) ; U.G.C. Globe, 1<sup>re</sup> (336-23-43) ; Métrol, 1<sup>re</sup> (459-52-22) ; Montparnasse, 1<sup>re</sup> (329-98-10) ; U.G.C. Opéra, 1<sup>re</sup> (828-20-64) ; Métrol, 1<sup>re</sup> (651-95-75) ; (v.f.) : Métrol, 1<sup>re</sup> (738-24-24) ; Imagez, 1<sup>re</sup> (323-47-94) ; Sacralis, 1<sup>re</sup> (241-77-99).

**JOY** (Fr.) (\*) : Maxville, 6<sup>e</sup> (770-72-86).

**LES FEMMES D'ÉCHÈS** (Ind., v.a.) : Esplanade Bois, 9<sup>e</sup> (337-57-17).

**LUDWIG-VISCOUNTI** (It., v.a.) : Olympia Luxembourg, 6<sup>e</sup> (337-57-77).

**LE MARGINAL** (Fr.) : Richelieu, 2<sup>e</sup> (235-76-70) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (222-57-97) ; Le Paris, 6<sup>e</sup> (359-33-99) ; Paramount Opéra, 6<sup>e</sup> (742-56-31) ; Faureste, 1<sup>re</sup> (331-60-74) ; Germanis, 1<sup>re</sup> (323-83-93) ; Pabst Clichy, 1<sup>re</sup> (522-46-01) ; Sacralis, 1<sup>re</sup> (241-77-99).

**MEGAVIDENS** (A. v.a.) (\*) : 7<sup>e</sup> Art Beaubourg, 6 (278-34-15) ; Elysées Linteine, 1<sup>re</sup> (545-35-38) ; Paramassins, 1<sup>re</sup> (323-83-93) ; (v.f.) : Hollywood Road-Yard, 1<sup>re</</sup>

**GANDER** (Brit. va.): *Corny Palace*, ■  
 (354-67-08).

**GARÇON** (Fr.): Gaumont Colisée, I°  
 (297-49-70); Paramount Cécilia, G°  
 (325-58-83); Gaumont Colisée, G° (359-  
 29-46); George-V, ■ (562-41-46);  
 Francis, ■ (770-53-38); Montparnasse  
 (707-24-04); La Palmyre, ■ (325-  
 83-93); Luminor, ■ (246-49-07).  
 ■ (422-46-01).

**GRAND CARNAVAL** (Fr.): Gau-  
 mont Halles, I° (297-49-70); Richelieu,  
 ■ (233-56-70); Beritex, ■ (742-60-31);  
 U.G.C. Studio, ■ (633-63-20);  
 u.d.e., ■ (325-71-08); A.C. de  
 u.d.e., ■ (359-19-08); George-V, ■ (562-  
 41-46); Biarritz, ■ (723-69-23);  
 ■ Lazare Paquier, ■ (387-73-43);  
 Francis, ■ (770-53-38); Marcelle,  
 ■ (325-83-93); 14-Juillet, ■ (354-67-  
 08); ■ (357-90-81); Nation, ■ (343-04-17);  
 Faverite, I° (331-60-74); U.G.C. Gare  
 ■ Lyon, I° (343-01-59);  
 ■ (325-83-93); Gaumont Convention, I°  
 (328-47-72); Biervente Montparnasse,  
 I° (54-25-02); ■ (325-83-93); ■ (325-83-93);  
 ■ (357-78-79); Joyeux, ■ (327-  
 74-06); ■ (327-74-06); Wepler, I° (325-  
 46-01); Gaumont Gambetta, 2° (636-  
 11-11).

**HANNA K. (A. va.)**: Beaumarchais, G° (336-  
 12-12).

**JAMAIS PLUS JAMAIS (A. va.)**: Fo-  
 rum, I° (297-55-74); Ciné Boulevard,  
 ■ (325-83-93); Gaumont Colisée, I°  
 (77-76); U.G.C. Danion, ■ (325-42-67);  
 U.G.C. ■ (633-08-22); Nor-  
 ■ (359-41-18); Marignas, ■  
 (358-72-82); ■ (358-72-82); Champ-Elysées,  
 ■ (325-83-93); 14-Juillet, Gaumont-Coli-  
 sée, I° (575-79-39); (v.f.); Reo, 2° (236-  
 83-93); U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32);  
 U.G.C. Montparnasse, G° (544-41-27);  
 U.G.C. Boulevard, ■ (325-83-93);  
 U.G.C. Gare de Lyon, I° (343-01-59);  
 I° (325-40-63); ■ (358-72-82); U.G.C. Gobe-  
 lins, I° (336-23-43); Mistral, I° (359-  
 52-43); Montparnasse, ■ (325-83-93);  
 Dorian, I° (325-83-93); ■ (325-83-93);  
 M... ■ (651-99-75); ■ (325-83-93);  
 Maillot, I° (758-24-04); Images, I°  
 (327-74-94); Secouron, I° (241-77-97).

**JOY (Fr.-va.)**: Maxville, ■ (770-72-  
 76-76).

**L'AMOUR DES PÊCHES** (Ind. va.), ■  
 Epée de Bois, ■ (337-57-47).

**LUDWIG-VISCOUNTI** (It. va.): Olympe  
 Luxembourg, G° (633-67-77).

**LE MARGINAL** (Fr.): Richelieu, ■  
 (233-56-70); Bretagne, G° (222-57-97);  
 Le Paris, ■ (359-33-99); ■ (325-83-93);  
 ■ (742-60-31); Francine, ■  
 (325-83-93); ■ (325-83-93); ■ (327-  
 74-30); Pathé Cléry, I° (522-46-01);  
 Secrétaire, I° (241-77-99).

**MÉGAVICKENS (A. va.)** (Fr.): Art  
 Beaubourg, G° (778-34-13); Elysees Lin-  
 dberg, ■ (359-36-14); Paramount, I°  
 (778-34-13); Hollywood Rand  
 Wld, 2° (770-41-10).

[illegible][illegible]

LES COMTES DES MILLE ET UN  
NUTS (Il. v.a.) : ( ) :  
(354-51-60).  
LE CONVOI (A. v.a.) : Rialto (H. sp.)  
(H. sp.), 19° (607-87-61).  
DANS LES RUES (Pr.) : Studio des U  
nities, 9° (354-53-58).  
LE DERNIER TANGO (A. v.) : (\*) :  
Tims (H. sp.), 19° (42-41).  
LE DERNIER TANGO A PARIS ( ) :  
Saint-Ambroise (H. sp.), 11° (708-  
55-15).  
DOCTEUR CADEN (Esp. v.) :  
Lambert, 19° (532-91-68).  
LE DOULOIS (Fr.) : Hauteville,  
(633-79-58).  
LE DOUTOIS (Belg. Fr.) : Paris Loin  
Bowling, 18° (605-64-36).  
EMMANUELLE (Fr.) : (\*) : Paramount  
City, 8° (562-45-56).  
L'ENTRÉE DES SENES (Esp. v.) :  
Tims (H. sp.), 3° (723-94-56).  
Denfert, 19° (321-41-01).  
L'ENTRAÎNEUSE (Fr.) : Logos II,  
(324-42-34) : Studio de l'Étoile, 19°  
(707-28-04).  
ERASERHEAD (v.a.) ( ) : Escorial, 19°  
(707-28-04).  
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DO  
NALD ET SES LUSTIGES JUNIOR  
(C. N. N. N.), 19° (755-63-62).  
LA FEMME A ABATTRE (A. v.a.) :  
Cinec 13, 18° (254-15-52).  
FURY (A. v.a.) : André Brice, 19° (337-  
55-15).  
GERKID (Dm. v.) : Marnix, 19° (47-  
45).  
GIMME SHELTER (A. v.a.) : V.M.  
19° (325-40-34).  
GLAMOUR (H. sp.) :  
FLAINE (Fr.) ( ) : Denfert (H. sp.)  
14° (321-41-01).  
HAIR (A. v.a.) : Boite à film, 19° (62-  
42-31).  
LES LUTTES DE MURLENT (A. v.a.) :  
Action : ( ) : Gauche, 5° (32-  
65-04) : Marc Mahon, 19° (380-24-81)  
(v.f.) : Paramount-Marivac, 2° (328-  
55-01) : Convention, St-Charles, 19°  
(578-00-00) : Pavey, 19° (583-62-34).  
L'HOMME BLESSE (Fr.) : Boite à film,  
(H. sp.), 19° (602-44-21).  
L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE RO  
(A. v.a.) : ( ) : Denfert, 19° (327-  
55-15).  
L'IMPOSSIBLE MR. BÉRE (A. v.a.) :  
Acacias, 19° (754-97-43).  
INDISCRETION (A. v.a.) :  
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : C  
lypus, 19° (380-30-11).  
JESUS DE NAZARETH (Il. v.) :  
Grand Pavé, 15° (554-46-66).  
JOHN HUSTON LE GOS  
LAND (A. v.a.) : Saint-Ambroise  
(H. sp.), 11° (700-89-16).  
LAURA (A. v.a.) : ( ) :  
LITTLE MISS HAW (A. v.a.) : Quintess  
5° (633-79-38).  
LE MARIAGE DE MARIA BRAU  
(All. v.) : Rialto, 19° (607-87-61).  
LE MARIAGE DE MARIA BRAU  
(H. sp.) : ( ) : Grand Victoria  
(H. sp.), 19° (328-94-14).  
MEME A L'OMBRE LE SOLEIL LUE  
A TAPE SUR LA TÊTE (Il. v.f.) : A  
cides, 2° (354-58-58).  
MILITARY (A. v.a.) : (A. v.f.) :  
Cinec 2° (508-11-62).

(70-63-60).  
**MONTY PYTHON LE SENS DE LA VIE** (v.a.) : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**LE MOUCHARD (AN. v.a.)** : Studio 10 (band), 1 (752-64-66).  
**NEW YORK NEW YORK** (N.Y.) : Columbia, 17 (380-30-11).  
**NEW YORK 1977** (A. v.f.) : Paris Label-Soundings, 19 (606-60-88).  
**ORANGE COUNTY (A. v.a.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**SANTI GUALENTE (R. sp.)** : 3 (334-72-47).  
**ORFÈLE NEGRO (R.)** : Grand Public, 15 (554-46-85).  
**LE PARADIS DES RICHES (P. v.a.)** : Le Bernard, 7 (783-64-44).  
**LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.)** : Temples, 3 (772-94-36).  
**PRÉSENTATION DES PARADISES (A. v.a.)** : Le Bernard, 7 (783-64-44).  
**Lambert, 15 (552-91-68).**  
**PÊCHE MORTEL (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**PORTER DE NUIT (H. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**PORTRAIT D'UN ENFANT DÉCHIRÉ (A. v.a.)** : Olympia Batz, 9 (561-10-40).  
**Olympic St-Germain, 6 (20-64-64).**  
**PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.)** : Paramount Odéon, 4.  
**SENSO (H. v.a.)** : Morice, 11 (26-43-99).  
**Lagna III, 9 (534-72-93).**  
**LES SENS (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**TAXI DRIVER (A. v.a.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**THE TIME (R. sp.)** : 17 (622-44-44).  
**TUEUR (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**LE NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE (A. v.f.)** : Rex, 2 (234-93-93).  
**U.G.C. Gohélin, 19 (336-23-49).**  
**LA VIE EST UN ROMAN (Fr.)** : Rialto (H. sp.), 19 (607-87-41).  
**VIE EST BELLE (A. v.a.)** : 14 (43-93).  
**Rassine, 6 (312-65-68).**  
**Olympic St-Germain, 6 (20-64-64).**  
**VIVA LA MUERTE (R.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**LE VOLEUR DE BICYCLETTE (H. v.a.)** : Olympia-Luxembourg, 6 (20-64-64).  
**LE VOYEUR (Brit. v.a.)** : Lagna, 11 (26-43-99).  
**(Quinzette), 3 (613-35).**

**Les festivals**

**R. ALDRICH (A. v.a.)** : *Revue* (1970-1973), le Vol du Fantôme.  
**AMERICAN MEMORANDUMS (R.)** : *Américain* La Fayette, 9 (578-40-50).  
**C'est un jeu après tout.**  
**G. DEBORD** (1968-1970) : *Américain* La Fayette, 9 (578-40-50).  
**DEBORD (Brit. v.a.)** : Lagna, 11 (26-43-99).  
**LES GENS LES PLUS NORMAUX ET LES PLUS ANORMAUX (A. v.a.)** : *Américain* La Fayette, 9 (578-40-50).  
**LE MOUCHARD (AN. v.a.)** : Studio 10 (band), 1 (752-64-66).  
**NEW YORK NEW YORK** (N.Y.) : Columbia, 17 (380-30-11).  
**NEW YORK 1977** (A. v.f.) : Paris Label-Soundings, 19 (606-60-88).  
**ORANGE COUNTY (A. v.a.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**SANTI GUALENTE (R. sp.)** : 3 (334-72-47).  
**ORFÈLE NEGRO (R.)** : Grand Public, 15 (554-46-85).  
**LE PARADIS DES RICHES (P. v.a.)** : Le Bernard, 7 (783-64-44).  
**LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.)** : Temples, 3 (772-94-36).  
**PRÉSENTATION DES PARADISES (A. v.a.)** : Le Bernard, 7 (783-64-44).  
**Lambert, 15 (552-91-68).**  
**PÊCHE MORTEL (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**PORTER DE NUIT (H. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**PORTRAIT D'UN ENFANT DÉCHIRÉ (A. v.a.)** : Olympia Batz, 9 (561-10-40).  
**Olympic St-Germain, 6 (20-64-64).**  
**PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.)** : Paramount Odéon, 4.  
**SENSO (H. v.a.)** : Morice, 11 (26-43-99).  
**Lagna III, 9 (534-72-93).**  
**LES SENS (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**TAXI DRIVER (A. v.a.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**THE TIME (R. sp.)** : 17 (622-44-44).  
**TUEUR (A. v.a.)** : Olympia-Luxembourg (H. sp.), 6 (v.f.) 3 (77-77).  
**LE NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE (A. v.f.)** : Rex, 2 (234-93-93).  
**U.G.C. Gohélin, 19 (336-23-49).**  
**LA VIE EST UN ROMAN (Fr.)** : Rialto (H. sp.), 19 (607-87-41).  
**VIE EST BELLE (A. v.a.)** : 14 (43-93).  
**Rassine, 6 (312-65-68).**  
**Olympic St-Germain, 6 (20-64-64).**  
**VIVA LA MUERTE (R.)** : *Quinzette*, 3 (613-35).  
**LE VOLEUR DE BICYCLETTE (H. v.a.)** : Olympia-Luxembourg, 6 (20-64-64).  
**LE VOYEUR (Brit. v.a.)** : Lagna, 11 (26-43-99).  
**(Quinzette), 3 (613-35).**

L'AGE D'OR (Fr.): Tempêtes (H. sp.)  
# (72-94-56)

ALIEN (A. v.a.): \* Espace Génie, L.  
(327-95-94); Rivoli Beaumarch (H. sp.)  
# (70-55-53)

L'AUTRE INTERDITE (A. v.a.):  
# (72-84-56) ; Paramount-Montmartre, 19 (606  
34-25)

LES ARISTOCRATES (A. v., f.): Napoléon  
III (L. sp.)

L'ARNAQUEUR (A. v.a.): # # # A  
pha, 5 (354-39-47)

AUSTERLITZ (vers. int. inéd.) : Académie  
19 (76-67-53)

LA BOUTIQUE DE LA FOLIE (Tempêtes (H. sp.)  
# (72-94-56)

LE BAL DES SIRÈNES (A. v.a.): # # #  
vers, 19 (250-54-59)

BAL DES ANGES (A. v.a.):  
André-Arès, G. # (325-40-25) ; #  
duo 43, 9 (77-43-40)

MADE TRUNNER (A.), (v.a.):  
# # # (72-55-53) ; (V.F.)  
Moyenne-Nigez, 2 (296-62-56)

BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT  
NAINS (A. v., f.): Grand Rex, 2 (346  
33-93) ; U.G.C. Montparnasse, 2 (324  
33-93) ; U.G.C. Clichy, 6 (325-40-25)  
La Royale, 5 (U.G.C. Émilia  
# # # (339-15-15)) ; U.G.C.  
Euxine, 13 (336-24-64) ; Métropole, 16 (538  
52-13) ; U.G.C. Concorde, 15 (538  
52-13) ; # # # (538-52-13) ;  
(522-44-64) ; Muxart, 16 (651-75-19)  
Napoleon, 19 (725-62-37)

LA CAGE AUX FOLLIES No 3 (Fr.): Cr  
pe, 2 (508-11-69)

CE QU'IL FAUT POUR ÊTRE CHAÎNÉ  
(A. v.a.): \* Acton Ecotex, 5 (325-  
72-07)

LES CHIENS DE PAILLE (A. v.a.):  
\* Studio Lambert (H. sp.), 19 (538  
52-13) ; Stella Films (H. sp.), 9 (354  
72-71) ; Boftia films, 17 (622-44-21)

LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOCTEUR  
TOUR I. (A. v.a.): Acton Christian  
Cinema, 19 (725-62-37)

CLOPOTARE (A. v.a.): # # #  
# (111-47-46)

CURTAINES DE LA POLICE ORDINAIRE  
(A. v.a.): Tempêtes (H. sp.), 5 (772  
94-26)

354-42-43; *Synonymes en L'homme*, 11  
 (707-28-04).  
 LA FABULEUSE HISTOIRE DE DO  
 NALDO EUSTACHIO JUNIOR  
 (A. v.f.): *Napoleón*, 17 (755-63-42).  
 LA FEMME A ABATTOIR (A. v.f.)  
 Claf 13, 18 (254-15-52).  
 FURY (A. v.f.): *André Buzin*, 13 (37-  
 47-36).  
 GENTRUD (Don. v.a.): *Maria*, 4 (47-  
 47-36).  
 GIMME SHELTER (A. v.a.): *Ville*  
 11 (62-60-34).  
 GISEMENTES PAO (A. v.f.)  
 PLAISIR (Fr.) (v.f.): *Denfert (H. sp.*  
 14 (321-41-01).  
 HAIR (A. v.f.): *Bette & Hans*, 17 (62-  
 42-34).  
 LES HAUTS DE HURLEVENT (A.  
 v.a.): *Acacia* 11 (64-97-43).  
 65-04; *Man Mahon*, 17 (580-04-34).  
 90-10; *Conventio St-Charles*, 15  
 (578-33-00); *Passy*, 16 (288-62-34).  
 L'HOMME BLESSE (Fr.) & *Bette &*  
 11 (62-42-34).  
 L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE RO  
 (A. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).  
 IMPASSIBLE MR. MÈRE (A. v.a.)  
*Acacia*, 17 (764-97-43).  
 INDISCRETION (A. v.a.): *Christine*, 6 (325-47-46).  
 JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.): *C*  
 11 (62-42-34).  
 JESUS DE NAZARETH (R. v.f.)  
 Grand Pavot, 15 (554-46-48).  
 JONATHAN LIVINGTON LE GOB  
 (A. v.f.): *St-Charles*, 15 (578-33-00).  
 (H. sp.), 11 (700-97-16).  
 LAURA (A. v.a.): *Acacia*, 11 (62-  
 42-34).  
 LILY (A. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).  
 5 (633-78-36).  
 LE MARIAGE DE MARIA BRAUN  
 (All. v.a.): *Rialto*, 19 (607-87-31).  
 M.A.S.E. (A. v.f.): *Christine*, 6 (325-47-46).  
 MÈRE & L'OMBRE LE SOLIT L'OM  
 A TAPE SUR LA TÊTE (H. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).  
 2 (236-14-58).  
 MÈRE (A. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).  
 MÈRE (A. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).  
 MÈRE (A. v.f.): *Acacia*, 11 (62-42-34).

[illegible]

**R. ALDRICH** (v.a.) : *Républicain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**AMERICAN MEMORIES** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**A. FAYETTE** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**G. DESCHAMPS** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**A. HITCHCOCK** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**HITCHCOCK FOR EVER** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**LES FEUILLES DU CINEMA** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**PROMOTION DU CINEMA** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

**C. SAURA** (v.a.) : *Américain* (11 (805-51-33), le Vol du Phoenix).

[illegible][illegible]

# Enfin tranquilles

**DEMANDEZ-LEUR POURQUOI**

---

---

Retournez cette invitation à Bruno Chabouf,  
IBM France, 17 avenue Charles de Gaulle,  
92200 Neuilly ou téléphonez au  
01 747.29.60.

[illegible]



# COMMUNICATION

Mardi 20 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

**3.500 F en moins  
sur vos  
impôts 84?**

C'est encore possible à la Société Générale en souscrivant avant le 31 décembre à Intersélection France Sicaav "Valeurs Françaises" de la Société Générale.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

20 h 35. Dessin animé : Bugs Bunny. 22 h 20. Tex Avery. 22 h 25. Les réclames. 22 h 30. L'attraction. 20 h 56. Le Septième Voyage de Sindbad. Film américain de N. J. (1958), avec K. Mathews. Un marin cherche à vaincre le sortilège d'un magicien, qui a réduit la princesse qu'il aime à une telle misère. Un classique des « merveilleux ».

22 h 45. Journal. 23 h 5. La Charge de la brigade légère. Film américain de M. Curtiz (1946), avec E. Flynn, J. de Havilland, P. Knowles. Une épopée à l'esprit colonialiste, impérialiste - réalisée avec fougue pour mettre en valeur Errol Flynn.

20 h 35. Au théâtre ce soir : Monsieur Messure, de Cl. Magnier, mise en scène R. Clermont. Entre un mari gentil mais timide et un gâlant attentionné et charmant, quel choix ?

22 h 35. Entracte. 22 h 40. Série : L'Art au monde des ténébres. N°4 : Civilisation magdalénienne, réal. M. Ruspoli. 23 h 30. Est-ce ainsi que les hommes vivront ? Avec H. Laborit, biologiste.

23 h 45. Journal. 0 h. Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : 2

20 h 35. Film : Mayerling. Film franco-anglais de T. Young (1968). O. Sharif, C. Denner, J. Mason (Rediffusion). Reconstitution historique très crédible pour un drame d'amour et de mort devenu légendaire.

22 h 50. Magazine : Lire c'est vivre, de P. Dumayet. 23 h 40. Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35. La dernière séance. Mitchell. Journal d'aujourd'hui.

11 h 30. Vision plus. 12 h. Dix sur dix. 13 h 30. Atout cœur. 13 h. Journal.

13 h 35. Série : La petite maison dans la prairie.

14 h 25. Destination Noël. 15 h 55. Le village dans les nuages. 16 h 15. Arbre de Noël de l'Elysée. 16 h 45. Bonjour les fêtes (et 18 h 30).

18 h 50. Film : De la Terre à la Lune. Film américain de R. Haskin (1958), avec J. C. Sander, D. Page, P. Knowles (Rediffusion).

18 h. Livres divers. Livres d'hiver. 18 h. Deux gourmands disent. 18 h. Dessin animé : M. Bonhomme. 18 h. 7 heures moins cinq. 18 h. Métro. 18 h. Émissions régionales. 18 h 35. La poule au sucre. 18 h 50. Regardez feutrée. 18 h 55. Tirage de la loterie nationale. 20 h. Journal.

20 h 30. Tirage du loto. 20 h 35. Feuilleton : Dorothée, danseuse de corde. De J. Faure, d'après M. Leblanc. Une petite danseuse sur fil en 1921, des enfers, des châteaux, des mystères de M. Leblanc.

22 h 5. Entracte. 22 h 10. Série : Ludwig... ou le crapuleux des deux. De Luciano Visconti (v.f. 1972). 22 h 50. Documentaire : Gustave Doré. Avec F.-D. de Larosière, géologue et astrophysicien. 23 h 25. Journal. 23 h 45. Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30. ANTOPIE. 12 h. Journal (et 12 h 45).

"A L'ACADÉMIE DES 9"  
pendant les vacances de Noël, tous les jours à 14 h, au Théâtre MADOR "L'HISTOIRE DU COCHON" par le Grand Magic Circus

PROLONGATION JUSQU'À FIN FEV. 84

12 h 10. Jeu : l'Académie des neuf. 13 h 35. Émissions : Les amours romantiques. 14 h 50. Les carnets de l'aventure. 14 h 25. Dessins animés. 15 h. Rêvé A 2. 17 h 10. Platine 45. Avec Jesse Garon, The Assembly, Herbie Hancock.

20 h 35. Dessin animé : Bugs Bunny. 22 h 20. Tex Avery. 22 h 25. Les réclames. 22 h 30. L'attraction. 20 h 56. Le Septième Voyage de Sindbad. Film américain de N. J. (1958), avec K. Mathews. Un marin cherche à vaincre le sortilège d'un magicien, qui a réduit la princesse qu'il aime à une telle misère. Un classique des « merveilleux ».

22 h 45. Journal. 23 h 5. La Charge de la brigade légère. Film américain de M. Curtiz (1946), avec E. Flynn, J. de Havilland, P. Knowles. Une épopée à l'esprit colonialiste, impérialiste - réalisée avec fougue pour mettre en valeur Errol Flynn.

Université de l'Alcalá à Noël  
**Les pauvres sont l'Eglise**  
entretiens avec le Père Wresinski  
éditions du Centurion

FRANCE-CULTURE  
17 h 5. Hier au cinéma : Un été à Valen. 18 h 55. Ulysse 31. 19 h. Informations. 19 h 15. Info régionale. 19 h 35. Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-MUSIQUE  
Journées des radios du monde  
20 h 20. (en direct de la R.A.S. de Berlin) : Le Songe d'un nuit d'été, de Mendelssohn. 20 h 45. Concert : (en direct de la salle Pleyel à Paris) œuvres de Beethoven, Brahms, Schubert, R. Strauss par Edith Mathis, soprano, et G. Wynn, piano. 23 h. Fréquence de nuit : Jazz club.

Mercredi 21 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 30. Vision plus. 12 h. Dix sur dix. 13 h 30. Atout cœur. 13 h. Journal.

13 h 35. Série : La petite maison dans la prairie.

14 h 25. Destination Noël. 15 h 55. Le village dans les nuages. 16 h 15. Arbre de Noël de l'Elysée. 16 h 45. Bonjour les fêtes (et 18 h 30).

18 h 50. Film : De la Terre à la Lune. Film américain de R. Haskin (1958), avec J. C. Sander, D. Page, P. Knowles (Rediffusion).

18 h. Livres divers. Livres d'hiver. 18 h. Deux gourmands disent. 18 h. Dessin animé : M. Bonhomme. 18 h. 7 heures moins cinq. 18 h. Métro. 18 h. Émissions régionales. 18 h 35. La poule au sucre. 18 h 50. Regardez feutrée. 18 h 55. Tirage de la loterie nationale. 20 h. Journal.

20 h 30. Tirage du loto. 20 h 35. Feuilleton : Dorothée, danseuse de corde. De J. Faure, d'après M. Leblanc. Une petite danseuse sur fil en 1921, des enfers, des châteaux, des mystères de M. Leblanc.

22 h 5. Entracte. 22 h 10. Série : Ludwig... ou le crapuleux des deux. De Luciano Visconti (v.f. 1972). 22 h 50. Documentaire : Gustave Doré. Avec F.-D. de Larosière, géologue et astrophysicien. 23 h 25. Journal. 23 h 45. Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 30. ANTOPIE. 12 h. Journal (et 12 h 45).

"A L'ACADÉMIE DES 9"  
pendant les vacances de Noël, tous les jours à 14 h, au Théâtre MADOR "L'HISTOIRE DU COCHON" par le Grand Magic Circus

PROLONGATION JUSQU'À FIN FEV. 84

12 h 10. Jeu : l'Académie des neuf. 13 h 35. Émissions : Les amours romantiques. 14 h 50. Les carnets de l'aventure. 14 h 25. Dessins animés. 15 h. Rêvé A 2. 17 h 10. Platine 45. Avec Jesse Garon, The Assembly, Herbie Hancock.

17 h 45. Terre des bêtes. 18 h 30. C'est la vie. 18 h 45. Jeu : Des chiffres et des lettres. 18 h 55. Émissions régionales. 19 h. Le théâtre de Boulevard. 19 h. Journal.

19 h 35. Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret : « Un Noël de Maigret », de G. Simonon, réal. J.-P. Sassy. Avec J. Richard, R. Varta, F. Dornier. 19 h 50. Document : Jules... César et compagnie. En hommage à Romain, pour le centenaire anniversaire de sa naissance. Des extraits de films.

23 h. Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h. En direct de l'Assemblée nationale. 17 h. Télévision régionale. 18 h 50. Dessin animé : L'inspecteur Gadget. 20 h. Les petits papiers de Noël. 20 h 35. Théâtre : Pécunia. Comédie en deux actes de Barillet et Grédy. Mise en scène : P. Mondy. Avec J. Maillet, J. Jouanneau. 22 h 55. Journal. 23 h 15. Portrait : Jean-Claude Brialy. 23 h 40. Bananas flambees. Jazz avec D. Lockwood, Sun Ra et le groupe Us3. 0 h 5. Prélude à la nuit. Fantaisie de Rossini.

FRANCE-CULTURE  
7 h. Mathématiques. Les chemins de la connaissance : jeux d'enfants. 8 h 50. Échec au hasard. 9 h 7. Mathématiques des sciences et des techniques. 10 h 45. Le livre, ouverture sur la vie. 11 h 2. Musique : la belle œuvre... Haydn et Schoenberg. 12 h 5. Agora. 12 h 45. Panorama. 14 h. Son. 14 h 5. Un livre, des voix. 14 h 47. L'homme et ses parents et des éducateurs : le yoga. 15 h 2. Les après-midi de France-Culture à Nancy. 18 h 30. Feuilleton : « Le grand décret ». 19 h 25. Jazz à l'ancienne. 19 h 30. Perspectives scientifiques. 20 h. La belle œuvre : de Haydn, Prokofiev, Schubert, Bruckner, avec V. d'Indy, D. Boyden et C. Roon. 22 h 30. Nuits magiques : mendians et maharadjahs.

FRANCE-MUSIQUE  
6 h 2. Pizzosques et... 6 h 30. Musiques du matin. 7 h 16. Concert : Mozart. 7 h 45. Le journal de musique. 8 h 12. Magazine. 9 h 2. Le matin des musiciens. 12 h. Avis de recherche. 12 h 35. Jazz. 13 h. Opérette magazine. 13 h 30. Musiques : rubriques habituelles. 14 h 5. Microcosmos : musiques. 17 h 5. Histoire de la musique. 18 h. L'impre : jazz. 19 h 5. Studio-Concert : Schubert, Mendelssohn, par C. Whittlesey, chant, R. Levin, piano. 20 h 30. Concert (en direct du Théâtre des Élysées à Paris) : « Le Bœuf sur le toit », M. Milhaud, concerto pour violon et orchestre de Bartok. « Petrouchka » de Stravinski, par l'Orchestre national de France, dir. G. Bertini, sol. K. Waa-Chung, violon. 22 h 30. Fréquence de nuit : Feuilleton « Nocturnes ».

A VOIR

## Les pies voleuses

Révolte et sentiment d'impuissance se succèdent par vagues, tandis que sur le petit écran s'agrandissent des images de violence : celles d'enfants qui violent de touristes qui se voient en frappant et écrasant de leurs pieds les mains faibles, et surtout celles, invisibles mais sans arrêt présentes, des adultes qui manipulent et obligent ces enfants de six à seize ans à voler.

Avec son magazine « Dressed pour voler » (1), Philippe Villemagne nous fait entrer directement, sans fioriture, dans le monde de ces enfants, jouvenceaux qui, se déplaçant par petits groupes à Paris et dans la région parisienne, subtilisent les porte-monnaies. Leurs terrains d'action : le métro, les lieux touristiques, principalement les abords du Louvre, mais aussi, et de plus en plus, des communes de la banlieue nord et est. Qui ne connaît pas au moins une victime de ces malfaiteurs transformés en pies voleuses ? Il a suffi à l'équipe de FR3 de s'installer près du Louvre pour les

filmer en plein délit. Le technique est simple : quatre ou cinq enfants entourent la future victime en brandissant des journaux ou bouts de carton. L'un d'eux subtilise le porte-monnaie et le groupe s'enfuit à tire d'aile tandis que, en l'espace de quelques secondes, la proie change de main. En général, un garçon ou une fille reste un peu à la traîne. Ce sera sur lui (ou elle) que la victime laissera exploser sa colère...

À Paris, police et justice ont refusé de parler de cette question délicate. Philippe Villemagne est alors allé en Seine-Saint-Denis où on est plus loquace. Que faire ? demandent un inspecteur de la brigade des mineurs et le président du tribunal pour enfants. La plupart du temps, lorsque les petites chaperdaux arrivent jusqu'à eux, le délit ne peut être prouvé. Et lorsqu'il l'est, la justice se trouve démunie, désarmée. A moins de mettre des barreaux aux foyers où sont envoyés ces jeunes, il est impossible de les retenir. Ils ont été dressés pour

voler, dressés aussi pour revenir et surtout dressés pour ne donner que de fausses adresses, faux noms, et même un âge fantaisiste, dressés pour ne rien dire des adultes qui sont derrière eux.

FR3 a filmé l'un de ces derniers venant réclamer le butin des enfants-otages. Malgré ses faibles moyens, l'équipe de télévision est parvenue à rencontrer un garçon de dix ans qui, aujourd'hui placé dans un foyer loin de Paris accablé, fait extrêmement rare, de parler du milieu qui fut le sien. Garçons et filles ou exploitées directement par leurs parents, la journée est mauvaise...

Un regard froid sur une nouvelle mafia, où les véritables voleurs sont les adultes.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) « Dressed pour voler », mercredi 21 décembre, à 18 h 30, sur FR3 (Île-de-France - Centre).

VU

## L'œil, songez à lui

Elle a raison, Christine Ockrent : il y a des miracles que seule la télévision peut offrir, comme lui permettre à Jean-Michel Folon de nous montrer le monde avec ses yeux. Le vagabondage a commencé sur une page blanche où Folon dessine lentement le vaisseau de son invitation au voyage pour s'achever sur des yeux pleins de couchants et d'oiseaux. Entre ces deux aquarelles, seule la palette change. Le geste du peintre, lui, reste le même : convoquer, assembler des images pour le plaisir de l'œil, pour nous montrer que nos petits écrans n'ont rien à envier à la toile, qu'ils peuvent être, comme elle, pleins de vie et de lumière.

Rhapsodie en bleu au New-York, chrome des églises qui traversent l'Amérique, culvres en planis : le long du Mississippi, l'Empire State Building se reflète dans le miroir. Autant de séquences, purement plastiques, faites pour décevoir le regard et que Folon rythme à coups de pieux et de coups de Woody Allen, quelques notes d'« Artistic Hancock », un générique de Bill Baas et, toujours, les fameux hommes volants entre ciel et terre.

En nous offrant ces très belles de peinture, la télévision s'est soumise pour une fois, du conseil de Mauvassant : « L'œil, songez à lui. Il boit le monde, il boit la vie... Et il en fait des films, l'œil ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Vidéo-gratouille

Télévision libre. Pour une fois, ce n'est pas qu'une expression dans un débat politique, mais une réalité qui s'est inscrite, le lundi 19 décembre, sur les écrans des télépectateurs de FR3 Île-de-France - Centre, entre 17 h 35 et 18 h 15. Une première discrète, une première tout de même.

Télévision ouverte, c'est le titre de l'émission que l'association TOP (Télévision Ouverte Paris) a obtenu de diffuser deux fois par mois dans la tranche des programmes locaux de ces deux régions. Librement. Le but de cette équipe de « télémaniques » amateurs et professionnels est ambitieux : préparer « la télévision de demain ». Demain, quand le (s) satellite(s) et les réseaux câblés multiplieront les canaux à qu'il faut bien les occuper.

« Il faut agir tout de suite », s'écrit M. Alain Mallet, président de l'association. « Ce n'est pas du jour au lendemain, lorsqu'on ouvre des réseaux de quinze à trente heures qu'apparaîtront aussi brusquement des forces créatives complémentaires ». TOP-Télévision veut donc mobiliser tout ceux - obscurs, sangliers, débutants, marginaux ou professionnels mal à l'aise dans leur routine - que la vidéo obéissante ou gratouille pour une raison ou pour une autre.

Principe de l'émission : trois « approches », trois rubriques différentes de séquences très courtes pour éviter de prendre des habitudes ou de se laisser emporter dans un genre déterminé. A tout seigneur... L'émission débute par une initiation à la télévision, ses rouages, ses codes.

et merveilleux que permet la technique : « Télémanie ». Seconde partie : « Vision libre », de « télémaniques » anti-documentaire. C'est-à-dire plus inventif, conventionnel. Enfin, « Images », pour les images.

Les deux dernières rubriques, particulièrement, s'adressent à tous ceux qui veulent tenter l'expérience de la vidéo pour peut-être commencer à exister (1).

Pour cette première émission, l'œil du télépectateur peut être un peu engourdi par des années d'images « flûtes », aura sans doute été le plus souvent sévère. A tort. On ne s'y est pas ennuyé, même si l'on attend mieux les prochaines fois.

ERIC RONDE.

(1) TOP-Télévision ouverte, Codex 1402, 75814 Paris.

« Accord entre les Éditions mondiales et Femmes d'aujourd'hui ». L'éditeur mondial pour un peu engourdi par des années d'images « flûtes », aura sans doute été le plus souvent sévère. A tort. On ne s'y est pas ennuyé, même si l'on attend mieux les prochaines fois.

TRIBUNES ET DÉBATS  
MERCREDI 21 DÉCEMBRE

— M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, est invité sur France-Inter, à 6 heures à 8 h 45.

— Michel d'Ornano, député U.D.F. du Calvados, président du conseil régional de Basse-Normandie, est reçu sur Radio-Solidarité, 99,3 MHz FM, à 7 heures.

— M. André Rosinat, président du parti radical, participe à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

**Le Monde**  
Services des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4387-23  
ABONNEMENTS  
1 an 9 mois 6 mois  
FRANCE  
341 F 554 F 767 F 900 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
411 F 1194 F 1727 F 2111 F  
ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 511 F 587 F 1140 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1105 F 1430 F  
Par voie aérienne  
Tirer son mandat postal  
Les chèques qui paient par chèque postal (trois virements) doivent être joints ou être à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capital d'impression.

Après les demi-finales du Tournoi des prétendants

## Enfin tranquilles...

De 1948 à nos jours, le titre de champion du monde d'échecs n'a échappé qu'une fois aux Soviétiques. Seul un génie fulgurant, américain de surcroît, Bobby Fischer, s'en empara en 1972. Devenu fou - ou sage ? - Fischer, après son exploit, renoua sa couronne, et nul ne le vit plus jamais devant un échiquier. Tout rentrait dans l'ordre, entre Soviétiques.

Mais l'un de ceux-ci, Victor Kortchnoi, allait « trahir ». Passant à l'Ouest, en 1976, celui qui avait laissé échapper de peu à Moscou, en 1974, le titre de champion du monde contre Karpov l'ennemi juré l'empêcheur de jouer entre eux des Russes. Deux fois encore, devenu citoyen suisse, il se dressa contre Karpov, mais en vain. Cette fois, il n'a pas été jusqu'au bout : il est tombé en demi-finale du Tournoi des prétendants, à Londres, contre le nouveau Fischer, le prodige Soviétique de vingt ans, Garry Kasparov (1).

Pour faire bonne mesure, Vassili Smyslov, soixante-deux ans, champion du monde en 1958, s'est lui aussi, qualifié pour la finale. La compétition est donc : deux Soviétiques en finale pour rencontrer un champion du monde... Soviétique. La toute-puissante fédération d'U.R.S.S. est enfin tranquille.

Quelqu'un qui doit l'être moins, c'est le champion du monde, Karpov : il voit arriver vers lui, il très grandes enjambées,

On dira que la finale des prétendants n'est pas plus jouée que Smyslov a été éblouissant à Londres. « Fischer », qu'en pense Kasparov ? « La finale ne me pas un pari de... J'aime et je respecte notre vieux grand maître, mais le jeu d'échecs est un sport de... Je n'ai pas à Karpov de montrer qu'il est le meilleur. Tout de même, ajoute-t-il, « je ne suis pas certain de l'emporter, mais je sais comment le prendre ». Pour finir, cette gentillesse : « Je n'ai pas à ma disposition, comme Karpov, quelque huit grands maîtres. Mes seconds sont bien plus modestes, mais ce sont des amis ». Les grands maîtres apprécieront. Karpov aussi.

BRUNO DE CAMAS.

(1) L'intégralité des parties de ces demi-finales a été publiée dans les éditions du Monde du mercredi 23 novembre au mardi 20 décembre 1983.

## ÉCHECS

INVITATION  
C'est d'aller de l'avant  
MANDEZ-LEUR POURQUOI



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MODE

### Parfums 84

Les parfums, aujourd'hui, s'offrent en boîtes ou en coffrets contenant un ou plusieurs produits d'une même gamme, à des prix commençant autour de 100 F. Astuce : le parrainage, par grandes griffes, d'événements sportifs.

Le cheval, c'est le domaine de Guerlain, Hermès et Revlon. A la voile, Bichsel voit son image démultipliée par le sourire de Florence Arthaud, comme Roger et Gallet par celui d'Eric Loiseau. Tout récemment, Chanel a donné des ailes au Moulin à vent du commandant Cousteau.

Jacomo, qui vient d'être repris par le cognac Martell, offre le coupe du tournoi de tennis de Monte-Carlo. En golf, le trophée Lancôme même le score, suivi de Paco Rabanne, Caron, Jean Desprez et Marcel Bur. Christian Dior, du groupe Moët-Hennessy, a lancé le « Paris-Dakar ».

Dans le même esprit, L'Oréal a lancé le « Paris-Dakar ».

Les parfums de la maison comprennent « Audace », racheté à l'origine par Elide Gibbs, qui trace son chemin à travers les grandes villes. Parmi les têtes d'affiche : « Fleur », d'Orlane ; « Jardin de Bagatelle », de Guerlain ; « Paris », d'Yves Saint Laurent, superbement coiffé d'un bouchon en forme de diamant ; « Clair de Jour », de Larvin ; « Courages

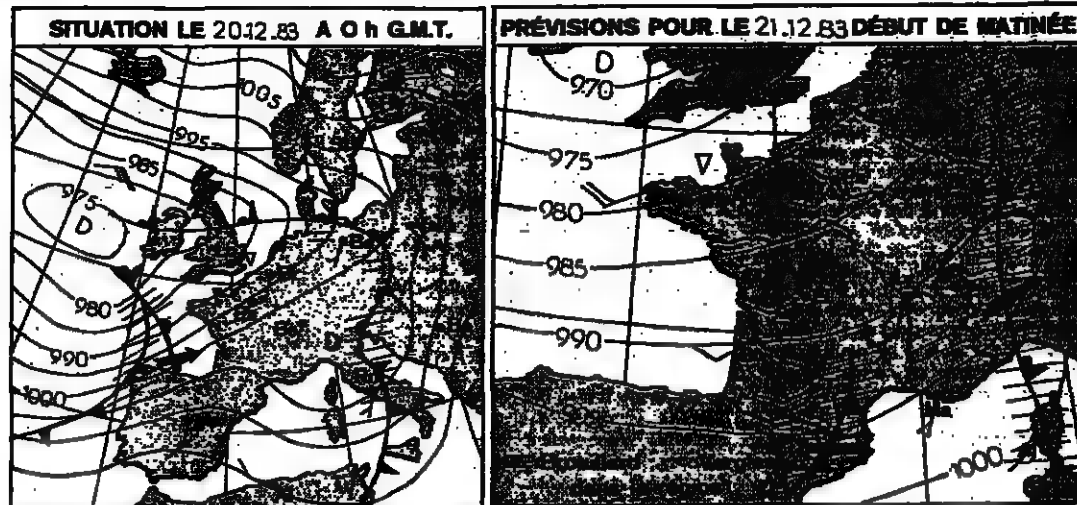
Blue », « Filly », de Capucci ; « Ombre Rose », de J.-C. Brosse ; « Diva », d'Emanuel Ungaro, chaud et insolent, « pare de mille feux ».

On aime devant ce « Moulin à vent » noir de Léonard pour « Balade », il rappelle l'île Maurice, dans un assemblage de jacinthes exotiques tempérées de roses des jardins à travers un nuage vanillé. « Sinfonietta », de Jean Desprez, offre des accords baroques sur un bouquet fleuri et fruité. « Cuir de Russie » de Chanel évoque les sous-bois de Crimée, relevé d'ylang.

Christian Dior applique sa formule « esprit du parfum » à « Eau Sauvage », « Diorence », « Patou habille Joy » en noir brillant et Carven, « Ma Griffe ». Pour le bain, Nina Ricci ajoute « Fleur de l'Inde », « classiques », comme Lancôme en « Magie noire », Caron en « Nocturnes », Yves Saint Laurent en « Rive gauche », « oublier Givenchy III », « Armani », « Versace », « Jean-Louis Scherrer », « Chloé », « L'Oréal », « L'Oréal », « L'Oréal ».

Mark Cross, dont on apprécie les stylos bilingues, a lancé un parfum « Rubinstein », produit aux notes de lavande et de cyprès sur cœur épicé et sensuel. « Miss Dior » marie la lavande au jasmin, « Balmain », les essences de la lavande à l'armoise et à la sauge. NATHALIE MONT-SERVAN.

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 20 décembre à 0 heure et le mercredi 21 décembre à 0 heure.

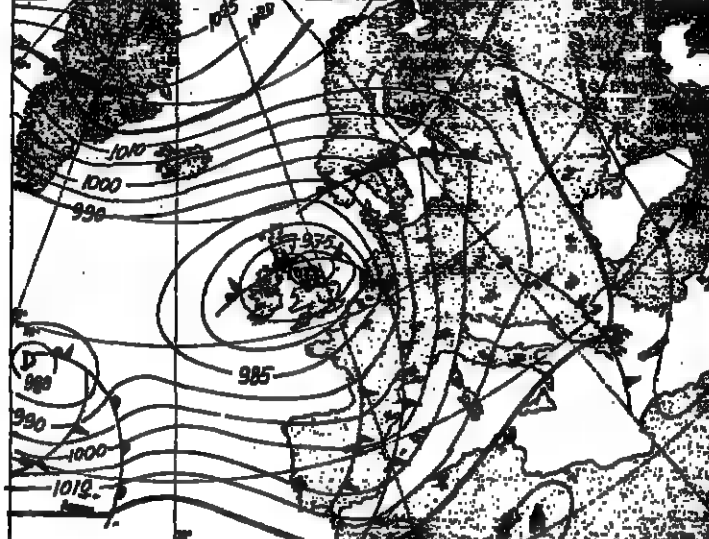
La tempête qui a débuté mardi matin s'atténue progressivement avec le déplacement de la dépression anglaise vers la mer du Nord.

Mercredi matin, temps nuageux en toutes régions. Sur la moitié sud-est le ciel sera plus menaçant. Les pluies seront encore fortes et le vent soufflera encore en rafales. Il neigera en montagne vers 800 à 1 000 mètres, ces chutes de neige seront localement assez fortes sur les versants exposés en sud-ouest.

Les températures comprises entre 8 et 13 degrés au lever du jour. Sur la moitié nord-ouest temps instable avec ciel assez chargé et fréquents averses.

Dans la journée le temps instable se généralisera en toutes régions avec de sérieuses menaces d'ondées. Avec en plus, par moment, de la grêle et des

PRÉVISIONS POUR LE 21 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



orages. Il neigera vers 800 mètres. Les températures de l'après-midi évolueront entre 8 degrés dans le Nord, 10 degrés dans l'Ouest et de 13 à 15 degrés sur nos régions méridionales.

Le vent passera progressivement partout au secteur ouest en restant encore assez fort près de la Manche et de l'Atlantique.

Sans d'exception pour la fin de la semaine.

De l'air océanique relativement doux continuera à circuler sur la France dans un temps courant et modéré, qui deviendra toutefois moins humide à partir de vendredi sur les régions méridionales.

Prévisions de jeudi à samedi.

Jeudi, après une brève accalmie matinale, une nouvelle zone pluvieuse accompagnée de vents de sud-ouest assez forts s'étendra en cours de journée à la majeure partie de la France. Les températures resteront donc pour la saison, variant de 7 à 13 degrés l'après-midi du Nord-Est à la Méditerranée.

Vendredi et samedi, le temps persistera sur la moitié nord du pays avec des passages pluvieux fréquents et des vents de sud-ouest toujours assez forts près des côtes. En revanche, sur les régions méridionales, on peut s'attendre à une amélioration temporaire.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était, à Paris le

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3606

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

### HORIZONTALEMENT

I. Tel un corps que l'on cajoie dans l'intention de le posséder. - II. Commodité. - III. Manifestation d'un esprit vagabond. Ainsi soit-il ! - IV. Gueule de haut fourneau. - V. S'élève facilement au-dessus du sol. Porteur de charge. - VI. Façon de pénétrer les plates-bandes du voisin au lieu de s'occuper de ses signaux. - VII. Peut se conjuguer avec « Est ». - VIII. Humble végétal ou parfum capiteux. Louis, Philippe ou Louis-Philippe. - IX. Négation. Altère le sans dénombrer. - X. Note. Qualité d'un vin ou d'un boisson. En Israël. - XI. Toujours « O.K. » pour mettre K.O. les B.K.

### VERTICALEMENT

1. Opération permettant de regarder les sièges. Complément d'un agrément. - 2. Se fait à l'occasion. Ne subit pas encore le poids. - 3. Fait partie d'une « Honneur ». - 4. Jurassien à caractère dominateur. Note. - 5. Obésité au sens de l'outil. Cécité maléfique. - 6. Se perçoit souvent, mais n'apparaît jamais. Participe passé. - 7. Transformer le pavillon royal en emblème républicain. - 8. Accélérateur. Affirmation témoignant que la France a toujours été coupée en deux. Fortement charpenté. - 9. Quand on revient de chez eux, on y voit plus clair dans notre bourse.

### Solution du problème n° 3605

Horizontalement  
I. Parfumeur. - II. Ader. Aven. - III. Rapiépage. - IV. Amoché. - V. Lit. Ex. - VI. Yaopet. - VII. Smille. Je. - VIII. Aériennes. - IX. Agnets. - X. Thonier. - XI. Santé. Fée.

Verticalement  
1. Paralysants. - 2. Adamisme. Haï. - 3. Reposoir. On. - 4. Fric. Plant. - 5. Eh ! Elégie. - 6. Masé. Tenu. - 7. Evasée. Nef. - 8. Ueg (Gue). Jet. - 9. Ruée. Passée.

GUY BROUTY.

LE MONDE diplomatique

## EN BREF

### GARDE D'ENFANTS

« ALLO MAMAN POULE ». - Cet organisme, spécialisé dans le baby-sitting « actif », propose deux nouveaux services pour les fêtes de fin d'année. Une animation de goûters d'enfants avec jeux, maquillages, coiffures, marionnettes, serpentine, boules et balles, mais aussi de l'adulte. Des pères Noël itinérants, qui vont dans les familles distribuer aux enfants leurs jouets et leur faire les recommandations d'usage. \* Allo Maman Poule, 34, rue Delambre, 75014 Paris. Tél. : 327-32-38.

### NOËL

PÈRE NOËL, HOLOGRAPHIQUE. - Sa main traverse la vitrine, sort dans la rue, flotte dans l'espace mais reste insaisissable. L'holographie, ou photographie à trois dimensions au laser, permet de visualiser des objets ou des sujets en relief intégral. Ce Père Noël in-

habituel attend les enfants devant le « Moulin à vent » de la Grand Balcon à Paris (1<sup>er</sup> arrondissement), tous les jours de 11 heures à 19 heures ; dimanche et fêtes de 14 heures à 18 heures. Tél. : 298-98-83.

### PARIS EN VISITES

JEUDI 22 DÉCEMBRE  
« L'église Saint-Sulpice », 15 heures, devant l'église, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.  
« La Mosquée », 11 heures, place du Palais-de-Justice, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.  
« SEITA », 11 heures, M<sup>me</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Quartier Palais-Royal », 15 heures, 13, rue de Richelieu (M. Carmy).  
« La manufacture des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).  
« Turner », 15 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

## JOURNAL OFFICIEL

au Journal officiel du lundi 19 et mardi 20 décembre : DES DÉCRETS

« Modifiant les articles 265 et 266 de l'annexe III au code général des impôts relatifs à la réduction de la taxe de publicité foncière et du droit de mutation prévue en faveur de l'amélioration du territoire et de l'amélioration des entreprises ».

« Complétant la liste des titres requis des candidats au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré pour les sciences économiques ».

UN ARRÊTÉ

« Relatif aux conditions d'octroi, sur l'agrement, des allègements fiscaux prévus en faveur de l'amélioration du territoire et de l'amélioration des structures des entreprises ».

DES CIRCULAIRES

« Relative à l'application de la loi du 10 octobre 1982 relative au développement des institutions représentatives du personnel ».  
« Relative à l'application de la loi du 23 décembre 1982 relative aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ».

## Partez les premiers pour New York.



Nouveauté Air France.  
1<sup>er</sup> vol de la journée au départ de Paris les jeudi - vendredi - samedi - dimanche.  
Départ 10 h 30 Paris-Charles-de-Gaulle, Aéroport 2A, arrivée 12 h 35 New York Kennedy Airport.

Le monde est ouvert.



	Liban	La Réunion
OFFRES D'EMPLOI	83,00	89,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,86
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

## ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

### EXPORTER DES PRODUITS MODES QUI PORTENT BIEN HAUT LE "MADE IN FRANCE"

**VOUS** êtes jeune, diplômé d'études supérieures, donc de bonne culture et ouvert aux mentalités différentes des nôtres.  
**VOUS** avez une première expérience de la vente ou de l'achat de produits qui s'adressent à des transformateurs.  
**VOUS** êtes à l'aise à NEW-YORK, TOKYO, LONDRES ou MUNICH : ce qui vous permettra de pratiquer impérativement l'anglais.  
**VOUS** aimez vendre mais aimez négocier.  
**VOUS** acceptez de voyager à 60 % de votre temps.  
**NOUS** vous proposons à titre onéreux un stage en Europe, Amérique du Nord et Extrême-Orient : c'est-à-dire d'incarner notre maison auprès de nos clients à qui vous ferez découvrir nos produits, présenter nos collections et vendre ; vous aurez à établir des relations d'affaires privilégiées, qui vous feront part de leurs souhaits que vous aurez à transmettre et faire comprendre à notre service.  
**NOUS** vous offrons un salaire mensuel d'un fixe et de primes.  
Notre Conseil Gérard STIKER est à votre disposition pour vous informer en toute discrétion plus complètement. Merci d'écrire sous référence 32166 G, à :



**ORES MEDIA**  
« Centre Vauban » 201, rue Colbert  
59800 - LILLE - Tél. (20) 54.06.37

Société internationale spécialisée dans la décoration de grands projets recherche pour son agence de RYADH  
**DÉCORATEUR D'INTÉRIEUR**  
Ayant une expérience en EXÉCUTION, CROQUIS et PERSPECTIVE. Anglais courtois. Libre rapidement.  
Adressez votre dossier de candidature sous référence 38.896 à : DEBS, 140, rue de Courcelles, 75017 PARIS, qui transmettra.

**FIDAFRICA**  
Cabinet de conseils juridiques et fiscaux implanté dans les principales villes d'Afrique noire  
**UN JURISTE-FISCALISTE**  
Niveau DESS.  
Ayant une expérience de Cabinet de Conseil. Rémunération attractive et avantages liés à l'expatriation.  
Envoyer lettre manuscrite à FIDAFRICA, 31, rue de Coligny, 75008 PARIS.

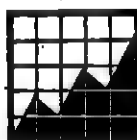
**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
recherche pour  
résidence Outre-Mer

### comptable informaticien

■ Diplôme ingénieur option informatique ou business school  
■ D.E.C.S.  
■ 11 ans d'expérience.  
Expérience bancaire et connaissance IBM 34 appréciées.

Adress. c.v., prétentions et délai de disponibilité sous référence 5833 à AXIAL Publicité, 27, rue Taikboul 75009 Paris, qui tr.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



## DIRECTIONS

Nationales et Internationales

### DIRECTEUR D'UNE FILIALE COMMERCIALE AFRIQUE FRANCOPHONE

Un groupe industriel français, fortement implanté en Afrique et spécialisé dans la fabrication et la diffusion de produits de grande consommation recherche le Directeur d'une de ses filiales d'Afrique francophone (80 personnes - CA : 2 milliards de F. CFA).  
Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieur + formation complémentaire.  
Ils justifieront d'une expérience professionnelle leur ayant permis d'assumer avec succès de réelles responsabilités dans une structure décentralisée. En plus de leurs compétences commerciales certaines, ils devront maîtriser parfaitement la gestion financière d'une société (budget, comptabilité, plans de financement, trésorerie).  
L'expérience de l'expatriation en Afrique serait appréciée.  
Des conditions matérielles motivantes pourront être proposées en fonction de l'aptitude des candidats.  
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo + prêt.) sous réf. 84621 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01. Nous vous assurerons une totale confidentialité.

### RECRUTEMENT DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

P.M.I. performante recherche Directeur Administratif et financier intégré à l'équipe patronale.  
Responsable :  
- Des systèmes de gestion ;  
- De la fonction personnel ;  
- Du tableau de bord ;  
- Des services administratifs ;  
- Il est exigé : compétence, expérience.  
Poste en Languedoc-Roussillon.  
Adr. C.V. détaillé, photo, prêt à Agence HAVAS, 354, 31000 TOULOUSE, B.P. 601.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE D'INGÉNIEURS CONSEILS

NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE BUREAU DE BRAZZAVILLE (REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO)

### UN INGÉNIEUR T. P.

CONFIRMÉ

Vous avez déjà vécu, dans ce pays où vous avez assumé des responsabilités dans la gestion d'un grand chantier, et vous avez envie d'y revenir, car vous estimez avoir réussi dans votre poste.

Vous avez plus de 35 ans et 10 ans d'expérience de chantier en Afrique, dont au moins 2 ans au Congo.

Vous aurez chez nous tous les avantages liés à l'expatriation et sans doute quelques autres.

Ecrivez-nous vite, car c'est URGENT.

C.V., photo et prétentions  
à RÉGIE-PRESSE sous n° T 043.664 M  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



emplois régionaux

média-system  
Rhône-Alpes

spécialisée dans la communication et Publicité Conseil, recherchons pour le département de Lyon

### CHEF DE PUBLICITE

Il a pour mission de gérer les dossiers clients, de rédiger des textes avec créativité et rigueur, et d'assurer les relations avec les différents supports. Les contacts avec les clients auxquels il apportera conseils et services mettront en valeur : sens de la communication, méthode, organisation, initiative, efficacité.  
Pour ce poste sédentaire, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé IFAG, IUT TC, EFAP, BTS.  
Sa première expérience professionnelle, ses stages lui ont permis de mettre en valeur son aptitude aux relations commerciales.  
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. 13220 AC, à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais

11 rue Servient 69431 Lyon Cedex 3.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Radio France internationale**

recherche pour ses émissions en langue russe

**JEUNES JOURNALISTES**

BILINGUES

La russité et écrit doit être parfaite. Outre une excellente connaissance de l'actualité politique et culturelle de la France et des pays de l'Est, l'activité implique des notions de travail de nuit et la pratique de la dactylographie.

Expérience radio souhaitée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Disponibilité immédiate.

Adresser curriculum vitae et prétentions au Service du Personnel de R.F.I. B.P. 3516 - 75752 Paris Cedex 18.

**Société d'Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe**  
(traitement de combustibles irradiés, énergies nouvelles...)

1 200 personnes - Recherche

**Ingénieur électricien diplômé**

ayant environ 5 ans d'expérience dans les études de problèmes (moyenne et basse tension):

- de poste de transformation
- de distribution électrique (Force, Eclairage, Courants faibles)

Les spécialités d'ingénieurs suivants seront également étudiées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence I.E.D. 1

**SGN**

Bureau de personnel et Relations Humaines  
1 rue des Minimes - 91000 Evry-Courcouronnes

**SILVAR-LISCO**

Systèmes CAD pour l'industrie électronique

SILVAR-LISCO, leader du marché des logiciels de conception et d'ingénierie assistée par ordinateur (CAD/CAE) appliqués à la micro-électronique, offre des emplois motivants pour ses opérations en France.

**INGÉNIEURS D'APPLICATION CAD H/F.**

**FONCTION:**  
Support technique de la force de vente, ils seront les experts des logiciels développés par la société dans les différents domaines d'application.

**PROFIL:**  
Diplômés Grandes Ecoles ou Universités, section Electronique, âgés de 27 ans environ, ils seront bilingues anglais/français. Une expérience industrielle dans l'électronique est recommandée.

**SECRÉTAIRE VENTES-ADMINISTRATION**

Bilingue anglais/français, personnalité dynamique, elle aura une expérience dans un poste similaire. Nous offrons un travail motivant dans une société en rapide croissance, un salaire compétitif et une progression dans un excellent environnement.

Envoyez votre curriculum vitae en anglais à:  
SILVAR-LISCO, 19, rue Albiade-Mégard, 75116 PARIS.

**emplois régionaux** **emplois régionaux** **emplois régionaux**

**THOMSON-CSF**

LA SOCIÉTÉ THOMSON-CSF  
DIVISION CONDUCTEURS DISCRETS, recherche pour son Centre d'Etudes et de Développement d'AIX-EN-PROVENCE

**TECHNICIENS SUPÉRIEURS ÉLECTROMÉCANIQUES H/F**  
D.U.T. ou B.T.S.

Intégrés au sein des services d'assistance industrielle, ils assureront des fonctions de:

- Maintenance d'équipements électromécaniques et électriques dans un contexte 3 x 8 heures.
- Étude et réalisation de machines spéciales et outillages.

Une bonne pratique de l'anglais et quelques années d'expérience peuvent être un atout supplémentaire.

Envoyer CV, photo et prétentions à THOMSON-CSF - Service du Personnel - 15, rue Camille Pelletan, B.P. 57, 13602 AIX-EN-PROVENCE CEDEX.

**THOMSON**  
BRANCHE COMPOSANTS

**TOULOUSE**

Important organisme de formation recherche un **RESPONSABLE DE FORMATION** en **SECTEUR HOSPITALIER**

Sa mission consistera à prendre des contacts avec le milieu hospitalier public et privé, négocier les conventions de formation, organiser les stages et gérer le budget de ce département.

Nous souhaitons recruter rapidement un candidat de formation paramédicale (infirmière ou pharmacien) ou un psychosociologue dont l'expérience professionnelle aura été axée sur les problèmes de fonctionnement d'une équipe hospitalière. Ce poste comporte des déplacements fréquents de courte durée sur la région Midi-Pyrénées. Rémunération 130.000 F++.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence CAD à GILLES SANTUCCI, CABINET ARC, 44, rue de la République, 31000 TOULOUSE. Tél. (05) 62-40-83/62-46-76 qui traitera confidentiellement les candidatures.

**ROUSSELOT**

pour notre **CENTRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT** spécialisé dans le domaine des **POLYMERES et des COLLES SYNTHÉTIQUES**

**PLUSIEURS JEUNES INGÉNIEURS CHIMISTES**

- Formation Grande Ecole de Chimie (E.C.P., E.N.S.C.P.).
- Formation complémentaire en Doctorat appréciée.

Anglais nécessaire.

Sous l'autorité du Directeur du Laboratoire, ils assureront des équipes de recherche appliquée.

Les ingénieurs débutants sont acceptés.

Adresser C.V. et prétentions sous référence: CRD à ROUSSELOT, 8, rue Christophe Colomb, 75360 PARIS CEDEX 06.

**Jeune Ingénieur Développement Technique**

**SEPROSY - 250 M de F.C.A.**, 600 personnes - est un des leaders de l'emballage plastique progression. Pour faire face à son expansion, développement de son outil industriel, société recherche le **Responsable Etudes et Réalisations Techniques, Essais, Lancements** de son usine de LAGNIEU (région lyonnaise).

Avec pour objectif la compétitivité de l'usine dans l'avenir (manutention, machines à contrôle, robots...), il assurera des solutions nouvelles visant à améliorer les produits, les procédés actuels, le cadre investissements annuels, il animera le bureau d'études chargé de leur réalisation, il contrôlera et négociera les fournisseurs qui en découlent. Enfin, il assurera le démarrage des installations nouvelles et le lancement des produits.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, débutant ou ayant déjà une première expérience, motivé par une activité à la fois étendue et terrain. Les larges perspectives d'évolution lui sont offertes.

Envoyez votre curriculum vitae et prétentions à: **BSN**, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac - 75013 Paris Cedex 05.

**THOMSON-CSF**

DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES

recherche

**INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**

dans le domaine de l'**ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE**. Poste d'avenir. Bonne aptitude à s'intégrer à une équipe.

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**  
**TÉLÉCOM, SUPÉLEC, CENTRALE...**

2 à 3 ans d'expérience.

Compétences inspiratrices en **TRAITEMENT DU SIGNAL**.

**INGÉNIEUR**

ayant une formation de préférence en **TRAITEMENT DE SIGNAL** et de bonnes connaissances générales en **MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES**. Bonne pratique de la **PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE** indispensable.

Pour tous ces postes envoyer CV + photo, Service du Personnel, THOMSON-CSF - Division 53, 93001 CAGNES.

**THOMSON**  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

**commins - bbm**

ACOUSTIQUE, BRUIT ET VIBRATIONS

recherche

- Pour son secteur bâtiment: **INGÉNIEUR D'ÉTUDES** pour la résolution de problèmes d'isolation acoustique et environnementale (expériences pratiques souhaitées).
- Pour son secteur industrie: **INGÉNIEUR OU DOCTEUR** pour l'étude de problèmes de dynamique des structures, obtention d'application du rayonnement.
- Pour son secteur structures: **INGÉNIEUR OU DOCTEUR** pour l'étude de problèmes de dynamique des structures, obtention d'application du rayonnement.

La connaissance de techniques de mesure, de traitement de signal ou de l'informatique constitue un atout.

Envoyer C.V. rapidement à **COMMINS BBM**, 91370 VERREUILLE-LE-GRISON (01) 013-32-50.

**laboratoires BOIRON**

250 MF de CA  
1000 salariés

Nous sommes le leader mondial de l'homéopathie et nous développons en France et à l'étranger. Nous créons le poste de **jeune financier, à Lyon**.

Il aura l'autorité du directeur administratif financier, vous prenez en charge l'élaboration des plans financiers, le montage et la négociation des opérations financières (emprunts, crédits-bails, concours bancaires), la gestion de la trésorerie et des stocks. En outre, vous réalisez des opérations financières spécifiques.

Diplômé d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience financière en entreprise. Venez progresser avec nous.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 923LM).

**ALEXANDRE TIC SA**  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

**MEMBRE DE SYNTec**

Recherche pour son Centre d'Etudes et de Développement d'AIX-EN-PROVENCE

**4 JOURNALISTES**

Préférence pour les femmes. Ecrire pour les journaux C.M., 3, rue Verani, A.JACCIO. Tél. (05) 21-48-36.

**PROFESSEURS**

expérience pratique V.I.F. et D.V.V. exigée, parfait bilingue anglais. Plein temps. Poste permanent. Envoyer C.V. accompagné de la photo à: **ES.I.G.E.L.E.C.**, 58, rue Médiévale, B.P. 1012, 75104 ROCHER. Tél. (01) 72-50-94, p. 30.

**MAÎTRISES MATHÉMATIQUES ET SCIENCES**

(minimum)

- Intégrée par une reconversion, en informatique, électronique, automatique, robotique.
- Nous vous proposons un stage rémunéré à 70 % du dernier salaire.
- Du 1<sup>er</sup> mars 84 au 30 sept. 84 à temps plein.
- Condiçion à un diplôme d'ing. en génie électrique.
- Reconnu par la Commission des Titres et sans signature ministérielle.

**STAGE DE 30 PLACES**

Cand. dans les meilleurs délais. Débouchés assurés.

**ES.I.G.E.L.E.C.**  
58, rue Médiévale, B.P. 1012, 75104 ROCHER.  
Tél. (01) 72-50-94, p. 30.

**PERKIN-ELMER**

1<sup>er</sup> constructeur mondial d'instruments analytiques, recherche un **INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

Basé de préférence à LYON

Spécialisé en spectrométrie: infrarouge, lyse thermique, UV et Fluorescence.

Si vous aimez:

- Le goût des responsabilités et de l'autonomie.
- Être en contact à haut niveau.
- Utiliser votre anglais, nous vous proposons un salaire intéressant, voiture de société, formation terrain.

Déplacements fréquents.

Le poste est à pourvoir rapidement.

Envoyez votre C.V. manuscrit, photo et rémunération actuelle à:

**PERKIN-ELMER**  
M. J. WILLI - 1, rue Franklin - BP 87  
76381 BOIS-D'ARCY CEDEX

**secrétaires**

Vous êtes dynamique, responsable, très organisée et indépendante. Vous maîtrisez l'anglais, peut-être même le hollandais. Nous sommes la filiale française du groupe hollandais **VMF STORK**. Nous offrons un poste de: **secrétariat assistant**

bilingue, auprès du responsable d'un de nos secteurs commerciaux. Rémunération motivante en fonction de votre compétence.

Adresser-nous une lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à: **STORK INTER FRANCE**, Division PROTECON 2, passage de la Gare - 92420 VAUCLUSE.

**2 STENOGRAPHES**

3 à 5 ans d'expérience, contact à durée déterminée (remplacement complet maternel), de nuit.

Envoyez sous le n° 278.310 M **NÉGRE-PRESSE**  
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**représentation offres**

Fabricant vétéran en col blanc, **V.A.P. MULTICARTES** ET REPRÉSENTANTS MAISON. Avec expérience et connaissance clientèle. Pour rendez-vous, 241-27-74.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**OFFRES D'EMPLOIS**

**sfm**

**ingénieur qualité**

**ingénieur analyste prog**

**ingénieur électronique**

**ingénieur**

**Société de robotique industrielle**  
PARIS

**LE VENDEUR**  
**TECHNICO-COMMERCE**  
**SPÉCIALISTE DE LA V.**

**auditeur confir**

**jacques tixier s.a.**  
7 rue de la Gare - 92420 VAUCLUSE

**JEUNE JURISTE RÉDACT**

Importante Société de Presse Technico-Commerciale

**JEUNE JURISTE RÉDACT**

Importante Société de Presse Technico-Commerciale

**JEUNE JURISTE RÉDACT**

Importante Société de Presse Technico-Commerciale



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS  
DE MESURE, 91 MASSY

recrute  
1) POUR SA DIRECTION CONTRÔLE ET QUALITÉ  
**ingénieur qualité logiciel**  
(Réf. 2152)

POSITION II  
DIPLOME ANALYSTE TEMPS REEL  
Expérience industrielle indispensable notamment sur les problèmes de méthodologie.

2) POUR LA DIRECTION DES ETUDES  
**ingénieur-analyste programmeur**  
(Réf. 3643)

DEBUTANT, DIPLOME  
**ingénieur-électronicien**  
(Réf. 5772)

DEBUTANT, DIPLOME  
**ingénieur**  
(Réf. 8132)

DIPLOME SUP AERO, ENSICA, ENSMA  
Spécialisation avionique et systèmes - automatique.

Ecrire en précisant la référence du poste  
Direction des Affaires Sociales  
B.P. 74, 91301 MASSY cedex

Société de robinetterie industrielle  
PARIS  
DE TAILLE MOYENNE... POUR L'INDUSTRIE

LE « VENDEUR »  
TECHNICO-COMMERCIAL  
SPÉCIALISTE DE LA VANNE

Il devra :  
- Connaître le mieux possible les Acheteurs décideurs du monde de la Pétrochimie.  
- Détester l'atmosphère étouffante d'un bureau.  
- Être organisé, méthodique et fougueux.  
- Considérer que se faire plaisir seulement 39 heures par semaine... c'est pour les autres.  
- Parler l'anglais, bien sûr.

Il bénéficiera en contre partie :  
- D'un salaire fixe moyen.  
- D'une commission sur la Marge brute des Ventes mensuelles particulièrement séduisante.  
- D'un intéressement aux Résultats nets d'exploitation annuels.  
- D'une voiture de fonction.  
- De la chance de travailler directement avec le « patron », mais en conservant toute son autonomie.

Si cela vous donne envie d'en savoir plus et de me rencontrer, écrivez à RÉGIE-PRESSE, sous la référence T 043.665 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**auditeur confirmé**  
CONTRATS A CYCLE LONG

L'un des premiers groupes industriels français, leader dans les équipements mécaniques lourds, souhaite renforcer sa Direction de l'Audit Interne en recrutant un auditeur confirmé.

Les missions de surveillance et de vérification des processus et de la précision de vos données lui sont confiées pour lui permettre la mise en œuvre du bon fonctionnement des systèmes de gestion et de leur cohérence, indispensable dans un groupe diversifié.

Cette proposition s'adresse à un (e) jeune professionnel de formation supérieure (IEC, ESSEC, IEP, ESC). Il a acquis une expérience d'au moins trois ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou dans un service similaire d'une entreprise et souhaite élargir son horizon professionnel vers l'international d'un groupe à activités diversifiées.

Après quelques années à la Direction de l'Audit, il évolue vers des postes à responsabilité dans la fonction gestion - finance du groupe. L'anglais est indispensable ainsi qu'une disponibilité pour des déplacements à l'étranger, en particulier principallement qu'à l'étranger.

Pour vous faire adresser votre dossier et connaître les conditions de recrutement, adressez votre dossier à Mme Catherine de LA ROCHE, sous la réf. 331 LM.

**jacques fixier s.a.**  
7 rue de Logelbach, 75017 paris

membre de syntec

Importante Société Presse Technique  
proche GARE DU NORD  
recherche

**JEUNE JURISTE RÉDACTEUR**

libéré du service militaire.  
Niveau exigé DEA, DESS, ESC, IEP ou équivalent.

L'activité proposée implique :

- Des qualités rédactionnelles.
- Une attirance pour les problèmes comptables et fiscaux.
- Le sens du contact.
- Le goût de l'étude et de la recherche.

Envoyez curriculum vitae + photo + prétentions sous référence :  
Y. CHAPELAIN, 100, rue La Fayette, 75010 PARIS.

## VITESSE ILLIMITEE !



**Spécialistes  
Système**

Vous avez acquis en plusieurs années la maîtrise de logiciels tels que DOS ou IMS VAX, VMS/MCP etc.  
Vous pouvez donc conseiller, aider et même guider nos clients IBM. Vous attendent déjà !

**Futurs Chefs  
de Projet**

Vous êtes Ingénieur ou Analyste et vous avez participé à la conception ou à la réalisation d'un ou plusieurs projets. Vous voulez aujourd'hui plus de responsabilité. Nous vous proposons de nous rejoindre. Votre expérience, nos méthodes, notre formation et notre encadrement, feront de vous un chef de projet apprécié.

**Analystes  
Programmeurs**

Vous possédez à fond une ou plusieurs des spécialités suivantes : PL/I, COBOL, Assemblage, GAP II, SAS, DB/DC, CICS, DLI. Après formation à nos méthodes, vous serez sur des projets passionnants et pourrez évoluer rapidement au sein de nos équipes.

**Jeunes  
Ingénieurs**

Vous avez quelques mois d'une première expérience informatique ou vous avez bientôt entamé dans la vie active. Que vous soyez intéressés par la pure technique ou par la gestion, nous avons des projets pour vous positionner et des perspectives de carrière pour vous garder.

**CAP SOGETI SYSTEMES**

Les candidatures sont à adresser à CAP SOGETI SYSTEMES, Michèle Denoux, 14-20 rue Lavoisier, 75738 Paris Cedex 15.

Important Groupe dans le domaine de la Communication, notre activité s'exerce autour de trois axes : la publicité, les médias et le tourisme.

Nous structurons la Direction du Recrutement et de la Gestion des Carrières de notre Holding et recherchons trois collaborateurs :

**Notre Responsable du Recrutement des Cadres**  
Il (ou elle) assurera des missions complètes de recrutement pour le Holding de notre Groupe :

- Définition des besoins et des profils.
- Mise en œuvre des stratégies de recrutement.
- Entretien, sélection et présentation des candidats.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste, un professionnel confirmé du recrutement des cadres issu, de préférence, d'une école de l'économie ou d'un Cabinet Conseil. (Réf. 34109/AH1.)

**Son adjoint chargé du recrutement  
du personnel non cadre**

Il recrutera notre personnel non cadre et organisera, en outre, notre politique de stages. (Réf. 34109/AH2.)

**Notre Responsable de la gestion des carrières**

Il définira et mettra en œuvre les outils et les méthodes de gestion prévisionnelle des cadres à l'échelon du Groupe :

- Définition des fonctions et des compétences.
- Réalisation d'un fichier informatisé des cadres.
- Organisation des projets de recrutement et des évolutions des cadres.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un professionnel ayant quelques années d'expérience dans la fonction personnel non cadre, dans le domaine de la gestion des carrières. (Réf. 34109/AH3.)

Nous vous remercions d'envoyer votre curriculum vitae en précisant la référence du poste et en indiquant votre rémunération actuelle à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Réponse si confidentialité.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
REGION PARISIENNE RECHERCHE

**INGENIEUR  
CONCEPTEUR DE VLSI**

5 ans d'expérience, connaissances en C.A.O. indispensables, connaissances en architecture de calculateur appréciées.

Adresser lettre, C.V., prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 2765/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.



La filiale du plus grand groupe français d'électronique professionnelle spécialisée dans les composants passifs

**UN INGÉNIEUR COMMERCIAL**

Pour prendre la responsabilité de la vente de nos produits en France.  
Ce poste basé dans la proche banlieue Est de Paris appelle à de fréquents déplacements en province.  
Le candidat ingénieur électronique ou électromécanicien devra avoir une première expérience de la conception des composants pour l'industrie électronique. Il devra avoir le goût du contact et du travail en équipe et présenter une personnalité dynamique.

Adresser c.v., photo et prétentions sous la réf. T 043.529 M. Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
essentiellement à l'étranger et  
FILIALE d'UN GROUPE INTERNATIONAL DE BÂTIMENT  
ET TRAVAUX PUBLICS

**CHEF-COMPTABLE**

ayant environ 10 ans d'expérience, parlant anglais, disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger, il aura la responsabilité de la COMPTABILITÉ GÉNÉRALE et de la tenue de la comptabilité de la Société.

Il possèdera également une bonne expérience de l'utilisation de l'informatique.  
Lieu de travail : BANLIEUE OUEST DE PARIS.

Adresser CV, photo et prétentions sous la réf. 34109. HAVAS CONTACT, 1 Place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

secrétaire assist

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire

secrétaire



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**THOMSON-CSF**  
DIVISION SIMULATEURS

■ Notre produit est sophistiqué. Simulateur d'études ou d'entraînement aux missions sur avions, chars... il reproduit avec réalisme les conditions d'utilisation et de fonctionnement de systèmes complexes d'observation, de visée, de restitution d'images.

■ Pour accroître notre force d'études et de réalisation, nous CRÉONS un poste pour un

**INGÉNIEUR OPTICIEN**

■ acquis d'une solide expérience technique (4 à 6 ans) dans les domaines de l'optique industrielle et de l'optique.

■ VOS MEILLEURS ATOUTS POUR RÉUSSIR :

- une capacité d'étude et de synthèse affirmée,
- de l'imagination pour concevoir des ensembles,
- un bon sens du contact allié à l'esprit de service.

■ L'évolution de l'activité "Optique" dans la division est directement en relation avec votre succès dans le poste.

■ Adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf. IC.63.11.M. à A. de Beljany - THOMSON-CSF D.S.I. - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE Cedex. Tél. 031.93.70.

**THOMSON**  
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

Nous sommes une société de 600 personnes, située en proche banlieue parisienne. Il nous faut des industriels et des ingénieurs pour concevoir et réaliser des matériels électroniques d'armement que nous lançons, coordonnons et contrôlons.

Plusieurs départements, nous recrutons :

**INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES DÉBUTANTS**  
OPTION ÉLECTRONIQUE

Votre fonction sera d'assurer la conception et le suivi des matériels électroniques que nous lançons, coordonnons et contrôlons. Cela suppose d'apprécier la variété dans les contacts et le travail, d'avoir le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative.

Après avoir acquis les caractéristiques techniques des matériels, vous serez :

- préparer et lancer des consultations auprès des industriels pour les études et la fabrication dont ces derniers seront chargés,
- valider et coordonner les matériels électroniques,
- valider les essais (sur le matériel ou en laboratoire) et faire l'analyse des résultats.

Il est nécessaire de posséder une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous réf. 83.49 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantira la plus grande discrétion.

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
19 avenue d'Eylau - 75008 PARIS  
Tél. 01.47.11.11

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

**GRANDS SYSTEMES INFORMATIQUES DE TRAITEMENT D'IMAGES**

SODATA INFORMATIQUE développe ses activités d'INGÉNIEURIE auprès des grandes entreprises des secteurs AÉRONAUTIQUE et SPATIAL.

**INGÉNIEURS INFORMATIENS POSITION II**

Diplômés Grande École ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire

Bénéficiant d'une expérience, indispensable, de 2 à 3 ans, ils participeront à différentes missions telles que :

- maintenance des logiciels de correction radiométrique et géométrique sur API20B suivi des logiciels développés sur TRIADE 80
- maintenance des logiciels de gestion sur SOLAR
- réalisation, essais, intégration de logiciels de traitement d'images (VAX, PDP, SOLAR)
- génération et maintenance des systèmes d'exploitation sur SOLAR.

Postes très évolutifs à pourvoir à PARIS et TOULOUSE. Réf. 80594/A

**RESPONSABLE APRÈS-VENTE**  
Ingénieur ou équivalent

Maintenance grande systèmes informatiques traitement d'images et périphériques opto-électroniques associés

Ce poste requiert indissolublement une expérience de 8/10 ans en électronique et/ou informatique, des connaissances en logiciel de base VAX, SEL, SOLAR. Une maîtrise technique qui comprend également une part importante de gestion, d'organisation et la formation de la clientèle. ANGLAIS courant. Base PARIS avec déplacements France et Étranger. Réf. 80594/A

Assurées d'une discrétion absolue et d'une réponse, les candidatures détaillées sont à adresser, en précisant la réf. du poste choisi, à :

**SODATA INFORMATIQUE** - Laurence DAMVILLE  
48, boulevard de Strasbourg 75010 PARIS.

Lycée sous contrat  
PROFESSEUR  
Maths (1<sup>er</sup> cycle) :  
Physique-Chimie :  
Français (1<sup>er</sup>) :  
Environnement :  
Tél. 01.47.11.11

**SUCHARD TOBLER**  
CHOISY-LE-ROI (S.E.A.)  
recherche

**CHEF DE PRODUIT**

École Supérieure de Commerce  
Expérience 2 à 3 ans des produits de grande consommation  
Pratique de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

**ANSWARE DIFFUSION**  
S.E.A. 1155  
à M. R. EWERT, B.P. 201, 94801 Choisy-le-Roi.

**ANSWARE DIFFUSION**  
(Groupe Thomson)  
recrute :

**ATTACHÉ (E) PRESSE**

RELATIONS EXTÉRIEURES  
Première expérience  
informatique

Lieu de travail :  
PORTE DE BAGNOLET

Adresser lettres manuscrites, CV, et photo à Mme LUTZ, ANSWARE DIFFUSION, Tour Gallieni 2, 3, 4, av. Gallieni, 93175 BAGNOLET Cedex.

**INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS**

3 ANS D'EXP. ET PLUS dans les domaines suivants :

- AUTOMATISME
- ROBOTIQUE
- TÉLÉPHONES
- CONTR. DE PROCESSUS
- PROJETS TEMPS RÉEL.

LARGES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION AU SEIN DU GROUPE.

Rémunération attractive. Env. C.V. et prêt. à : INTER COMPUTER, 61, av. de la République, 75011 PARIS - 806-80-00.

**BANQUE D'AFFAIRES PARIS**

RECRUTE POUR GESTION DE SA CLIENTÈLE ENTREPRISE :

**CADRE CLASSE V ou VI**

LE POSTE NÉCESSITE :

- solide formation technique
- plusieurs années d'exp. dans la fonction et très bon contact humain. Adr. C.V. avec photo (recommandée) et réf. n° 26520 C - PUBLIMAXY, 21, rue Feytaud, 75002 Paris qui tr.

BUREAU D'ÉTUDES BANQUE SUD recherche pour schémas électroniques analogiques

**A.T.P. ou INGÉNIEUR**  
SOTRATES - 373-80-80

**afnor**  
association française de normalisation

recherche

**INGÉNIEUR**

La mission consiste à mettre au point, appuyé par des responsables d'entreprises et les experts compétents les NORMES concernant :

- l'application des méthodes statistiques (contrôle de la qualité des produits),
- les fonctions et outils de l'entreprise pour gérer la qualité.

L'activité des groupes de travail au sein des instances techniques et de normalisation suppose la maîtrise de l'Anglais et de l'Allemand dans les réunions. Une expérience de 3 ans s'impose ainsi qu'une personnalité propre à évoluer rapidement dans une petite équipe jeune et motivée.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 5873 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
recherche

**FISCALISTE ADJOINT DU CONTROLLER HF**

Il sera chargé de la comptabilité générale, du reporting (bilan, compte de résultat, etc.), de la fiscalité, des déclarations et de la liaison avec l'administration.

Ce poste conviendrait à un candidat à la formation comptable BTS minimum, DECS de préférence, ayant de solides bases en fiscalité, débutant ou avec quelques années d'expérience.

ANGLAIS NÉCESSAIRE.

Il superviser plusieurs comptables.

Lieu de travail : Banlieue Sud.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous référence 10256 à :

**Emplois et Entreprises**  
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

**BANQUE NATIONALE PROFESSIONNELLE**

connaissant un développement important dans la gestion des valeurs mobilières recherche pour renforcer son service Etudes et Gestion des Obligations

**UN COLLABORATEUR HF**

■ formation supérieure, actrice souhailée, connaissances informatiques, possédant une expérience professionnelle.

Les candidats de débutants seront également examinés.

Poste destiné à évoluer vers la gestion. Réelles possibilités d'évolution pour personne de valeur.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous réf. 3485 M à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

**LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS**

**A**ider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTREE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

**Le Monde**  
H. Guinaudeau  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS  
Tél : 246.72.23

**recie presse**  
J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulon  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS  
Tél : 233.44.21

**OFFRES D'EMPLOIS**

Participer à l'organisation  
Une opportunité  
pour un ingénieur

**INGÉNIEURS DE HAUT FORMATION**  
recherche

■ aux recherches sur les techniques de communication avec les satellites  
■ aux recherches sur les techniques de communication avec les satellites  
■ aux recherches sur les techniques de communication avec les satellites

**8 INGENIEURS GRANDE ECOLE**  
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

**LOGISTA**  
30 quai de la Seine  
92010 Nanterre  
Tél. 776-41-00

**CAM**  
le CAM service spécialisé de la Courbe des Courbes

**RESPONSABLES DE PROJETS**

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**  
Gestion et diffusion de produits financiers

**2 FINANCIERS COMMERCIAUX**

formation supérieure - HEC - ESSEC - ENSA  
pour la gestion de ses produits dans les banques, sociétés d'assurance, etc.

Formation de base assurée  
plus éventuellement de spécialisation  
formation de base assurée  
plus éventuellement de spécialisation



**INDS SYSTEMES INFORMATIQUES**  
**E TRAITEMENT D'IMAGES**  
**INGENIEURS INFORMATIENS**  
**POSITION II**  
**RESPONSABLE APRES-VENTE**  
**INGENIEUR EN EQUIPEMENT**

**afnor**  
**INGENIEUR**  
**CONTRÔLE DE LA QUALITÉ**

**FISCALISTE**  
**ADJOINT DU CONTROLLER HF**

**UN COLLABORATEUR HF**

REPRODUCTION INTERDITE

**OFFRES D'EMPLOIS**

**Participer à l'organisation d'une compagnie**  
**Une opportunité**  
**pour un ingénieur informaticien**

Il s'agit, au sein de notre Direction de l'Organisation, de conduire la réalisation de projets à partir de la définition formelle pour les utilisateurs jusqu'à la mise en service, y compris la réalisation de la documentation et la formation des utilisateurs.

Cette responsabilité englobe le suivi des plannings et des budgets ainsi que les prévisions des besoins humains et matériels nécessaires à la réalisation des projets.

Le candidat que nous recherchons a 2 à 3 ans d'expérience en analyse et programmation de projets. Une expérience «MERISE» constitue un atout.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et présentations) à référence **Bull Transac** à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC, BP 92 - 91301 MASSY.

**OFFRES D'EMPLOIS**

**Analystes, Programmeurs,**  
**Ordina et l'informatique :**  
**plus qu'un nom ....**

Une référence qui s'est établie au fil des années sur l'efficacité et le sérieux, mais sur la multiplicité de ses créneaux (économie et finances, distribution, industrie, scientifique).

Aujourd'hui, nous recherchons de nouvelles compétences, diplômées de l'enseignement supérieur. Des techniciens comme vous, qui avez déjà une bonne base technique et quelques années d'expérience, qui ne demandent qu'à s'enrichir au sein de nos équipes.

Egalement d'esprits comme le vôtre qui veulent diversifier leurs connaissances dans un environnement stimulant et formateur.

Robert ARTHUR souhaite vous rencontrer pour construire avec vous votre avenir dans l'informatique **ORDINA**.

**Ordina 10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88**

**MINISTÈRE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION**  
**ISSY-LES-MOULINEAUX**

**ingénieurs de haut niveau**  
**formation universitaire ou grande école**

pour participer :

- aux recherches sur les systèmes avancés de communication avec les mobiles (poste 1)
- Compétence en systèmes informatiques distribués et/ou radio-communication appréciée.
- aux recherches dans le domaine des réseaux Vidéotex (poste 2)

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références et présentations en précisant le poste au : CNET - Division Réseaux Distribution Services - Centre PARIS A 38/40, rue du Général Leclerc - ISSY-LES-MOULINEAUX

**Société de distribution, filiale d'un groupe important recherche**  
**L'ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF**

- Chargé du contrôle de la comptabilité de 8 magasins, il participe, en collaboration avec le directeur administratif et comptable, à l'établissement de différents documents fiscaux et sociaux, à l'élaboration et au contrôle des procédures internes.
- La préférence sera accordée à un candidat titulaire du D.E.C.S. qui, après 3 ans dans un cabinet comptable souhaite une carrière dans une entreprise. Son autorité naturelle lui permettra de contrôler les aides-comptables.
- Une rémunération motivante est proposée.
- Le poste est à Paris mais exige de fréquents déplacements.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo à M. Marie Lard, 4, rue de la Liberté - 75400 Chateau

**GUERBET**  
Groupe pharmaceutique français, expansion régulière, 500 personnes, situé à Aulnay-sous-Bois, recrute son

**DEPARTEMENT DE RECHERCHE CHIMIQUE**

**UN INGENIEUR CHIMISTE HF**  
Directement rattaché au responsable du département, il aura pour mission de développer une unité de recherche dans le domaine de la chimie fine.

Il assurera une fonction complète de chef de service, tant sur le plan de l'animation technique d'une équipe de 4 personnes que sur le plan de la détermination des objectifs, du choix des équipements et du suivi budgétaire.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat Docteur Ingénieur, possédant au moins deux ans d'expérience (hors thèse) dans un laboratoire chimie organique (industrie ou université), et soucieux de transmettre sa créativité.

Rémunération annuelle brute : 170.000 F +

**UN TECHNICIEN CHIMISTE HF**  
Rattaché à un ingénieur chef de service, il aura un rôle de conception, d'optimisation et de proposition pour la synthèse de produits prévus au plan de recherche.

Ce poste peut convenir à un candidat possédant un DUT ou un BTS de chimie et ayant une expérience de 3 à 5 ans en synthèse organique.

Rémunération annuelle brute : 140.000 F +

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous réf. ID 211283, en précisant le poste choisi, à :

**guerbet s.a.**  
BP N° 15,  
93601 AULNAY-SOUS-BOIS Cédex

**SSCI - 180 ingénieurs, recherche**

**8 INGENIEURS GRANDE ECOLE**  
**Paris - Lille - Lyon - Strasbourg**

- Vous êtes issu d'une grande école d'ingénieurs : X, Centrale, Supélec, Sup Aéro, Inra...
- Vous désirez orienter votre carrière vers l'informatique.
- Vous êtes expérimenté ou débutant.
- Vous souhaitez travailler sur des projets à dominante Télématique.

Nous répondrons rapidement à toutes les candidatures comprenant CV, photo et présentations, adressées à :

**LOGISTA**  
30, quai De Dion Bouton  
92806 Puteaux  
Tél : 776-41-00.

**Banque étrangère à Paris**  
**UN ANALYSTE FINANCIER CLASSE IV ou V**

Expérience souhaitée 5 ans  
Age minimum 30 ans.

Envoyer C.V. + photo sous réf. T 043.588 M  
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**La filiale du plus grand groupe français d'électronique professionnelle spécialisée dans les composants passifs.**  
**UN AGENT TECHNIQUE**

Pour succéder le responsable marketing du département, le poste basé dans la proche banlieue Est de Paris appelle à des déplacements peu fréquents en France et à l'étranger. Il nécessite une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation B.T.S. ou D.U.T. électronique ou électrotechnique avec une première expérience dans les techniques de marketing ou d'aide à la commercialisation.

Adresser C.V., photo et présentations, sous réf. T 043.530 M  
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**CAM** le CAM, services informatiques et de la Caisse des Dépôts, recherche des

**RESPONSABLES DE PROJETS**

qui seront chargés d'animer et d'encadrer des équipes au sein des Groupes (1) les plus importants pour développer de nouveaux et très gros systèmes de gestion (comptables, financiers, commissionnements...), (2) la responsabilité de la conception de la base de données, de l'analyse fonctionnelle et de la mise au point des moyens technologiques.

Une formation supérieure est souhaitée (Grandes Ecoles ou Universités) qu'une expérience (1) en conception, (2) en gestion, (3) en analyse de données (DM) et (4) en capacités de relations, goût pour l'animation, Rigueur, sont recherchées chez les candidats.

Les qualités recherchées sont : (1) la possibilité d'assumer des responsabilités, (2) la capacité de relations, (3) la rigueur, (4) la capacité d'analyse.

Adresser C.V. et photo sous réf. 31111  
31111

**CGS CARRIERES**  
58, Bd Gouvion-Saint-Omer, 75017 PARIS

**CREDITS COMMERCIAUX**  
Société leader dans sa branche, recherche

**CREDITMAN**

- Etude de la solvabilité des entreprises
- Appréciation et suivi des risques de crédits

diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques. Intéressés par la matière financière et les contacts humains. Aiment les responsabilités.

Disponibles pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et photo récente à réf. 84751 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 8 q. 8.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**  
**GESTION ET DIFFUSION DE PRODUITS FINANCIERS**  
**FILIALE D'UNE BANQUE NATIONALE PROFESSIONNELLE**  
**2 FINANCIERS COMMERCIAUX**

formation supérieure : H.E.C. - ESSEC - ESCP... pour diffusion de ses produits dans réseaux existant à développer.

Animation commerciale - Présentation des produits - Conception - Stratégie commerciale.

Formation de base assurée. Déplacements de courtes durées en province - possibilités de carrière pour élément de valeur.

REMUNERATION ELEVER à la hauteur des performances (objectifs).

Adresser C.V. photo et présentations sous réf. 3494 M à nos carrières - rue St Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

**BRANDT ARMEMENTS**  
recrute dès à présent pour sa

**DIRECTION DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT**  
**INGENIEURS DIPLOMÉS (ÉES)**

**ENSTA - ECP - ECL - ESE - ENSERG - ENSAE - ENSAM - ENSMA - ESPCI - ENSM**

Débuts ou première expérience d'application pour conception, essais, industrialisation dans de nouveaux programmes d'armements. Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail : Saint-Denis (93) ou La Ferté-Saint-Aubin (45).

Écrire Service du Personnel, 32, boulevard Ornano, 93204 Saint-Denis.

**THOMSON**

**BANQUE INTERNATIONALE PARIS**

**RESPONSABLE DE CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES**  
**FRANCAISES OU MULTINATIONALES**

Capable d'offrir aux trésoriers des plus grands groupes non seulement les financements en devises (ou éventuellement en francs) les mieux adaptés, il devra surtout promouvoir une gamme très large de «produits» de gestion de trésorerie : opérations de change au comptant et à terme ; fonds de trésorerie ; euro-obligations ; et être d'une manière générale familiarisé avec toutes opérations financières.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire ayant acquis une expérience de plusieurs années dans des fonctions identiques.

Anglais courant exigé. Bon niveau en allemand demandé.

Monsieur Alphonse DANNENBERGER, tél. : (1) 267.81.24 vous assure la discrétion de la sélection 135, Avenue de Wagram - 75017 PARIS.



# OFFRES D'EMPLOIS

## THOMSON-CGR

### BRANCHE DES EQUIPEMENTS MEDICAUX

### cherche le

## RESPONSABLE

## DE SES LABORATOIRES

## D'AUTOMATISME

### diplômé de Grandes Ecoles

### (X, ESE, ENST ou équivalent)

Ayant déjà plusieurs années d'expérience dans la conduite de Laboratoires, devra encadrer et coordonner nos laboratoires d'automatisme de servomécanisme en Europe.

Il mettra en place :

- le suivi et le contrôle des coûts des projets,
- la standardisation pour l'ensemble de la branche,
- la définition des grands choix techniques pour la conception
- l'architecture de l'électronique de commande des nouvelles salles de radiologie intégrée,
- la CAO.

De fréquents déplacements en Europe sont à prévoir (anglais courant indispensable).

Envoyer CV, photo et prétentions à CGR, Service Personnel, 3, rue d'Amiens 93100 STAINS.

**THOMSON**  
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

## Jeunes DUT gestion

## et BTS comptabilité

Banque Paris 21

Importante banque recherche Jeunes gens libérés obligatoires militaires pour département financier, service comptabilité sociétés (SICAV, SCPI, communs de placements, etc.).

Vous diplômés du DUT gestion ou du BTS de comptabilité, vous proposés situés au de Paris : arrondissement.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions en précisant l'enveloppe la réf. 2772/LM.

**MEDIA BA**  
9, rue de Valenciennes, 75003 Paris  
qui recrute

## CONSULTANT

## INFORMATIQUE ET GESTION

Un organisme conseil, le secteur agro-alimentaire, recherche un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience en analyse et programmation dans PME ou industrie, être capable d'analyser les systèmes d'information principalement sur mini-système. Mission : diagnostiquer des systèmes informatiques, concevoir de nouveaux systèmes d'information, assurer des interventions opérationnelles.

Intégrerez à une équipe pluridisciplinaire de conseil en organisation gestion, susceptible d'évoluer vers des responsabilités plus élevées.

Moyen terme.

Formation de HEC, ESSEC, ESCP, ESC.

Envoyez lettre manuscrite C.V.  
à J.P. MONTAUDO, qui traitera confidentiellement

Département recrutement  
**synercau**  
23, rue Cadet, 75009 Paris

En lisant cette annonce savez-vous que vous êtes en train de commencer votre formation ?

Formation au métier de spécialiste de communication pour l'emploi. C'est la vocation de notre agence filiale d'un important groupe français.

## FUTUR CHEF

## DE PUBLICITE

Débutant, vous avez une formation supérieure (BAC + 3 ou 4) et vos stages vous ont donné le goût des contacts commerciaux. Un bon esprit de synthèse et une aptitude à la communication écrite et orale, beaucoup de rigueur, de l'initiative et de la créativité vous permettent de gérer au mieux les dossiers de vos clients (rédaction de textes, plans médias, relations avec les supports) et d'évoluer en même temps que nous.

d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11220 AB, à :

**EGOR PROMOTION**  
rue Ponthieu 75008

PARIS - NANTES - TOULOUSE - MILANO - PERUGIA - ROMA - LONDON - MONTREAL

Un des premiers groupes français privés d'assurances recherche

## Assistant du responsable

## de la formation du

## personnel sédentaire

25 ans minimum FORMATION : Diplôme d'Etudes Supérieures, quelques années d'expérience dans le domaine de la Formation ou de la Gestion du Personnel au sein d'une entreprise sont exigées.

FUNCTION : Il apportera une contribution active au développement de la Formation par l'analyse des besoins : la mise en place des actions, l'animation, le suivi et l'évaluation. POSTE EVOLUTIF.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 84583 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**egor**  
SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche pour :  
- ANALYSE DE SYSTEMES  
- OU D'APPLICATIONS  
INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Envoyez lettre manuscrite C.V. et prétentions à :  
75-80, avenue Gallieni  
Tour Gallieni 1  
93174 BAGNOLET CEDEX  
380-13-54/55/56.

ECOLE MUNICIPALE des sports de Paris recherche :  
PROFESSEUR D'E.P.S. ou SPECIALISTE GYM (mercredi de 13 h 30 à 18 h 30) (généraliste), le jeudi de 16 h 30 à 18 h (spécialiste). M. Gilbert Hoang (mercredi matin).

Important dossier spécialisé, recherche :  
**COLLABORATEURS INTERMITTENTS**

expérimentés et de niveau, pour rédiger manuels, comptes rendus, analyses financières et études de bilans, plan OCAM et d'économie financière.

Manuscrite lettre, c.v., photo sous référence 84.306, Connaissance Publique, 20, av. Opéra, 75040 Paris, qui transmettra.

# DEMANDES D'EMPLOIS

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de :

- INGENIEURS spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

**DIRECTEUR TECHNIQUE** - 46 ans, Docteur 2e sciences physiques et ingénieur E.M.I. position III B, anglais, espagnol courants, 20 ans expérience réussie en recherches appliquées, études, développement, production secteurs : mécanique, électronique, électromécanique, informatique.

**RECHERCHE** : poste à responsabilité, création d'entreprise dans gdes nées ou P.M.E. Disponible rapidement, Paris R.P. (Section BCO/GR 448).

**J.H. 41 ans** - Maître de droit et option droit européen, D.E.C.S., bilingue anglais, de soutien sur I.B.M. 4.

**RECHERCHE** : poste juridique ou contrôle (accepte déplacement étranger) (Section BCO/JCB 449).

**EXECUTIF INTERNATIONAL** - 36 ans, 41 ans, licencié sciences économiques, anglais, danois, allemand, Prof. export, 16 ans expérience commerciale, gestion P.M.E. voyageurs (Serv. urbains, inter-urbains, scolaires, personnel, tourisme). Marchandises : national et international (distribution, détail, affrètement). Grande disponibilité.

**OFFRE** : de développer international (Section BCO/JCB 450).

**DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSPORTS** - 47 ans, titulaire CNAM (O.S.T. technique financière et comptable), 20 ans expérience, gestion P.M.E. voyageurs (Serv. urbains, inter-urbains, scolaires, personnel, tourisme). Marchandises : national et international (distribution, détail, affrètement). Grande disponibilité.

**RECHERCHE** : poste similaire, Paris, Province (Section BCO/JCB 451).

**ANPE**

OU TELEPHONER :  
1. rue 75436 PARIS CEDEX 08  
Tél. : 286-44-40, ou 28.

**TRÈS PRIÉ PAR VOS AFFAIRES**, vous recherchez un homme polyvalent, expérimenté, maîtrisant la mission presse, ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## COMMERCIAL

## EXPORT

**UNIVERSITAIRE**  
QUADRILINGUE GRANDE EXPERIENCE  
Ser. s/r 6.576 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**AUDIT-INFORMATIQUE**  
Cours CNAM-ESTO organisé, 18 ans d'expérience, cherche emploi, ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**RESPONSABLE ORGANISATION**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Ing. CNAM, Spécialiste gest. Prod. Comptable et Budgétaire, Organisateur, Initiations, Animateur.**  
ser. s/r 6.588 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

# L'immobilier

## appartements ventes

**5<sup>e</sup> arrdt**  
Prox. Contrescarpe 354-56-10.  
**2 P. caractère**

**PANTHEON** - récent 2 pces 570.000 F. Tél. 325-57-14.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**MABILLON 329-85-06**  
Vaste studio parfait état + grenier à aménager.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**PRÈS BOSQUET, 3/4 P.**  
120 m<sup>2</sup>, III<sup>e</sup> GRAND JARDIN LUXE, 4 pces, 2 s.d., 2 s.c., 2 s.b., 2 s.v., 2 s.w., 2 s.e., 2 s.f., 2 s.g., 2 s.h., 2 s.i., 2 s.j., 2 s.k., 2 s.l., 2 s.m., 2 s.n., 2 s.o., 2 s.p., 2 s.q., 2 s.r., 2 s.s., 2 s.t., 2 s.u., 2 s.v., 2 s.w., 2 s.x., 2 s.y., 2 s.z., 2 s.aa, 2 s.ab, 2 s.ac, 2 s.ad, 2 s.ae, 2 s.af, 2 s.ag, 2 s.ah, 2 s.ai, 2 s.aj, 2 s.ak, 2 s.al, 2 s.am, 2 s.an, 2 s.ao, 2 s.ap, 2 s.aq, 2 s.ar, 2 s.as, 2 s.at, 2 s.au, 2 s.av, 2 s.aw, 2 s.ax, 2 s.ay, 2 s.az, 2 s.ba, 2 s.bb, 2 s.bc, 2 s.bd, 2 s.be, 2 s bf, 2 s.bg, 2 s.bh, 2 s.bi, 2 s.bj, 2 s.bk, 2 s.bl, 2 s bm, 2 s.bn, 2 s.bo, 2 s.bp, 2 s.bq, 2 s.br, 2 s.bs, 2 s.bt, 2 s.bu, 2 s.bv, 2 s.bw, 2 s.bx, 2 s.by, 2 s.bz, 2 s.ca, 2 s.cb, 2 s.cc, 2 s.cd, 2 s.ce, 2 s.cf, 2 s.cg, 2 s.ch, 2 s.ci, 2 s.cj, 2 s ck, 2 s.cl, 2 s.cm, 2 s.cn, 2 s.co, 2 s.cp, 2 s.cq, 2 s.cr, 2 s.cs, 2 s.ct, 2 s.cu, 2 s.cv, 2 s.cw, 2 s.cx, 2 s.cy, 2 s.cz, 2 s.da, 2 s.db, 2 s.dc, 2 s.dd, 2 s.de, 2 s.df, 2 s.dg, 2 s.dh, 2 s.di, 2 s.dj, 2 s.dk, 2 s.dl, 2 s.dm, 2 s.dn, 2 s.do, 2 s.dp, 2 s.dq, 2 s.dr, 2 s.ds, 2 s.dt, 2 s.du, 2 s.dv, 2 s.dw, 2 s.dx, 2 s.dy, 2 s.dz, 2 s.ea, 2 s.eb, 2 s.ec, 2 s.ed, 2 s.ee, 2 s.ef, 2 s.eg, 2 s.eh, 2 s.ei, 2 s.ej, 2 s.ek, 2 s.el, 2 s.em, 2 s.en, 2 s.eo, 2 s.ep, 2 s.eq, 2 s.er, 2 s.es, 2 s.et, 2 s.eu, 2 s.ev, 2 s.ew, 2 s.ex, 2 s.ey, 2 s.ez, 2 s.fa, 2 s.fb, 2 s.fc, 2 s.fd, 2 s.fe, 2 s.ff, 2 s.fg, 2 s.fh, 2 s.fi, 2 s.fj, 2 s.fk, 2 s.fl, 2 s.fm, 2 s.fn, 2 s.fo, 2 s.fp, 2 s.fq, 2 s.fr, 2 s.fs, 2 s.ft, 2 s.fu, 2 s.fv, 2 s.fw, 2 s.fx, 2 s.fy, 2 s.fz, 2 s.ga, 2 s.gb, 2 s.gc, 2 s.gd, 2 s.ge, 2 s.gf, 2 s.gg, 2 s.gh, 2 s.gi, 2 s.gj, 2 s.gk, 2 s.gl, 2 s.gm, 2 s.gn, 2 s.go, 2 s.gp, 2 s.gq, 2 s.gr, 2 s.gs, 2 s.gt, 2 s.gu, 2 s.gv, 2 s.gw, 2 s.gx, 2 s.gy, 2 s.gz, 2 s.ha, 2 s.hb, 2 s.hc, 2 s.hd, 2 s.he, 2 s.hf, 2 s.hg, 2 s.hh, 2 s.hi, 2 s.hj, 2 s.hk, 2 s.hl, 2 s.hm, 2 s.hn, 2 s.ho, 2 s.hp, 2 s.hq, 2 s.hr, 2 s.hs, 2 s.ht, 2 s.hu, 2 s.hv, 2 s.hw, 2 s.hx, 2 s.hy, 2 s.hz, 2 s.ia, 2 s.ib, 2 s.ic, 2 s.id, 2 s.ie, 2 s.if, 2 s.ig, 2 s.ih, 2 s.ii, 2 s.ij, 2 s.ik, 2 s.il, 2 s.im, 2 s.in, 2 s.io, 2 s.ip, 2 s.iq, 2 s.ir, 2 s.is, 2 s.it, 2 s.iu, 2 s.iv, 2 s.iw, 2 s.ix, 2 s.iy, 2 s.iz, 2 s.ja, 2 s.jb, 2 s.jc, 2 s.jd, 2 s.je, 2 s.jf, 2 s.jg, 2 s.jh, 2 s.ji, 2 s.jj, 2 s.jk, 2 s.jl, 2 s.jm, 2 s.jn, 2 s.jo, 2 s.jp, 2 s.jq, 2 s.jr, 2 s.js, 2 s.jt, 2 s.ju, 2 s.jv, 2 s.jw, 2 s.jx, 2 s.jy, 2 s.jz, 2 s.ka, 2 s.kb, 2 s.kc, 2 s.kd, 2 s.ke, 2 s.kf, 2 s.kg, 2 s.kh, 2 s.ki, 2 s.kj, 2 s.kk, 2 s.kl, 2 s.km, 2 s.kn, 2 s.ko, 2 s.kp, 2 s.kq, 2 s.kr, 2 s.ks, 2 s.kt, 2 s.ku, 2 s.kv, 2 s.kw, 2 s.kx, 2 s.ky, 2 s.kz, 2 s.la, 2 s.lb, 2 s.lc, 2 s.ld, 2 s.le, 2 s.lf, 2 s.lg, 2 s.lh, 2 s.li, 2 s.lj, 2 s.lk, 2 s.ll, 2 s.lm, 2 s.ln, 2 s.lo, 2 s.lp, 2 s.lq, 2 s.lr, 2 s.ls, 2 s.lt, 2 s.lu, 2 s.lv, 2 s.lw, 2 s.lx, 2 s.ly, 2 s.lz, 2 s.ma, 2 s.mb, 2 s.mc, 2 s.md, 2 s.me, 2 s.mf, 2 s.mg, 2 s.mh, 2 s.mi, 2 s.mj, 2 s.mk, 2 s.ml, 2 s.mm, 2 s.mn, 2 s.mo, 2 s.mp, 2 s.mq, 2 s.mr, 2 s.ms, 2 s.mt, 2 s.mu, 2 s.mv, 2 s.mw, 2 s.mx, 2 s.my, 2 s.mz, 2 s.na, 2 s.nb, 2 s.nc, 2 s.nd, 2 s.ne, 2 s.nf, 2 s.ng, 2 s.nh, 2 s.ni, 2 s.nj, 2 s.nk, 2 s.nl, 2 s.nm, 2 s.nn, 2 s.no, 2 s.np, 2 s.nq, 2 s.nr, 2 s.ns, 2 s.nt, 2 s.nu, 2 s.nv, 2 s.nw, 2 s.nx, 2 s.ny, 2 s.nz, 2 s.oa, 2 s.ob, 2 s.oc, 2 s.od, 2 s.oe, 2 s.of, 2 s.og, 2 s.oh, 2 s.oi, 2 s.oj, 2 s.ok, 2 s.ol, 2 s.om, 2 s.on, 2 s.oo, 2 s.op, 2 s.oq, 2 s.or, 2 s.os, 2 s.ot, 2 s.ou, 2 s.ov, 2 s.ow, 2 s.ox, 2 s.oy, 2 s.oz, 2 s.pa, 2 s.pb, 2 s.pc, 2 s.pd, 2 s.pe, 2 s.pf, 2 s.pg, 2 s.ph, 2 s.pi, 2 s.pj, 2 s.pk, 2 s.pl, 2 s.pm, 2 s.pn, 2 s.po, 2 s.pp, 2 s.pq, 2 s.pr, 2 s.ps, 2 s.pt, 2 s.pu, 2 s.pv, 2 s.pw, 2 s.px, 2 s.py, 2 s.pz, 2 s.qa, 2 s.qb, 2 s.qc, 2 s.qd, 2 s.qe, 2 s.qf, 2 s.qg, 2 s.qh, 2 s.qi, 2 s.qj, 2 s.qk, 2 s ql, 2 s.qm, 2 s.qn, 2 s.qo, 2 s.qp, 2 s.qq, 2 s.qr, 2 s.qs, 2 s.qt, 2 s.qu, 2 s.qv, 2 s.qw, 2 s.qx, 2 s.qy, 2 s.qz, 2 s.ra, 2 s.rb, 2 s.rc, 2 s.rd, 2 s.re, 2 s.rf, 2 s.rg, 2 s.rh, 2 s.ri, 2 s.rj, 2 s.rk, 2 s.rl, 2 s.rm, 2 s.rn, 2 s.ro, 2 s.rp, 2 s.rq, 2 s.rr, 2 s.rs, 2 s.rt, 2 s.ru, 2 s.rv, 2 s.rw, 2 s.rx, 2 s.ry, 2 s.rz, 2 s.sa, 2 s.sb, 2 s.sc, 2 s.sd, 2 s.se, 2 s.sf, 2 s.sg, 2 s.sh, 2 s.si, 2 s.sj, 2 s.sk, 2 s.sl, 2 s.sm, 2 s.sn, 2 s.so, 2 s.sp, 2 s.sq, 2 s.sr, 2 s.ss, 2 s.st, 2 s.su, 2 s.sv, 2 s.sw, 2 s.sx, 2 s.sy, 2 s.sz, 2 s.ta, 2 s.tb, 2 s.tc, 2 s.td, 2 s.te, 2 s.tf, 2 s.tg, 2 s.th, 2 s.ti, 2 s.tj, 2 s.tk, 2 s.tl, 2 s.tm, 2 s.tn, 2 s.to, 2 s.tp, 2 s.tq, 2 s.tr, 2 s.ts, 2 s.tt, 2 s.tu, 2 s.tv, 2 s.tw, 2 s.tx, 2 s.ty, 2 s.tz, 2 s.ua, 2 s.ub, 2 s.uc, 2 s.ud, 2 s.ue, 2 s.uf, 2 s.ug, 2 s.uh, 2 s.ui, 2 s.uj, 2 s.uk, 2 s.ul, 2 s.um, 2 s.un, 2 s.uo, 2 s.up, 2 s.uq, 2 s.ur, 2 s.us, 2 s.ut, 2 s.uy, 2 s.uz, 2 s.va, 2 s.vb, 2 s.vc, 2 s.vd, 2 s.ve, 2 s.vf, 2 s.vg, 2 s.vh, 2 s.vi, 2 s.vj, 2 s.vk, 2 s.vl, 2 s.vm, 2 s.vn, 2 s.vo, 2 s.vp, 2 s.vq, 2 s.vr, 2 s.vs, 2 s.vt, 2 s.vu, 2 s.vv, 2 s.vw, 2 s.vx, 2 s.vy, 2 s.vz, 2 s.wa, 2 s.wb, 2 s.wc, 2 s.wd, 2 s.we, 2 s.wf, 2 s.wg, 2 s.wh, 2 s.wi, 2 s.wj, 2 s.wk, 2 s.wl, 2 s.wm, 2 s.wn, 2 s.wo, 2 s.wp, 2 s.wq, 2 s.wr, 2 s.ws, 2 s.wt, 2 s.wu, 2 s.wv, 2 s.wx, 2 s.wy, 2 s.wz, 2 s.xa, 2 s.xb, 2 s.xc, 2 s.xd, 2 s.xe, 2 s.xf, 2 s.xg, 2 s.xh, 2 s.xi, 2 s.xj, 2 s.xk, 2 s.xl, 2 s.xm, 2 s.xn, 2 s.xo, 2 s.xp, 2 s.xq, 2 s.xr, 2 s.xs, 2 s.xt, 2 s.xu, 2 s.xv, 2 s.xw, 2 s.xx, 2 s.xy, 2 s.xz, 2 s.ya, 2 s.yb, 2 s.yc, 2 s.yd, 2 s.ye, 2 s.yf, 2 s.yg, 2 s.yh, 2 s.yi, 2 s.yj, 2 s.yk, 2 s.yl, 2 s.ym, 2 s.yn, 2 s.yo, 2 s.yp, 2 s.yq, 2 s.yr, 2 s.ys, 2 s.yt, 2 s.yu, 2 s.yv, 2 s.yw, 2 s.yx, 2 s.yy, 2 s.yz, 2 s.za, 2 s.zb, 2 s.zc, 2 s.zd, 2 s.ze, 2 s.zf, 2 s.zg, 2 s.zh, 2 s.zi, 2 s.zj, 2 s.zk, 2 s.zl, 2 s.zm, 2 s.zn, 2 s.zo, 2 s.zp, 2 s.zq, 2 s.zr, 2 s.zs, 2 s.zt, 2 s.zu, 2 s.zv, 2 s.zw, 2 s.zx, 2 s.zy, 2 s.zz.

**15<sup>e</sup> arrdt**  
**CECOB CONSTRUCT**  
329, RUE LECORBE  
PRESTATION D'ARCHITECTURE  
STUDIO, 2, 3 PIECES

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**PROX. PARC MONTSOURIS**  
av. de l'Armée-Médaille, 100 m<sup>2</sup>, 3 pces, 2 s.d., 2 s.c., 2 s.b., 2 s.v., 2 s.w., 2 s.e., 2 s.f., 2 s.g., 2 s.h, 2 s.i, 2 s.j, 2 s.k, 2 s.l, 2 s.m, 2 s.n, 2 s.o, 2 s.p, 2 s.q, 2 s.r, 2 s.s, 2 s.t, 2 s.u, 2 s.v, 2 s.w, 2 s.x, 2 s.y, 2 s.z, 2 s.aa, 2 s.ab, 2 s.ac, 2 s.ad, 2 s.ae, 2 s.af, 2 s.ag, 2 s.ah, 2 s.ai, 2 s.aj, 2 s.ak, 2 s.al, 2 s.am, 2 s.an, 2 s.ao, 2 s.ap, 2 s.aq, 2 s.ar, 2 s.as, 2 s.at, 2 s.au, 2 s.av, 2 s.aw, 2 s.ax, 2 s.ay, 2 s.az, 2 s.ba, 2 s.bb, 2 s.bc, 2 s.bd, 2 s.be, 2 s bf, 2 s.bg, 2 s.bh, 2 s.bi, 2 s.bj, 2 s.bk, 2 s.bl, 2 s bm, 2 s.bn, 2 s.bo, 2 s.bp, 2 s.bq, 2 s.br, 2 s.bs, 2 s.bt, 2 s.bu, 2 s.bv, 2 s.bw, 2 s.bx, 2 s.by, 2 s.bz, 2 s.ca, 2 s.cb, 2 s.cc, 2 s.cd, 2 s.ce, 2 s.cf, 2 s.cg, 2 s.ch, 2 s.ci, 2 s.cj, 2 s ck, 2 s.cl, 2 s.cm, 2 s.cn, 2 s.co, 2 s.cp, 2 s.cq, 2 s.cr, 2 s.cs, 2 s.ct, 2 s.cu, 2 s.cv, 2 s.cw, 2 s.cx, 2 s.cy, 2 s.cz, 2 s.da, 2 s.db, 2 s.dc, 2 s.dd, 2 s.de, 2 s.df, 2 s.dg, 2 s.dh, 2 s.di, 2 s.dj, 2 s.dk, 2 s.dl, 2 s.dm, 2 s.dn, 2 s.do, 2 s.dp, 2 s.dq, 2 s.dr, 2 s.ds, 2 s.dt, 2 s.du, 2 s.dv, 2 s.dw, 2 s.dx, 2 s.dy, 2 s.dz, 2 s.ea, 2 s.eb, 2 s.ec, 2 s.ed, 2 s.ee, 2 s.ef, 2 s.eg, 2 s.eh, 2 s.ei, 2 s.ej, 2 s.ek, 2 s.el, 2 s.em, 2 s.en, 2 s.eo, 2 s.ep, 2 s.eq, 2 s.er, 2 s.es, 2 s.et, 2 s.eu, 2 s.ev, 2 s.ew, 2 s.ex, 2 s.ey, 2 s.ez, 2 s.fa, 2 s.fb, 2 s.fc, 2 s.fd, 2 s.fe, 2 s.ff, 2 s.fg, 2 s.fh, 2 s.fi, 2 s.fj, 2 s.fk, 2 s.fl, 2 s.fm, 2 s.fn, 2 s.fo, 2 s.fp, 2 s.fq, 2 s.fr, 2 s.fs, 2 s.ft, 2 s.fu, 2 s.fv, 2 s.fw, 2 s.fx, 2 s.fy, 2 s.fz, 2 s.ga, 2 s.gb, 2 s.gc, 2 s.gd, 2 s.ge, 2 s.gf, 2 s.gg, 2 s.gh, 2 s.gi, 2 s.gj, 2 s.gk, 2 s.gl, 2 s.gm, 2 s.gn, 2 s.go, 2 s.gp, 2 s.gq, 2 s.gr, 2 s.gs, 2 s.gt, 2 s.gu, 2 s.gv, 2 s.gw, 2 s.gx, 2 s.gy, 2 s.gz, 2 s.ha, 2 s.hb, 2 s.hc, 2 s.hd, 2 s.he, 2 s.hf, 2 s.hg, 2 s.hh, 2 s.hi, 2 s.hj, 2 s.hk, 2 s.hl, 2 s.hm, 2 s.hn, 2 s.ho, 2 s.hp, 2 s.hq, 2 s.hr, 2 s.hs, 2 s.ht, 2 s.hu, 2 s.hv, 2 s.hw, 2 s.hx, 2 s.hy, 2 s.hz, 2 s.ia, 2 s.ib, 2 s.ic, 2 s.id, 2 s.ie, 2 s.if, 2 s.ig, 2 s.ih, 2 s.ii, 2 s.ij, 2 s.ik, 2 s.il, 2 s.im, 2 s.in, 2 s.io, 2 s.ip, 2 s.iq, 2 s.ir, 2 s.is, 2 s.it, 2 s.iu, 2 s.iv, 2 s.iw, 2 s.ix, 2 s.iy, 2 s.iz, 2 s.ja, 2 s.jb, 2 s.jc, 2 s.jd, 2 s.je, 2 s.jf, 2 s.jg, 2 s.jh, 2 s.ji, 2 s.jj, 2 s.jk, 2 s.jl, 2 s.jm, 2 s.jn, 2 s.jo, 2 s.jp, 2 s.jq, 2 s.jr, 2 s.js, 2 s.jt, 2 s.ju, 2 s.jv, 2 s.jw, 2 s.jx, 2 s.jy, 2 s.jz, 2 s.ka, 2 s.kb, 2 s.kc, 2 s.kd, 2 s.ke, 2 s.kf, 2 s.kg, 2 s.kh, 2 s.ki, 2 s.kj, 2 s.kk, 2 s.kl, 2 s.km, 2 s.kn, 2 s.ko, 2 s.kp, 2 s.kq, 2 s.kr, 2 s.ks, 2 s.kt, 2 s.ku, 2 s.kv, 2 s.kw, 2 s.kx, 2 s.ky, 2 s.kz, 2 s.la, 2 s.lb, 2 s.lc, 2 s.ld, 2 s.le, 2 s.lf, 2 s.lg, 2 s.lh, 2 s.li, 2 s.lj, 2 s.lk, 2 s.lm, 2 s.ln, 2 s.lo, 2 s.lp, 2 s.lq, 2 s.lr, 2 s.ls, 2 s.lt, 2 s.lu, 2 s.lv, 2 s.lw, 2 s.lx, 2 s.ly, 2 s.lz, 2 s.ma, 2 s.mb, 2 s.mc, 2 s.md, 2 s.me, 2 s.mf, 2 s.mg, 2 s.mh, 2 s.mi, 2 s.mj, 2 s.mk, 2 s.ml, 2 s.mm, 2 s.mn, 2 s.mo, 2 s.mp, 2 s.mq, 2 s.mr, 2 s.ms, 2 s.mt, 2 s.mu, 2 s.mv, 2 s.mw, 2 s.mx, 2 s.my, 2 s.mz, 2 s.na, 2 s.nb, 2 s.nc, 2 s.nd, 2 s.ne, 2 s.nf, 2 s.ng, 2 s.nh, 2 s.ni, 2 s.nj, 2 s.nk, 2 s.nl, 2 s.nm, 2 s.nn, 2 s.no, 2 s.np, 2 s.nq, 2 s.nr, 2 s.ns, 2 s.nt, 2 s.nu, 2 s.nv, 2 s.nw, 2 s.nx, 2 s.ny, 2 s.nz, 2 s.oa, 2 s.ob, 2 s.oc, 2 s.od, 2 s.oe, 2 s.of, 2 s.og, 2 s.oh, 2 s.oi, 2 s.oj, 2 s.ok, 2 s.ol, 2 s.om, 2 s.on, 2 s.oo, 2 s.op, 2 s.oq, 2 s.or, 2 s.os, 2 s.ot, 2 s.ou, 2 s.ov, 2 s.ow, 2 s.ox, 2 s.oy, 2 s.oz, 2 s.pa, 2 s.pb, 2 s.pc, 2 s.pd, 2 s.pe, 2 s.pf, 2 s.pg, 2 s.ph, 2 s.pi, 2 s.pj, 2 s.pk, 2 s.pl, 2 s.pm, 2 s.pn, 2 s.po, 2 s.pp, 2 s.pq, 2 s.pr, 2 s.ps, 2 s.pt, 2 s.pu, 2 s.pv, 2 s.pw, 2 s.px, 2 s.py, 2 s.pz, 2 s.qa, 2 s.qb, 2 s.qc, 2 s.qd, 2 s.qe, 2 s.qf, 2 s.qg, 2 s.qh, 2 s.qi, 2 s.qj, 2 s.qk, 2 s ql, 2 s.qm, 2 s.qn, 2 s.qo, 2 s.qp, 2 s.qq, 2 s.qr, 2 s.qs, 2 s.qt, 2 s.qu, 2 s.qv, 2 s.qw, 2 s.qx, 2 s.qy, 2 s.qz, 2 s.ra, 2 s.rb, 2 s.rc, 2 s.rd, 2 s.re, 2 s.rf, 2 s.rg, 2 s.rh, 2 s.ri, 2 s.rj, 2 s.rk, 2 s.rl, 2 s.rm, 2 s.rn, 2 s.ro, 2 s.rp, 2 s.rq, 2 s.rr, 2 s.rs, 2 s.rt, 2 s.ru, 2 s.rv, 2 s.rw, 2 s.rx,



**PERKIN-ELMER S.A.**  Systems  
85, av. Aristide-Briand - 94110 ARCUEIL - ☎ (1) 664.18.5



**LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS**



Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

## AFFAIRES

### Un accord entre A.T.T. et Olivetti serait imminent

Les négociations entre le groupe américain A.T.T. et la société italienne Olivetti seraient sur le point de conclure. Un accord - si accord il y a - pourrait être annoncé dans les prochains jours, voire les prochaines heures, les dirigeants des deux groupes souhaitant semble-t-il ne pas prolonger leurs discussions après le 31 décembre.

Après la cession par Saint-Gobain et Bull de leur participation de 23 % dans Olivetti à des investisseurs italiens, M. de Benedetti, le patron de la firme d'Ivrea, a relancé les négociations avec A.T.T. Son objectif est de trouver un partenaire financier puissant qui apporte à son entreprise de l'argent frais et qui lui offre en même temps un soutien technologique, notamment dans le domaine des télécommunications et des circuits intégrés.

De son côté, A.T.T., dont le développement sera effectif le 1<sup>er</sup> janvier 1984, doit redéfinir sa stratégie et trouver des appuis solides hors des Etats-Unis. Une alliance avec la société italienne serait, pour A.T.T., complémentarité de l'accord conclu en début d'année avec Philips qui ne concernait que la téléphonie.

L'un des schémas envisagés entre A.T.T. et Olivetti prévoyait une prise de participation de 20 % du groupe américain dans le cadre d'une augmentation de capital de la société d'Ivrea.

Les investissements japonais en France. - Un bureau français spécialisé, remplaçant une simple antenne légère, vient d'être créé au Japon pour aider les chefs d'entreprise nippons qui projettent d'investir en France. Tel est le principal point des déclarations que M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), a faites au déjeuner de l'Association de presse France-Japon. Ce bureau, directement relié à la DATAR, a pour mission d'accentuer la tendance qui a fait passer d'un chiffre pratiquement négligeable à 1 100 le nombre des emplois créés en France en 1982 par des entreprises japonaises.

Déjà, selon M. Attali, la communication passe mieux entre les deux pays, et le patronat nippon se fait une meilleure idée de l'administration française.

### L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des débutants sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 3 : 20 FF chez votre marchand de journaux.

### PERKIN-ELMER

du micro au mini 21 mips, la plus large gamme d'ordinateurs 32 bits

#### CAO-FAO :

Anvil 4000<sup>®</sup>, CADAM<sup>®</sup>, DOGS, ANSYS, NASTRAN

Systèmes d'exploitation : UNIX<sup>®</sup>, OS/32

Pour recevoir une documentation, retournez ce coupon avec votre carte de visite à :

PERKIN-ELMER S.A. Data Systems  
93-85, av. Aristide-Briand - 94110 ARCUEIL - ☎ (1) 684.18.55

### L'INAUGURATION DE L'ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE

#### Gadget ou nouveau service ?

Comment la population va-t-elle accepter l'annuaire électronique ? La France est le premier pays au monde à se lancer dans une opération d'information des ménages de cette envergure. Le risque existe d'un rejet ou, ce qui revient au même, d'un désintérêt, le Minitel allant rejoindre les robots gadgets ménagers au fond d'un placard. Les premiers résultats obtenus, en Bretagne et à Vélizy, permettent d'y voir plus clair : l'électronique y est plutôt bien acceptée.

Près de 70 000 terminaux Minitel auront été distribués à la fin de l'année en Ile-de-France. La direction des télécommunications laisse les abonnés choisir entre un annuaire traditionnel en papier et le Minitel. Sur le nombre potentiel d'abonnés ayant ce choix (il en existent des centaines d'électroniques modifiées), 48 % choisissent l'électronique, chiffre sensiblement conforme aux prévisions annoncées (50 %). Ce résultat encourageant n'est, sans doute, pas généralisable à la France entière, mais on peut être certain qu'il existe une « demande forte », bien suffisante pour atteindre les objectifs de 3 millions de Minitels distribués en 1986. Et même de les dépasser : faute de moyens, les P.T.T. seront conduits à étaler dans le temps les distributions dans chaque département, au risque de laisser des demandes insatisfaites.

Les abonnés consultant entre une fois et deux fois en moyenne par semaine leur appareil, soit légèrement plus que pour l'annuaire en papier (70 par an), chiffre lui aussi à peu près conforme aux prévisions.

Reste que 54 % des abonnés préfèrent les annuaires en papier. Les P.T.T. vont donc continuer à imprimer dans chaque département et à maintenir le service en

renseignement du « 12 ». La rentabilité de l'opération Minitel en sera affectée, dans la mesure où l'administration comptait, à l'origine, sur le Minitel pour faire disparaître ces deux autres services déficitaires. Comme ils subsistent, il faut les restructurer. Une solution a été trouvée pour l'annuaire en papier, qui est devenu rentable (150 millions de francs de bénéfices en 1983 contre 150 millions de pertes en 1979). Mais le « 12 » a perdu 600 millions de francs en 1983.

Les P.T.T. restent cependant convaincus que l'opération Minitel est rentable. Mais tout porte à croire que seuls les « services supplémentaires » du type de ceux testés à Vélizy permettront d'assurer vraiment sa viabilité et son intérêt.

Il y a 3 300 terminaux autour de Vélizy-Verrières (1) avec une quinzaine de services consultables (journaux, Bourse, horaires S.N.C.F., cinémas, banques...) et une messagerie. Un tiers des ménages ne les utilisent pas (terminaux « dormants »). Les deux tiers utilisés sont consultés en moyenne sept fois par semaine pendant quatorze minutes, chiffres stabilisés depuis quelques mois. Les ménages avec enfant, de douze à quinze ans sont les plus gros consommateurs, tandis que les retraités sont les plus hésitants. Un quart d'heure d'utilisation par semaine, c'est encore peu comparé aux autres médias. L'annuaire ne « bouillonne » pas encore la vie des gens. Faute de services multiples utiles et originaux.

E. L. B.

(1) Et 2 300 terminaux « de promotion » répartis dans toute la France, qui permettent d'interroger les données de Vélizy.

Accord-cadre entre Renault et le C.N.R.S. - Le C.N.R.S. et Renault ont récemment signé un accord de coopération scientifique leur permettant d'élargir leur collaboration

actuelle et de définir des projets de coopération d'intérêt commun. Il permettra aussi d'échanger des chercheurs ou d'équipes.

**C'est vrai. Certaines énergies peuvent faire voler un avion.**

(Bonjour la tronconneuse !)



Nous, industries pétrolières françaises, nous pensons que toutes les énergies sont indispensables pour satisfaire les besoins du pays et le confort des Français. Dans le cocktail énergétique, on ne peut pas se passer du pétrole. Parce que le pétrole possède seul la qualité essentielle de pouvoir remplacer à tout moment n'importe quelle autre source d'énergie. On produit de l'électricité avec du pétrole mais on ne peut pas transformer l'électricité en essence. Aujourd'hui, pour de nombreux usages, le pétrole, bien utilisé revient moins cher que d'autres

énergies. Et il y en a pour longtemps. C'est pourquoi, il faut avoir les moyens de le trouver, le transporter, le raffiner et le distribuer. Un marché concurrentiel complexe, ce n'est pas facile. Mais c'est indispensable pour l'approvisionnement nécessaire ou bien-être de tous.

**Pétrole, Energie essentielle.**

Comité Français d'Industrie Pétrolière



# FAITS ET CHIFFRES

## AFFAIRES

### Télécommunications

#### LES NÉGOCIATIONS FRANCO-BRITANNIQUES SONT ENTRÉES DANS UNE PHASE DÉLICATE

Les télécommunications constituent pour les pouvoirs publics français un terrain privilégié de construction de l'Europe des nouvelles technologies. Pendant que, de son côté, la C.G.E. négocie avec de nombreux partenaires (le Monde du 9 décembre), les P.T.T. cherchent à obtenir des ouvertures conjointes des marchés publics. Différentes solutions sont examinées avec la R.F.A., l'Italie, l'Espagne et le Portugal, mais c'est sur la Grande-Bretagne que s'est porté le choix de l'administration en ce qui concerne les marchés de la communication (le Monde du 29 octobre).

Les P.T.T. pourraient ouvrir 15 % environ de leur marché au System X britannique, tandis que, en échange, British Telecom accepterait des E.10 de la C.G.E. pour un montant équivalent. La C.G.E. et Plessey pourraient unir leurs efforts de recherche sur les futurs systèmes et sur d'autres domaines des télécommunications.

Cette opération a reçu l'aval de principe des deux gouvernements, mais elle se heurte, selon le Financial Times du lundi 9 décembre, à de nombreuses réticences au sein de British Telecom, qui fait remarquer que ses carnets de commandes sont pleins jusqu'en 1986. Comme le gouvernement de M. Thatcher, qui veut privatiser British Telecom, entend respecter son autonomie de décision, les négociations apparaissent délicates. Elles le sont d'autant plus que les E.10 pourraient être construits en Angleterre et que les transferts de technologies sont chose complexe. Les P.T.T., en France, tout en gardant leurs autres fers au feu, ne s'étonnent pas des difficultés rencontrées et gardent bon espoir.

**Lisez**  
**St Mark**  
**PHILATÉLISTES**  
à l'adresse de la Philatélie

### L'avenir

#### de la sidérurgie luxembourgeoise ARBED DEVRAIT CÉDER 76 % DE SA FILIALE OUEST-ALLEMANDE

Le groupe sidérurgique luxembourgeois Arbed va se désengager de sa filiale ouest-allemande Saarstahl, qui a de graves difficultés. De passage à Paris, à l'occasion du forum organisé par l'Institut européen des affaires, M. Paul Helminger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et au commerce extérieur du Grand-Duché, nous précise : « Avant la fin du mois, le gouvernement régional de la Sarre devrait acquiescer 76 % du capital, pour 1 deutschemark, à charge pour lui de trouver un acquiescent. » Pour faire bonne mesure et conserver les bonnes relations et les marchés de l'Arbed en R.F.A., d'autres actifs, dont les tréfileries, seront également vendus.

Un désengagement semblable de la filiale belge Sidmar avait été conseillé par M. Gandois, expert du Grand-Duché pour la sidérurgie. Le conseil ne sera pas suivi. « Sidmar est un atout trop important ». Il est au contraire prévu d'intégrer à terme les sidérurgies belge et grand-ducale. Dans un premier temps, il ne s'agit que « de coordonner les productions et de préciser les vocations des différents bassins. J'ai bon espoir de conclure un accord avant la fin de janvier ».

« Une meilleure synergie aurait pu être obtenue avec la France », regrette M. Helminger, qui souligne que le train de laminage universel que doit installer le groupe français Sacilor à Gandrange entrera en concurrence directe avec celui de l'Arbed. Visiblement inquiet par ce projet, il ajoute : « Le marché dans ce secteur est plat et ce train de Sacilor ne sera jamais rentable. » Faire cet investissement (une décision encore suspendue par le ministre français de l'Industrie, M. Fabius) « signifierait que le gouvernement français ne croit pas à un retour possible à l'équilibre de sa sidérurgie ». Une affirmation brutale qui s'explique : M. Fabius n'a jamais accepté de recevoir M. Helminger malgré les demandes officielles.

E.L.B.

### Affaires

● M. Bernard Tapie rachète les balances Léonard et Anap. — Avec ses deux entreprises, produisant par an huit mille balances « poids-prix » utilisées par les commerçants, le groupe de M. Tapie devient le premier fabricant français de ces appareils, déjà fabriqués pour lui par Trayvou et Testut.

Le groupe Bernard Tapie a également remis, mercredi 14 décembre, une proposition de reprise pour les cycles Mercier, qui avaient déposé récemment leur bilan.

### Automobile

● Accord G.M.-Toyota : des négociations ont eu lieu à la fin de l'administration. — La commission fédérale du commerce doit indiquer, le 20 décembre, si l'accord entre General Motors et Toyota, pour la construction en Californie d'une moyenne cylindrique, est conforme aux lois antitrust. Elle pourrait donner son accord sous réserve d'engagements des deux constructeurs de ne pas aller au-delà de la coopération actuellement prévue. — (A.F.P.)

● 300 millions de deutschemarks de pertes pour Volkswagen en 1983. — Volkswagen, le constructeur automobile ouest-allemand, devrait perdre 300 millions de marks en 1983 (915 millions de francs) après 146 millions de deutschemarks en 1982. En revanche, le président de Volkswagen, M. Hahn, estime que la firme devrait redevenir bénéficiaire en 1984, grâce à la modernisation des usines et au lancement des nouvelles Golf et Audi 100.

### Conjoncture

● Les ventes de grand commerce en novembre. — Les ventes de grand commerce se sont légèrement redressées en novembre par rapport à octobre. Elles restent cependant inférieures de 3,5 % en volume par rapport au mois de novembre 1982.

### Énergie

● Le prix du pétrole aux États-Unis. — Une importante société de raffinage, Ashland Oil, et une compagnie pétrolière, Citgo, viennent d'annoncer une diminution de 30 à 28,5 dollars par baril de leurs prix officiels d'achat du brut domestique. Ces décisions, si elles étaient suivies par les grandes compagnies américaines, pourraient entraîner une nouvelle baisse des prix sur le marché nord-américain. Celui-ci constituant un débouché important pour les bruts britanniques de la mer du Nord, ce mouvement pourrait imposer de nouvelles pressions à la baisse sur la compagnie nationale britannique qui négocie actuellement avec ses clients ses prix pour le premier trimestre 1984.

### Étranger

#### ÉTATS-UNIS

● Ralentissement de la progression de la production industrielle. — La production industrielle américaine a augmenté de 0,8 % en novembre comme en octobre. Cette douzième augmentation mensuelle successive porte la production à un niveau supérieur de 15,9 % à celui de novembre 1982. Le gain de novembre, un des plus faibles de l'année, est dû essentiellement à une augmentation de la production d'équipements industriels (+1,3 %), et de matériaux de construction (+1 %). La production de biens de consommation n'a augmenté que de 0,2 %, la moitié du taux enregistré en octobre.

#### GRANDE-BRETAGNE

● Recrudescence de la production industrielle. — La production industrielle britannique a fléchi de 0,5 % en octobre, après avoir progressé de 0,7 % en septembre. Toutefois, pour le trimestre août-septembre-octobre, elle reste en progrès de 1 % sur le trimestre précédent et de 1,7 % sur la

période correspondante de 1982. Mais cette reprise d'une année à l'autre est due presque entièrement au pétrole et au gaz. La production manufacturière seule est demeurée à peu près stationnaire, bien que le volume du commerce au détail dépasse de plus de 5 % son niveau de l'an dernier. Il s'ensuit que cette demande record continue d'être satisfaite presque intégralement par l'importation. — (A.F.P.)

### Social

● Accord salarial à la FNAC pour 1984. — Un accord prévoyant une augmentation générale des salaires de 5 % pour 1984, avec une prime de rattrapage intégrale pour les petits salaires, et dégressive pour les moyennes rémunérations, a été signé entre la direction de la FNAC

et les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., annonce un communiqué de la direction. En fin d'année, une prime de rattrapage est prévue pour les plus bas salaires si les prix augmentent de plus de 5 %. Pour les salaires au-dessus de 6 000 F., c'est-à-dire, selon la direction, la grande majorité à la FNAC, la prime de rattrapage sera dégressive et nulle pour les plus hauts salaires. En outre, précise le communiqué, ont été jetées « les bases d'une négociation ultérieure pour 1985 ».

RECTIFICATIF. — A propos des élections à la S.N.C.F. (le Monde daté 18-19 décembre), une erreur s'est glissée dans les résultats concernant les comités d'établissement : c'est la C.F.T.C. et non la C.F.D.T. qui a obtenu 13 547 voix, 6,25 % et 58 sièges.

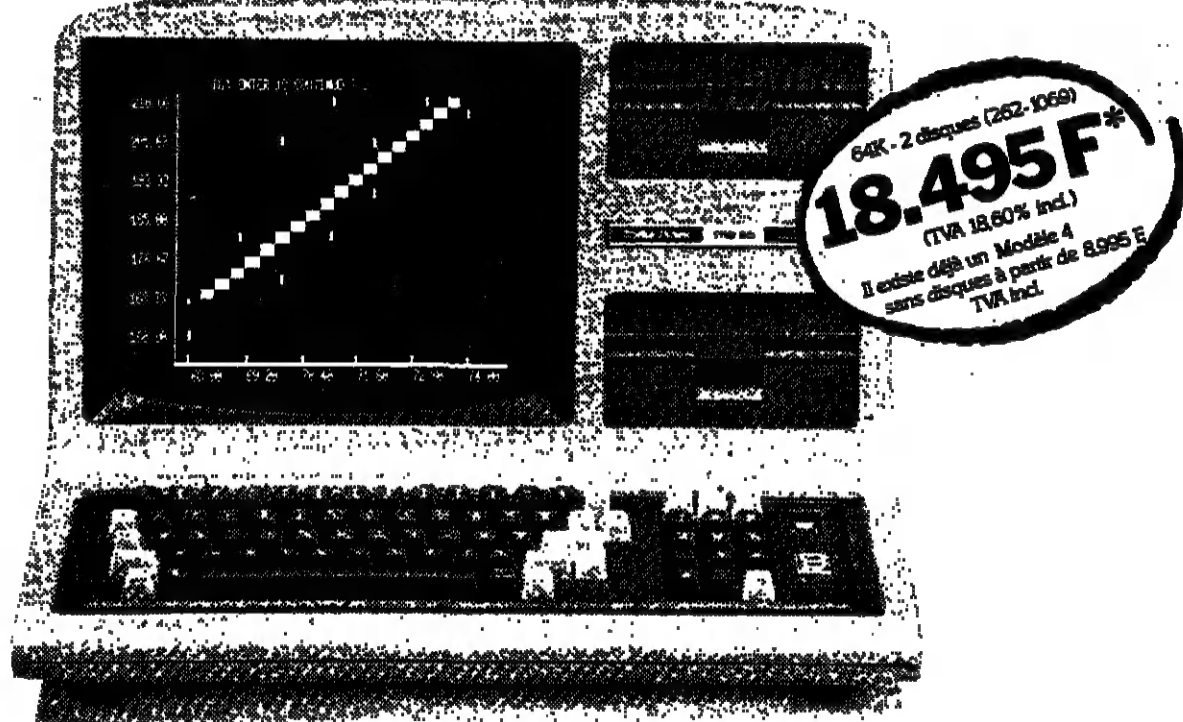
**ANNEE 80**

**ARAX**

Joyaux d'hier et d'aujourd'hui

JOUILLER FABRICANT - ACHAT VENTE - RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS - TELEPHONE 265 23 49

Inutile d'être expert en informatique pour être immédiatement opérationnel...



## Le nouveau TRS-80 Modèle 4. Un rapport performances/prix exceptionnel.

Analyse financière, comptabilité, traitement de texte... Les possibilités du nouvel ordinateur de bureau TRS-80 Modèle 4 sont trop nombreuses pour être toutes citées ici. Un choix considérable de logiciels "prêts à l'emploi" permet, en effet, au nouveau Modèle 4 d'assumer les tâches les plus diverses. Sans exiger de qualification particulière de la part de l'utilisateur. Et avec un maximum d'efficacité et de rapidité.

le Modèle 4 - fabriqué en France - est bien l'outil pratique et performant de ceux qui veulent intensifier leur productivité personnelle et professionnelle.

Demandez notre documentation détaillée ou venez exposer votre cas dans un de nos Centres Ordinateurs ou magasins spécialisés en micro-informatique.

**TRS-80**  
Exclusivement chez  
**Tandy**



Acceptés dans les magasins Tandy affichant ces signes.

- Fiabilité exemplaire: le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace: deux formules de Contrat Service Maintenance (sur place ou en nos ateliers).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en informatique (plus de cinquante en France!)

**TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.**

\* Prix au 1<sup>er</sup> novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

**Tandy**

TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (Mr J. Baudouin)  
20-223 boulevard Macdonald - 75016 PARIS - Tél. 288.60.139

J'aimerais en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 4

Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Boîte \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE  
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE  
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL**

La Direction Production lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

**TÊTES DE TUBING SPÉCIALES**

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion de regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, etc., conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges directement ou par le canal de leur ambassade à Sonatrach, Direction Production, 8, chemin du Réservoir - Hydra - Alger. Département Approvisionnement et Transports, à partir de la parution du présent avis, contre paiement de la somme de : 200 DA.

Les soumissions devront être établies en douze (12) exemplaires et envoyées sous double pli cacheté et recommandé. Le pli extérieur devra porter la mention suivante :

• **APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° 018/83/DAT/PRD. A NE PAS OUVRIR CONFIDENTIEL.** • La date limite pour le dépôt des offres est fixée à 50 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenue après ce délai sera considérée comme nulle.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

Certaines énergies  
font voler un avion.

Energie essentielle.







MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 20 DECEMBRE

PARIS 20 décembre Plus équilibré

En hausse de 0,3 %, la veille, le marché parisien est apparu plus équilibré mardi, ce que les professionnels ont interprété comme un signe positif pour une séance de « réponse des primes ».

A l'approche du son de cloche final, l'indicateur instantané se contentait de flirter avec la barre d'équilibre tandis que l'indicateur de liquidation reflétait une hausse de 2,4 % environ pour ce mois de décembre qui s'achève.

Roussel-Uclaf figure parmi les valeurs les plus en vue de cette séance (+ 4,6 %) après l'annonce d'une progression de plus de 80 % de ses résultats consolidés pour les neuf premiers mois. Cofimec, Presses de la Cité, Michelin, Penarroya, Moulinex, gagnent 2 % à 3 %, mais le plus remarquable est l'avance de B.S.N. (+ 2,6 %), une action qui figure chaque jour parmi les valeurs les plus actives de ces dernières séances.

En repli de 7 % dans le meilleur des cas, Amrep subit toujours la colère de ceux qui se sont sentis floués par l'annonce d'une émission d'obligations convertibles à quelques jours de la publication de prévisions très pessimistes accompagnées de la passation du dividende. Creusot-Loire, Dassault, Pernod et Bie perdent 1,5 % à 3 %.

Peu de changements sur le marché du For. Le métal fin régresse de 376,65 à 375,40 dollars l'once à Londres, le lingot perdant 530 F à 522 050 F, le napoleon étant inchangé à 651 F.

Légère baisse du dollar-titre : 10,60/63 F.

NEW-YORK Irrégulier

Malgré le regain d'intérêt dont certaines valeurs de haute technologie ont bénéficié, la tendance a été irrégulière à l'irrégularité lundi, à Wall Street. Hausse et baisse ont alterné dans tous les compartiments, avec une légère prédominance des secondes sur les premières. Sur 2 027 valeurs traitées, 875 se sont repliées, 731 ont monté et 421 n'ont pas varié. Quant à lui, l'indice des industrielles a légèrement progressé, enregistrant une modeste avance de 2,44 points à 1 244,61.

L'important gonflement de la masse monétaire, annoncé à la fin de la semaine écoulée, avait été largement anticipé. Il n'a donc pas eu d'influence réelle sur le marché. La crainte d'un renchérissement des taux d'intérêt ne s'est toutefois pas entièrement dissipée, inclinant les investisseurs à la prudence.

Les analystes étaient, toutefois, assez satisfaits de la résistance des cours. « Ce n'est pas brillant, disait l'un d'entre eux, mais après trois semaines de baisse cette réaction est encourageante et peut présager un mouvement de reprise ».

L'activité s'est ralentie et 75,5 millions de titres ont changé de mains contre 81 millions, vendredi.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc.

M. XAVIER DUPONT EST ÉLU À LA TÊTE DE LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

M. Xavier Dupont a été élu au poste de syndic de la Compagnie des agents de change pour l'année 1984, à l'issue de l'assemblée générale qui s'est déroulée le 19 décembre. Agé de cinquante ans, M. Dupont occupe, jusqu'ici, les fonctions de premier adjoint auprès du syndic, M. Yves Flornoy, qui ne se représentera pas à l'issue de son huitième mandat.

M. Alain Ferri, quarante-deux ans, a été désigné premier adjoint du syndic, en remplacement de M. Xavier Dupont, tandis que MM. Marc Aubouy, François Bacot, Gilles Dupont, Pierre Lacarrière, Jean-Denis Masso-

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %

Règlement mensuel

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Cours de 19 déc., Cours de 20 déc., %



UN JOUR  
DANS LE MONDE

## IDÉES

2. PROCHE-ORIENT : « Un rôle pour la France », par Amine Moulouf ; « Paix stratégique et paix politique », par François Puzos ; « Arafat n'est pas fini », par Mohammed Tarbush ; « La fin des Espées d'Orient », par Annie Laurent ; L.I. : Trois messages pour un seul Dieu, de Roger Arnaldez.

## ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT  
5. EUROPE  
6. AFRIQUE  
7. ASIE  
- JAPON : tractations gouvernementales après les élections.

## POLITIQUE

7. POINT DE VUE : « Le sens politique de l'abstention », par François Sublet et Marie-Françoise Jostet.  
8. La P.S. et les élections européennes.  
- L'Assemblée nationale : les compétences des régions d'outre-mer.  
9. Les travaux du Sénat.

## RÉGIONS

10. LANGUEDOC-ROUSSILLON : dynamisme et béton à Port-Vendres.

## SOCIÉTÉ

8. DÉFENSE  
12. LE PROCÈS PARIBAS : à quel sert le service d'inspection d'une banque ?  
- Quelle loi de milliards.  
23. ÉCHecs.

## LE MONDE DE LA MÉDECINE

13. Les hormones sexuelles influencent la croissance des tumeurs cérébrales.  
14. Comment briser la dépendance pharmacologique des pays du tiers-monde.  
- Pour ou contre l'homéopathie ?

## SUPPLÉMENT

15 à 18. UNE NOUVELLE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE À GRENOBLE.

## CULTURE

20. THÉÂTRE : les Journées croisées de Garonski, de Léonide Zorine.  
- CINÉMA : Miss Ouy, de Mizoguchi.  
- RENCONTRE : Jean-Pierre Hatz, chanteur de rock.  
23. COMMUNICATION : A voir : « Les plus volantes ».

## ÉCONOMIE

31. LE DOSSIER TALBOT : la direction estime n'avoir pas à négocier des dispositions qui ont fait l'objet d'un accord au plus haut niveau.  
32-33. AFFAIRES : l'avenir de la sidérurgie luxembourgeoise.  
34. ÉTRANGER.

## RADIO-TÉLÉVISION (23)

## INFORMATIONS

## SERVICES (24)

## Mode : « Journal officiel » ;

## Météorologie ; Mots croisés.

## Amorces classées (25 à 30) ;

## Carnet (19) ; Programmes des spectacles (21-22) ; Marchés financiers (35).

## NOËL - NOUVEL AN

Offrez un beau vêtement LEGRAND  
PRIX EXCEPTIONNELS  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES  
ET PARDESSUS  
MESURE

A partir de 1 550 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JOPES, MANTEAUX

sur mesure

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61.

Du lundi au samedi,

de 10 heures à 18 heures

## LES PRÉVISIONS DE L'INSEE POUR LE PREMIER SEMESTRE 1984

## L'assainissement économique est encore trop fragile

« La France enregistre, en matière d'inflation et de commerce extérieur, une nette amélioration », écrit l'INSEE dans sa note de synthèse de fin d'année. Mais cette amélioration reste « tributaire non seulement du redressement de l'économie mondiale, mais aussi de la capacité des entreprises à maîtriser leurs coûts de production et à améliorer leur compétitivité ».

L'INSEE ajoute : « Obtenus grâce à la réduction du pouvoir d'achat des ménages et d'un freinage de la progression des dépenses publiques, l'assainissement est encore trop incomplet et fragile pour permettre un relâchement de l'effort ».

Stabilisation de la production industrielle au premier semestre 1984, déficit mensuel du commerce extérieur d'environ 1,7 milliard de francs, arrêt du recul des investissements, hausse des prix de 3,8 % entre janvier et juin 1984, baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, dégradation de l'emploi industriel : l'INSEE prévoit un premier semestre 1984 rendu difficile par l'assainissement.

« Commerce extérieur : maintien d'un léger déficit ».

« Si la reprise américaine est indiscutable et sa poursuite assurée sur la plus grande partie de 1984, son extension au reste du monde est plus problématique », note l'INSEE, qui prévoit une croissance du P.I.B. de 5 % entre l'automne 1983 et l'été 1984.

Compte tenu d'une croissance modérée ou faible en Europe, d'une très légère croissance moyenne des P.V.D. (Pays en voie de développement), d'un léger repli de l'O.P.E.P., le déficit commercial de la France atteindrait 10 milliards de francs au premier semestre 1984. Ce chiffre se fonde sur l'hypothèse d'une stabilisation de la compétitivité externe des prix français, d'un très léger recul de la compétitivité interne (prix étrangers sur les marchés français), enfin du maintien d'un décalage conjoncturel favorable à la France vis-à-vis de l'étranger (la demande intérieure faiblit alors qu'elle progresse à l'étranger).

Le déficit de la balance des paiements courants serait du même ordre de grandeur au premier semestre 1984 qu'au deuxième semestre 1983 (environ 6 milliards de francs). Mais l'INSEE ne cite aucun chiffre à ce sujet, les excédents touristiques compensant en partie la baisse des grands contrats et les sorties de capitaux dues notamment au paiement du service de la dette. « Il apparaît clairement », écrit l'INSEE, « que les exportations de capitaux à long terme, comme le service de la dette accumulée, continueront à repousser en 1984 sur les prêts obtenus de l'étranger ».

Investissements : la chute marquée.

Après une baisse de l'investissement global de 2 % en moyenne annuelle en 1983, une certaine amélioration se produirait en 1984 dans l'industrie du secteur concurrentiel (+6 %). Cette amélioration permettrait de stopper la baisse globale due notamment au recul du secteur public non concurrentiel - E.D.F.,

G.D.F., S.N.C.F., Air France. Elle correspondrait seulement à un retour au niveau de 1982 (lui-même inférieur de 20 % au niveau de 1972-1974) et s'expliquerait par l'importance des besoins de renouvellement et de modernisation.

« Consommation des ménages : quasi-stagnation ».

Le ralentissement marqué de la progression du taux de salaire horaire ouvrier (+3,1 % au premier trimestre 1983, +2,5 % au deuxième trimestre, +1,7 % au troisième trimestre) aura abouti à un glissement de 9,4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1983. Le pouvoir d'achat de ce salaire horaire ouvrier serait maintenu, compte tenu d'une hausse des prix qui devrait être de 9,4 % également cette année. Pour le premier semestre 1984, l'INSEE fait l'hypothèse d'une progression de 1,8 % par trimestre (soit 3,6 % entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet 1984).

Le revenu disponible des ménages, qui, outre les salaires, tient compte des impôts et des prestations sociales devrait connaître en 1983 et pour la première fois depuis 1980 une baisse de son pouvoir d'achat : un peu plus de 0,5 %, estime l'INSEE. En 1984 cette baisse se poursuivrait : elle serait de l'ordre de 1 % au premier semestre, c'est-à-dire de janvier à juin prochains.

La consommation des ménages se maintiendrait à peu près globalement : +0,2 % au premier semestre 1984, après -0,6 % entre janvier et décembre 1983. La consommation des seuls produits manufacturés baisserait cependant au premier semestre 1984, mais un peu moins fortement qu'elle ne l'a fait en 1983 (-4 % entre le second semestre 1982 et le second semestre 1983).

C'est une nouvelle baisse du taux d'épargne des ménages (14,4 % du revenu disponible au premier semestre 1984 après 14,9 % au second semestre 1983 et 14,7 % au premier semestre) qui permettrait ce maintien de la consommation en dépit d'une baisse du pouvoir d'achat.

Compte tenu de tous ces éléments de la demande (consommation, investissements, exportations), l'INSEE prévoit le maintien, au premier semestre 1984, de la production industrielle à son niveau de la fin de 1983.

« Prix : +3,8 % au premier semestre prochain ».

La hausse des prix se ralentirait au premier semestre et atteindrait 3,8 % en glissement, c'est-à-dire entre janvier et juin 1984. Le mouvement de désinflation serait plus net au deuxième trimestre qu'au premier, encore marqué par des hausses assez fortes. L'INSEE estime que « la hausse sur la totalité de l'année 1984 devrait être sensiblement plus modérée que le chiffre de 3,8 % sur le premier semestre pourrait le laisser prévoir ».

La situation financière des entreprises après s'être améliorée au premier semestre 1983, s'est détériorée au second : baisse de la production, hausse importante des charges qui n'ont pu être entièrement reper-

tées dans les prix à la production fixés par des accords avec les pouvoirs publics. La détérioration de l'excédent brut d'exploitation (1) est surtout nette pour les entrepreneurs individuels (ceux du bâtiment-travaux publics notamment). Cette situation devrait légèrement s'améliorer au premier semestre 1984, prévoit l'INSEE, grâce à une évolution modérée des coûts.

Enfin l'INSEE estime que la dégradation de l'emploi industriel va se poursuivre et ne sera plus compensée par des créations dans le tertiaire marchand. En un an (de la mi-1982 à la mi-1983), 185 000 emplois salariés industriels ont disparu, dont près de 60 000 emplois pour le seul bâtiment-travaux publics. Entre la mi-1983 et la mi-1984, ce seraient environ 200 000 emplois qui disparaîtraient, en totalité, dans l'industrie.

« La situation sur le marché du travail est préoccupante », souligne l'INSEE, qui note que, depuis l'été 1983, le nombre des licenciements économiques autorisés est supérieur à 30 000 par mois, tandis que le chômage partiel progresse depuis le printemps dernier.

(1) E.B.E. ou excédent brut d'exploitation : ce qui reste aux entreprises après versement des salaires, charges sociales et impôts directs liés à la production (I.T.P. et taxe professionnelle). C'est en quelque sorte la marge brute. Le ratio E.B.E. sur valeur ajoutée est passé de 36,2 au second semestre 1982 à 37,3 au premier semestre 1983 à 35,6 au second semestre 1983. Il devrait être, prévoit l'INSEE, de 36,9 au premier semestre 1984.

## Dans les P.T.T.

## LA FIN DU PNEUMATIQUE ?

Le service des pneumatiques de Paris va être probablement supprimé. Les P.T.T. prendront leur décision le 1<sup>er</sup> février, le temps d'attendre la réaffectation du personnel (environ cinquante « machinistes » et cent cinquante porteurs vacataires) et la mise en place d'un « service équivalent » pour les utilisateurs. Un « pneu » était délivré à son destinataire parisien en deux heures.

La fermeture de ce service déficitaire était envisagée depuis plusieurs années. Concurrencé par le téléphone, le posté (remise d'un pli le jour même s'il est déposé dans un bureau central avant 16 h 30) et par la télécopie, le pneumatique a vu son trafic chuter de 2,7 millions de plis en 1973 à 648 000 en 1982. Une lettre des députés indépendants à M. Nakasone, et le dollar est revenu de 237 yens à 225 yens.

## NOUVELLES BRÈVES

« Le Suisse Zurbiggen en tête de la Coupe de monde de ski alpin. - Le Suisse Zurbiggen a pris une solide avance (dix points) au classement général provisoire de la Coupe du monde de ski alpin, grâce à une victoire, le 19 décembre, dans le super-giant disputé à Val Gardena (Italie). Dans des conditions difficiles, il a négocié la piste à plus de 95 km/h, précédant son compatriote Hansi à 43 centièmes et le champion olympique autrichien de descente Stock de 1 sec 30. Le meilleur Français, Franck Pons, s'est classé trente et unième, à plus de 4 secondes.

« Bon départ des Français à l'Orange Bowl de tennis. - Dans la catégorie des moins de dix-huit ans, les Français Thierry Champion et Franck Favier ont passé, le 19 décembre à Miami (Floride), le premier tour de l'Orange Bowl, officiel des championnats du monde des jeunes, en battant respectivement le Colombien Kuhn (3-6, 6-3, 6-1) et le Bolivien Azcu (6-0, 6-3).

« Patrice Hagelauer n'a pas encore de successeur à la F.F.T. - Satisfait des résultats des joueurs français en 1983, Jean-Paul Loth, le directeur technique de la Fédération française de tennis (F.F.T.), s'occupe activement de la mise en place d'un stade d'entraînement permanent à Roland-Garros pour les quarante meilleurs nationaux et de la constitution d'un corps de huit entraîneurs de haut niveau. Mais en attendant la réalisation de ses projets, il reprendra personnellement la raquette pour superviser les stages de l'équipe de Coupe Davis : en effet, pour des raisons financières et techniques, il n'a pas encore trouvé de remplaçant à Patrice Hagelauer, le « coach » de Yannick Noah, qui va ouvrir un centre privé.

Le numéro de « Monde » daté 20 décembre 1983 a été tiré à 524 348 exemplaires.

## Sur le vif

## Caroline sans photo

Qu'est-ce qui se passe à Monaco ? C'est Dallas, ou quoi ? Alors, Caroline se remarie. Et avec le fils d'un homme d'affaires italien, un milliardaire qui trompe dans le pétrole. Et pas plus tard que la semaine prochaine, comme ça, à la sauvette, à la verve, alors qu'elle est encore mariée, donc adultère, aux yeux de l'Eglise. Ça ressemble à quoi ?

Quelle claque pour le Sacré Tribunal de la Rota chargé de statuer sur la demande d'annulation du mariage précédent ! Il est mis devant le fait accompli. Carément. Et quelle aubaine pour l'avocat du lien, le lien avec Philippe Junot, son seul, unique mari pour le Bon Dieu. L'épouse chrétienne se moque du monde !

Attendez, ce n'est pas tout. Ce matin, à l'heure du café arrosé au tabac du coin, on ne donnait pas cher des chances de la pauvre princesse Grace de

devenir jamais sainte - il n'est que question, oui... Bienheureuse, peut-être. Et encore !

C'est d'un triste... Il n'y aura pas de fiançailles, pas d'épousailles en eurovision, pas de Zhrona, rien. A croire qu'il y a de la layette dans l'air. On va bientôt nous annoncer un heureux événement sur le rocher. Je suis prête à prendre le pari. D'ailleurs, c'est déjà fait : une bouteille de whisky.

Ce qui est choquant aussi, c'est cette différence d'âge. Elle a trois ans de plus que lui. D'accord, il est beau, il est riche, il est grand, il est blond, il est quand même un peu jeune. Est-ce qu'il tiendra la distance ? D'ici à ce qu'on nous dise que rien ne va plus entre Caroline et Stefano, il ne se passera pas... J'ai parié sur dix-huit mois. Une bouteille de champagne.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. Jean Rosenwald est élu président de la commission « informatique et libertés »

## M. Raymond Forni (P.S.) devient vice-président délégué

La commission nationale de l'informatique et des libertés (C.N.I.L.) a un nouveau président. M. Jean Rosenwald, élu mardi 20 décembre par neuf voix contre huit à M. Jacques Thyraud, président sortant. Premier président honoraire de la Cour des comptes, M. Rosenwald avait été nommé membre de la C.N.I.L. le 14 décembre par le conseil des ministres (le Monde du 17 décembre). M. Jacques Thyraud, sénateur (R.I.) de Loir-et-Cher, était président de la C.N.I.L. depuis novembre 1979. Il avait été réélu en octobre dernier.

A la suite des scrutins qui ont eu lieu mardi, M. Raymond Forni, député (P.S.) du Territoire de Belfort, a été élu vice-président délégué. Il était jusqu'ici vice-président. C'est M. Thyraud qui lui succède à ce poste.

L'élection de M. Rosenwald a été la tête de la C.N.I.L. et surtout celle

de M. Forni comme vice-président délégué chargé de la gestion, représentent une défaite pour l'opposition qui comptait sur une deuxième réélection de M. Thyraud.

(Né le 21 novembre 1914 à Paris, M. Jean Rosenwald est licencié en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Administrateur civil en 1946, il a été sous le IV<sup>e</sup> République membre des cabinets de MM. Daniel Mayer, Pierre Segelle et Albert Gazier, tous ministres socialistes.)

Il est entré en 1956 à la Cour des comptes dont il a été nommé premier président par le conseil des ministres, le 13 octobre. Après avoir atteint la limite d'âge, il avait cédé la place à ce poste, il y a quelques jours, à M. André Chadenet qui venait de quitter le gouvernement.)

## EN R.F.A.

M. OTTO LAMBSORFF  
CONSERVE  
SON PORTEFEUILLE

Bonn (A.F.P., A.P.). - Le porte-feuille du gouvernement de la R.F.A., M. Peter Brandt, a survécu, mercredi 20 décembre, que M. Otto Lambsorff, ministre de l'Economie, le candidat de « corruption » dans l'affaire Flick, conserverait son portefeuille. « L'examen de l'acte de mise en accusation ne conduit pas à l'écarter du gouvernement avant l'ouverture éventuelle d'un procès », a précisé M. Brandt.

**Préservez votre dos fragile avec Piralax**

de **PIRELLA**

Sommier articulé à lattes de bois sur rotules à balancettes à triple effet, avec matelas feutré, recommandé pour les dos fragiles, soutient utilement la colonne vertébrale.

DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN

Distributeur : **CAPELOU** 37, Avenue de la République - 75011 PARIS Métro Parmentier - Tél. 357.46.35

**PIAGET**

Montre pour dame en or 18 carats, étanche, avec mouvement à quartz extra-plat. Changement de fusée horaire instantané. Autres modèles pour homme et dame avec lunette ronde ou carrée.

**Aldebert**

15, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré  
Palais des Congrès - Porte Maillot